

## Paul Krugman : “L’euro est une construction bancaire”

6 septembre 2012

[L'Express](#) Paris



L'économiste américain à Princeton (Etats-Unis) en 2008.

**La monnaie unique paye aujourd'hui ses défauts de conception. Mais c'est en autorisant un peu d'inflation, et non en poursuivant une politique d'austérité uniforme, que l'Europe sortira de la crise, estime le prix Nobel d'économie.**

[Philippe Coste](#)

**Votre livre *Sortez-nous de cette crise ... maintenant !* est un plaidoyer contre la rigueur et le dogme de la lutte antidéficit. D'après vous, l'Europe s'est trompée de bataille ?**

Au commencement était la Grèce. Personne ne peut nier qu'Athènes avait un problème de discipline budgétaire et porte de grandes responsabilités dans ses déboires. Mais, dans la panique, on a transformé ce pays en explication par défaut de la crise européenne. Il cadrerait parfaitement avec la tendance naturelle des banques centrales à serrer la vis et à accuser le laxisme social et budgétaire d'être à l'origine des problèmes de la zone euro. Il reflétait aussi le dogmatisme des Allemands, toujours prompts à reprocher aux autres de ne pas égaler leur vertu. C'est oublier à quel point le cas de la Grèce est unique, isolé. Or l'interprétation de sa grave mésaventure a contribué à faire un amalgame qui a justifié le dogme général de la rigueur. Par conformisme, tout autre point de vue a été très vite exclu du débat.

**Vous incriminez donc les Allemands ?**

Historiquement, leur attitude s'explique par une phobie de l'inflation, qu'ils voient comme la source de leur tragédie passée. Mais ils semblent avoir rayé de leur mémoire collective les souffrances causées par les terribles politiques déflationnistes des années 30. Leur influence à la BCE s'explique, bien sûr, par leur statut dominant en Europe et aussi par l'ambition originelle de faire de cette institution un garde-fou contre l'indiscipline et l'inflation. [...] L'Allemagne est le créancier d'une Europe qui a effectivement connu une période d'exubérance. J'aurais pourtant été curieux de voir quels remèdes on aurait proposés si, par exemple, les flux de capitaux étaient venus d'Espagne vers l'immobilier allemand, et non l'inverse.

**Etiez-vous dès le départ un eurosceptique ?**

Oui, je pense que l'euro était une idée romantique, un beau symbole d'unité politique. Mais, lorsque vous abandonnez votre monnaie nationale, vous perdez beaucoup de flexibilité. Il n'est pas évident de pallier ce manque de marge de manoeuvre. Deux moyens existent en cas de crise localisée : la mobilité de la main-d'oeuvre, pour compenser la perte d'activité, et surtout l'intégration fiscale, pour lisser les pertes de recettes. De ce point de vue, l'Europe était bien moins apte que les Etats-Unis à la monnaie unique. Comparons la Floride et l'Espagne : même bulle immobilière, même crash. Mais, aux Etats-Unis, les gens peuvent partir trouver du travail dans un autre Etat, moins touché. Partout, l'aide sociale, les assurances maladies, les dépenses fédérales et les garanties bancaires nationales sont maintenues par Washington. Ce n'est pas le cas en Europe.

## **Comment jugez-vous la réponse européenne à la crise ?**

Mon propos contre les politiques d'austérité s'adresse aux pays qui ont encore le choix. Ni l'Espagne ni la Grèce ne pouvaient s'affranchir des exigences allemandes et prendre le risque de se faire couper les vivres. Mais, de mon point de vue, la France n'est pas dans une situation budgétaire critique et n'a pas autant besoin d'une politique de rigueur.

## **Il faut cependant garder la confiance des marchés... Comment y parvenir ?**

La réponse est monétaire. Elle passe par la Banque centrale européenne. Je vois d'un côté des achats massifs d'obligations espagnoles et italiennes pour endiguer l'envolée des taux d'intérêt ; de l'autre, le signal d'une politique plus souple de la BCE, la promesse de ne pas hausser les taux au moindre signe d'inflation, et l'établissement d'objectifs réalistes, 2 ou 3% d'inflation à moyen terme, au lieu de 0 ou 1% comme aujourd'hui.

## **Et la Grèce ?**

Je ne vois pas comment ce pays peut rester dans l'euro. C'est pratiquement impossible. Mais sa sortie provoquerait un retrait massif des dépôts des banques espagnoles et italiennes, auquel la BCE devrait absolument répondre par un apport de liquidités illimité. Sinon, en deux semaines, la Bundesbank jetterait l'éponge, et c'en serait fini de l'euro.

## **Quelles seraient les conséquences d'une disparition de la monnaie unique ?**

Imaginez des dettes libellées dans une monnaie qui n'existe plus... Je pense que la zone basculerait dans une récession sévère pendant un an avant que les pays ne retrouvent le moyen de poursuivre leurs échanges et, comme pour l'Espagne et l'Italie, recouvrent un peu de compétitivité. Du point de vue politique, ce serait grave : l'échec du plus grand projet de l'Histoire et le discrédit jeté sur des dirigeants impliqués dans le maintien de l'ancien système sonneraient l'heure des insurrections populistes et nationalistes.

## **Quelle solution préconisez-vous pour les pays du Sud ?**

Classiquement, ce serait la dévaluation interne. En principe, la baisse des salaires permettrait de recouvrer de la compétitivité. Mais aucun pays, pas même l'Irlande et la Lettonie, n'a vraiment réussi à obtenir une baisse réelle des salaires du secteur privé. Par ailleurs, la déflation alourdit le poids de la dette privée en euro. Ajoutons à cela le risque de fuite des capitaux, l'instabilité des gouvernements chargés de ces mesures, et vous aboutissez à une impasse. Les salaires espagnols sont aujourd'hui trop élevés de 30 %, si on les compare à ceux des Allemands. Plutôt que de les baisser de force – impossible politiquement –, pourquoi ne laisserions-nous pas les salaires augmenter outre-Rhin pour relever la compétitivité de l'Espagne? Cela impliquerait un relâchement de la politique monétaire, et, certes, plus d'inflation en Allemagne.

## **Quel avenir entrevoyez-vous pour la zone euro ?**

[Si la BCE prend les bonnes mesures](#), on pourrait imaginer une amélioration en trois à cinq ans. Mais l'Europe serait toujours fragile. Sa monnaie est une construction bancaire et le restera jusqu'à la création d'une garantie bancaire européenne. D'ici là, le système pourrait survivre plus confortablement en admettant, comme un lubrifiant, une plus forte dose d'inflation. Mais rappelons-le : l'Europe n'est pas, fondamentalement, en déclin. C'est un continent productif et innovant. Il a seulement raté sa gouvernance et ses institutions de contrôle économique. C'est tout à fait réparable.

## Paul Krugman: “The euro is a shaky construction”

6 September 2012

[L'Express](#) Paris



The American economist at Princeton in 2008.

AFP

**To save the single currency beset by difficulties that stem from its initial design, Economics Nobel Prize laureate Paul Krugman argues that Europe should set its sights on low inflation but forget about implementing uniform austerity measures.**

[Philippe Coste](#)

**Your book *End This Depression Now!* appeals for an end to austerity and the dogmatic insistence on cutting public spending deficits. Do you think that Europe is fighting the wrong battle?**

In the beginning it was just Greece. No one can deny that Athens had a problem with budgetary discipline and was responsible for many of the difficulties it faced. However, in what amounted to a moment of panic, the situation of Greece became the default explanation of the European crisis. It was perfectly in tune with central banks' reflex for belt-tightening and the conviction that a lax attitude to social and budgetary targets was mainly responsible for the problems of the Eurozone. It also reflected the dogmatism of the Germans, who are always quick to highlight the faults of less virtuous countries. It was an explanation that overlooked the extent to which Greece was a unique and isolated case. But it nonetheless served to justify a general dogma of austerity and the belief in its universal application. And all other points of view were rapidly excluded from the ensuing debate which proved to be highly conformist.

**So you believe the Germans were at fault?**

Historically, their attitude is justified by a phobia of inflation, which they see as a major cause of past tragedies. But at the same time, they appear to have lost any collective memory of all the suffering caused by the terrible deflationist policies of the 1930s. Their influence at the ECB is, of course, a reflection of Germany's dominant status in Europe but also of the long-standing aspiration for an institution that would act as an effective safeguard against a lack of budgetary discipline and inflation. [...] As it stands, Germany is the creditor of a Europe which has lived through a period of extravagance. However, I would be curious to see what remedies would have been proposed, if, for example, capital had flowed from Spain into the German property market, rather than the reverse.

**Have you been a eurosceptic from the beginning?**

Yes, I think that the euro was a romantic idea, and a fine symbol of political unity. But when you give up your national currency, you lose a lot of flexibility, and it is not easy to compensate for the loss of room for manoeuvre. In the event of a localised crisis you have to rely on the mobility of labour to circumvent the decline in the jobs market, and more importantly, on fiscal integration to smooth over changes in tax revenue. In this regard, Europe is a much less suitable environment for a single currency than the United States. If we

compare Florida and Spain: in both cases there was property bubble and then there was a crash. However, in the United States, people have the option of moving to another less affected state to find work. And benefits, health insurance, federal spending and banking guarantees for the entirety of the United States are all managed by Washington. This type of centralisation does not exist in Europe.

### **What do you think of the European response to the crisis?**

My argument against austerity policies is addressed to countries that still have the choice. Spain and Greece had no option but to comply with Germany's demands or run the risk of running out of funds. But to my mind, the budgetary situation in France is not quite so critical, and there is not the same need for austerity.

### **However, market confidence will continue to be vitally important ... How can it be sustained?**

The answer is an appropriate monetary response from the European Central Bank. On the one hand, I think there should be massive purchases of Italian and Spanish debt to prevent an excessive rise in interest rates. On the other, we need to see signs of a more flexible ECB policy: a pledge not to raise rates at the slightest sign of inflation, and realistic medium targets for 2% to 3% inflation instead of 0% to 1% which is what we have today.

### **What about Greece?**

I cannot see how this country can remain in the euro. It is practically impossible. However, if it leaves there will be a massive withdrawal of deposits from Spanish and Italian banks, and the ECB will most definitely have to respond by providing unlimited liquidity. If it does not, within two weeks, the Bundesbank will throw in the towel, and that will be end of the euro.

### **What would be the consequences of the disappearance of the single currency?**

Imagine all of those debts drawn up in a currency that no longer exists... I think the Eurozone would be plunged into a severe recession for a year while individual states find a means to continue trading, and countries like Spain and Italy recover some of their competitiveness. From a political point of view, it would be very serious: the failure of the biggest project in history would completely undermine the credibility of all of the leaders involved in the old regime and pave the way for populist and nationalist revolt.

### **What solution do you recommend for the Southern countries?**

The classic solution would be internal devaluation: the principle being that a reduction in wage costs enables countries to become more competitive. But no country, not even Ireland or Latvia, has succeeded in engineering a real reduction in private sector wages. At the same time, the resulting deflation would increase the burden of private debt in euros. When you factor in the risk of capital flight and the instability of governments obliged to implement such measures, it is clear that this solution is a dead end. As it stands, Spanish wages are overvalued by 30%, when compared with wages in Germany. Instead of trying to force wages down, which is a politically impossible, why don't we allow German wages to rise so as to boost Spanish competitiveness? Of course, this would imply a less stringent monetary policy, and an inevitable increase in inflation in Germany.

### **So what future do you see for the Eurozone?**

If the ECB implements the right measures, things could start to improve three to five years down the line. But Europe will still be fragile. Its currency is built on shaky foundations, and that will continue to be the case until a common European bank guarantee scheme is established. In the meantime, the system can quite comfortably survive if it is treated to a sufficiently strong dose of inflation. Let's not forget: Europe's problem is not one of fundamental decline. It continues to be a productive and innovative continent. The difficulties that it faces have been prompted by inadequate governance and a failure on the part of the institutions that are supposed to exercise economic control.

All of this can be repaired.

Paul Krugman

## **Prix Nobel et vulgarisateur**

Paul Krugman (b. 1953) is an American economist. Since 1999 he has been one of the leading columnists of the New York Times. In 2008 he was awarded the Nobel Prize in economics for his work on globalisation. Professor of economics and international relations at [Princeton University](#), he has written twenty books on international trade and finance. He also writes for [Foreign Affairs](#), [Harvard Business Review](#) and [Scientific American](#).

Since the 1990s Paul Krugman has gained an international reputation for his writings for a wider public and has become one of the most influential economists of his era.

### A modest proposal

The Economist Blogs Sep 6th 2012, 8:46 by D.S. | FRANKFURT



PEER STEINBRÜCK, strongman of Germany's opposition social democrat party (pictured), would like the European Investment Bank (EIB) to take over from the European Central Bank (ECB) as the chief source of emergency funding for the euro-zone periphery. The ECB, he argues, is heading down the slippery slope of lending to states, by the thinly-disguised ruse of lending to their banks.

The ECB cannot force reform programmes on peripheral countries as a lending condition, he told a gathering of bankers in Frankfurt on September 4th, so why is it going behind their backs and lending to their banks? "I'm sceptical that the ECB can go on doing this," he said.

The advantage of using the EIB as a conduit instead is that it can impose risk-adjusted interest rates on borrowing countries as an incentive for them to reform, he argued. The EIB also has a banking licence, which allows it access to ECB liquidity when necessary. The proposed €700 billion European Stability Mechanism, which is still waiting for approvals which may never come, is not designed to have a banking licence.

Mr Steinbrück's views are important because he could emerge as chancellor, or finance minister, in some constellation of coalition after federal elections next September. If the euro-debt crisis has muddled on till then, his proposal might stand a chance. Unlike Angela Merkel, the current chancellor, who makes policy moves in little steps, Mr Steinbrück is not shy of shooting from the hip. "A 'no-trespassing sign' (*Denkverbot*) has been slapped on the idea of a debt union," he said. "But I can tell you no one in my party is in favour of Eurobonds without conditions." Eurobonds would be debt securities issued with the guarantee of all euro-zone countries.

Many different models have been proposed. Mr Steinbrück's idea for such bonds to be issued by the EIB (whose existing debt is backed by the entire European Union) would give peripheral euro-zone countries access to centralised funding, but at rates reflecting their perceived willingness to reform. Those rates might be considerably better than the punitive spreads that nervous markets are demanding from Spain and Italy to refinance their debt.

# S.P.O.N. - Die Spur des Geldes

## Deutschland braucht die Inflation

Ein Kommentar von Wolfgang Münchau

EZB-Chef Mario Draghi steht wegen seiner Rolle in der Euro-Krise in der Kritik. Vor allem bei den Deutschen wächst die Angst vor der großen Inflation - zu Unrecht, wie das Beispiel Japan zeigt. Eine Teuerung von vier Prozent wäre durchaus sinnvoll.

Ein Italiener übernimmt die Führung der Notenbank und kündigt ein Aufkaufprogramm von Staatsanleihen an. Die orthodoxen Kritiker der [Bundesbank](#) dampfen vor Wut. Zeitungen warnen vor der großen Inflation. Diesen Donnerstag wird entschieden, und es sieht ganz danach aus, als würde sich Draghi durchsetzen.

Die Anti-Inflationstrollmmer warnten schon 2007, als die [Europäische Zentralbank](#) zum ersten Mal eingriff, um die Märkte zu stabilisieren. Dann warnten sie erneut, nachdem die Zinsen auf 1,0 Prozent gefallen waren. Sie warnten, als die EZB ihr erstes Aufkaufprogramm für [Anleihen](#) beschloss und dann wieder, als sie den Banken billiges Drei-Jahresgeld ohne Begrenzung zur Verfügung stellte. Sie warnten, als man den Refinanzierungszins auf 0,75 Prozent senkte, und jetzt warnen sie lauter denn je.

Mich erstaunt die Platttheit der Inflationsdebatte immer wieder. Die Theorie des Monetarismus besagt, dass eine erhöhte Geldmenge höhere Inflation verursacht. Doch das stimmt schon seit mehreren Jahrzehnten nicht mehr. Dennoch hält sich die monetaristische Sichtweise hartnäckig. In Japan ist die Geldmenge in den neunziger Jahren stetig gewachsen, doch es gab keine Inflation sondern eine Deflation. Die westlichen Notenbanken pumpen schon seit über fünf Jahren Geld in das System, und trotzdem kommt unten keine Inflation heraus. Mit simpler Hydraulik kann man den Inflationsmechanismus in einer Welt mit über-dominanten Finanzmärkten nicht mehr erklären. Milton Friedmans Monetarismus ist nicht gescheitert, weil er falsch war, sondern weil sich die Welt geändert hat.

Auch in den USA gibt es solche Debatten, nur gibt es dort ein paar mehr Leute in den Notenbanken, in den Universitäten und auch in den Medien, die dagegen halten. Die intelligenteren unter den Hardlinern hier in Europa geben zumindest taktisch zu, dass jetzt kurz- und mittelfristig tatsächlich keine Inflation droht, sondern erst langfristig, wenn sich die Weltwirtschaft vollständig von der Krise erholt hat. Aber hier bewegen sie sich von ihrer eigenen Theorie weg. Denn die behauptet schließlich, dass es einen mittelfristigen kausalen Zusammenhang zwischen Geldmenge und Inflation gäbe.

### Die Schuldenkrise wird durch Anleihenkäufe nicht gelöst

Um [Inflation](#) wirklich zu verstehen, bedarf es des Verständnisses einer komplexen Dynamik, die eine ganze Reihe von Faktoren mit einschließt - unter anderem die gesamtwirtschaftliche Nachfrage, die Entwicklung an Rohstoffmärkten, Arbeitslosigkeit, die Lücke zwischen Auslastung der Industrie und ihrer Kapazität sowie die Entwicklung von Krediten und anderen Finanzindikatoren. Fast alle diese Indikatoren deuten auf eine deflationäre Entwicklung hin.

Aufkaufprogramme durch Zentralbanken können unter bestimmten Umständen durchaus Inflation schaffen. Aber diese Umstände sind nicht gegeben. Laut Berechnungen der Citibank und [Goldman Sachs](#) hat die EZB einen Puffer von 1,5 bis 3 Billionen Euro, bevor man mit Kaufprogrammen von Anleihen Inflation kreierte. Der Grund ist technisch: Wenn man Papiergeld als ein zinsloses Notenbank-Papier auffasst, dann verdient die Notenbank mit jedem Euro-Schein Geld, denn die Banken zahlen immerhin einen Zinssatz an die EZB. Man nennt diesen Zentralbank-Profit auch Seigniorage. Die oben genannte Summe ist der abgezinst zukünftige

Notenbank-Gewinn durch Seigniorage. Mit anderen Worten: Die EZB kann einen gewissen Teil später anfallender Verluste aus der Portokasse bezahlen, bevor es inflationär wird.

Würde man so ein Programm in einer normalen konjunkturellen Phase auflegen, dann bestünde in der Tat eine Gefahr der kurzfristigen Überhitzungen und damit höherer Inflation. Doch der Euro-Raum steckt gerade in einer Rezession, und das Wachstum der Weltwirtschaft hat sich deutlich verlangsamt. In diesem Klima wird es auf absehbare Zeit keine Inflation geben können. Draghis Einkaufssause ist somit weder kurzfristig noch langfristig inflationär.

### **Es droht eher Deflation**

Ich erinnere mich noch gut an die japanische Debatte in den neunziger Jahren. Damals erhöhte die Notenbank vorschnell die Zinsen, weil sie eine Rückkehr der Inflation fürchtete. Auch dort dominierten die Monetaristen die Debatte. Doch genau das Gegenteil von dem, was die Hardliner voraussagten, passierte. Die japanische Wirtschaft versank in einer Deflation. Der österreichische Zentralbankpräsident Ewald Nowotny warnte daher jüngst auch vor dem japanischen Beispiel. Auch bei uns ist die Gefahr eher die Deflation. So wie in Japan werden auch wir bald nicht mehr die Frage stellen: Wie können wir uns vor der Inflation schützen, sondern: Wie können wir wieder zu positiven Inflationsraten zurückkehren?

Die Aufgabe der Notenbank wird es dann nicht mehr sein, Inflation zu bekämpfen, sondern für ein Mindestmaß an Inflation zu sorgen. Noch besser wäre es, wenn die Notenbanken nicht mehr ein isoliertes Inflationsziel setzen, sondern ein nominales Wachstumsziel verfolgen. Nominalwachstum kann sich als die Summe von Inflation und Realwachstum vorstellen. Das Konzept ist nicht ohne seine technischen Tücken, aber es würde eine Deflation verhindern.

Denn mit geringer Inflation und geringem Realwachstum, und somit einem zu geringen Nominalwachstum, ist eine Schuldenkrise wie unsere nicht lösbar - auch nicht durch Anleihenkäufen. Denn unter diesem Szenario wächst man nicht aus der Krise heraus. Die Lösung dann wären Geldtransfers, ein teurer Schuldenschnitt oder der Zusammenbruch des ganzen Systems.

Ich selbst würde einen moderaten Anstieg der Inflation begrüßen, zum Beispiel auf vier Prozent, oder ein Nominalwachstumsziel von sechs Prozent. Aber dieses Thema steht jetzt nicht zur Debatte. Mein Punkt ist nur, dass Draghis Programm keine Inflation bringen wird - leider.

URL:

- <http://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/muenchau-warum-draghis-programme-keine-inflation-bringen-a-854001.html>



# Verfassungsrichter zur Euro-Rettung

## Politikverachtung deluxe

Ein Kommentar von Jan Fleischhauer

Es ist ihre bisher größte Mutprobe: Wagen es die Verfassungsrichter, den deutschen Beitrag zur Euro-Rettung zu stoppen? Eine solche Entscheidung hätte möglicherweise unumkehrbare Konsequenzen. Eine Sorge, die Karlsruhe normalerweise nicht haben muss.

Es muss schön sein, Verfassungsrichter zu sein. Das Gehalt ist mehr als anständig. Man hat absolute Ruhe und so viel Zeit, wie man will. Andere Menschen müssen sich laufend mit irgendwelchen Anforderungen und Fristen plagen: In Karlsruhe befasst man sich nur mit den Aufgaben, die einem interessant erscheinen, und das dann auch so lange, wie man es für richtig hält. Einmal haben sie erwogen, nach Potsdam umzuziehen, um der Politik ein wenig näher zu sein. Die Idee wurde schnell wieder verworfen. Potsdam? Zu hektisch dort.

In diesen Tagen schaut die Republik wieder aufs beschauliche Karlsruhe. Am Mittwoch kommender Woche will das Gericht verkünden, ob sich die Bundesregierung weiter an der Euro-Rettung beteiligen darf. Oder ob die Kanzlerin das Unterfangen abblasen muss, weil die Verfassungsrichter finden, dass sie ihre Befugnisse überdehnt, wenn sie Italien und Spanien mit neuen Haushaltsmitteln zur Hilfe eilt.

Alle, die von einem Deutschland in den Grenzen von 1991 träumen, richten ihre Hoffnung auf ein Machtwort aus der kleinen Stadt. Die Hoffnung ist nicht ganz unbegründet. Zweimal haben sich die Verfassungsrichter in diesem Jahr schon mit Euro und Europa befasst, und jedes mal haben sie deutlich gemacht, wie wenig sie von der Rettungspolitik halten. Überhaupt scheinen sie mit der Arbeit in Berlin in letzter Zeit sehr unzufrieden. Ständig müssen sie korrigieren oder anhalten, was das Parlament auf den Weg bringt. Nicht einmal ein gescheites Wahlrecht bekommt die Regierung hin, wenn man dem Verfassungsgericht glauben darf. Gerade haben sie dort das erst im vergangenen Jahr reformierte Bundeswahlrecht mit ein paar deutlichen Worten der Ermahnung nach Berlin zur Überarbeitung zurückgeschickt.

### Politikverachtung für die gehobenen Stände

Demokratie ist eine empfindliche Staatsform, wie die Erfahrung lehrt, so gesehen muss man sich jeden denkbaren Schutz wünschen. Aber was an den Urteilen aus Karlsruhe auffällt, ist neben der Lebens- und Wirklichkeitsfremdheit vieler Entscheidungen, die man ja durchaus sympathisch finden kann, die ausgesprochene Ignoranz gegenüber den Bedingungen des politischen Geschäfts. Wer von einem Bundeskanzler verlangt, dass er vor jedem Treffen mit einem anderen Staatschef die Verhandlungslinie offenlegt beziehungsweise Rücksprache mit dem Bundestag hält, versteht entweder nichts von Krisendiplomatie - oder will bewusst nichts davon verstehen.

Rechtsprechung aus Karlsruhe ist Politikverachtung für die gehobenen Stände. Den Parlamentarismus gegen seine Repräsentanten zu verteidigen: Das ist die Kunst, in der man es in Karlsruhe zu einiger Meisterschaft gebracht hat und für die man sich dann in den Kommentarspalten der Qualitätspresse von Leuten loben lässt, die ebenfalls finden, dass die Demokratie eine viel zu wertvolle Einrichtung sei, als dass man sie den Plebejern im Parlament überlassen dürfe.

Tatsächlich bescheiden sich die Richter in Karlsruhe schon lange nicht mehr damit, vom Bundestag verabschiedete Gesetze daraufhin zu überprüfen, ob sie mit den Vorgaben des Grundgesetzes übereinstimmen. Weil die Männer und Frauen in den roten Roben nach mehreren Runden in der "Reflexionsschleife" ihrer abgeschiedenen Welt wissen, wie es besser geht, sind sie dazu übergegangen, durch ihre Urteile selbst Recht zu schaffen. So sagen sie es nicht, aber darauf läuft es hinaus.

## Fluch der Demokratie im globalisierten Maßstab

Bei der Euro-Entscheidung geht es auch um eigene Interessen. Niemand spricht es offen an, aber natürlich wären die Verfassungsrichter unter den großen Verlierern, wenn die europäische Einigung wie vorgesehen voranschreitet. Die 16 Damen und Herren in Karlsruhe müssen nur nach Frankfurt schauen, um zu sehen, wie die Integration einer deutschen Institution zusetzen kann. Früher war der Chef der Bundesbank der Gott des Geldes, vor dessen Entscheidungen zur Zinspolitik ganz Europa zitterte; heute ist er einer unter 17 Mitgliedern des Rates der [Europäischen Zentralbank](#), bei dem nicht einmal die Rücktrittsdrohung noch großen Eindruck hinterlässt. Das ist der Fluch an der Demokratie im globalisierten Maßstab: Die Stimmen der anderen werden mehr, das Gewicht der eigenen nimmt ab.

Man wird kommende Woche sehen, ob sich [Andreas Voßkuhle](#) und seine Mitstreiter trauen, den deutschen Beitrag zum Rettungsschirm anzuhalten und damit den Euro aufs Spiel zu setzen. Bislang hielten sich die Folgen ihrer Urteile in Grenzen - oder machten nur den direkt Betroffenen zu schaffen. Wer weiß schon, dass die Vorgaben zum Großen Lauschangriff dieses im Kampf gegen die Schwerekriminalität überaus wichtige Ermittlungsinstrument in der Praxis nahezu wertlos machen?

Diesmal könnten die Konsequenzen ziemlich schnell ziemlich drastisch ausfallen. Wenn die Pessimisten recht behalten, würde ein Zusammenbruch der Währungsunion die Welt in eine Krise stürzen, von der wir uns alle so schnell nicht mehr erholen. Gut, das Schicksal vieler Arbeitsloser werden die Verfassungsrichter nicht teilen müssen: Ihnen bleiben Posten und Bezüge, dafür wird es immer genug Geld geben. Aber der Nimbus der Unfehlbarkeit wäre wohl dahin.

Wutbürger vor den Gerichtstüren in Karlsruhe - das wäre mal was Neues. Volkszorn ist eine Erfahrung, die sonst nur Politiker machen.

### *URL:*

- <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/schicksal-des-euro-entscheidet-sich-vor-deutschen-verfassungsrichtern-a-854256.html>

09/06/2012 12:23 PM

## A Referendum on Europe

### It's Time to Ask the People What They Think

By Dirk Kurbjuweit

The Germany democratic system has suffered as a result of the euro crisis, but it has also made fighting the crisis harder. Now it's time to hold a referendum on European integration. Only then will Berlin have the democratic legitimacy it needs to take effective action.

After World War II, the West gave Germany two great gifts. The first gift was democracy; the second gift was being integrated into a Europe of free nations. This also included the overriding vision that one day both gifts could be combined to create a democratic United States of Europe. But there was a lack of determination and strength to accomplish this. To make matters worse, both gifts have suffered from the attempt to use a common currency to integrate Europe. Postwar German democracy has never been in such a sorry state as today. It has been a long time since the peoples of Europe eyed each other with so much mistrust.

That is the current situation. Next week, Germany's Federal Constitutional Court will issue another ruling on Germany's euro policy. This is not expected to clear the air or fundamentally improve the situation. A court decision cannot accomplish that. But something must happen. We cannot allow both democracy and Europe to go to rack and ruin. Democracy and European integration form the foundations of our country. The problem is that they have come into contradiction with each other. Assuming the debt mania doesn't continue to spiral out of control, it's a fact that democracy impedes a rapid rescue for the euro, while a rapid rescue for the euro undermines democracy.

Such a contradiction begs a decision. What is more important to the Germans: their democracy or Europe? Or is there a way to reconcile the two, democracy and Europe? It isn't easy. It cannot be done without risks. But there is a way.

#### The State Of Democracy

The rescue policy for the euro has changed the country's power structure. The winner is the executive, in other words, the government. German Chancellor Angela Merkel negotiates in Brussels with the other heads of state and government. This is the body where the major decisions are made, decisions which are usually hammered out in advance during bilateral talks. What's more, the executive has the strongest apparatus behind it. In Germany, it is only the experts in the Chancellery and the Finance Ministry who have any idea what is happening and what needs to happen.

A leitmotif of the current administration is the desire to do things under the table. For example, Merkel created a small, nine-member committee in the German parliament, the Bundestag, that is supposed to provide sufficient parliamentary control over certain decisions. She allows the Bundestag to vote on issues relating to the euro rescue fund, some of which have already been superseded by the time of the vote. Merkel was caught in the act each time, but she kept trying. She is overstepping her powers so that she can govern halfway efficiently.

Parliament is the loser here. The lawmakers are not present in Brussels when the negotiations are being conducted and the decisions made. They don't have any idea what is happening and what needs to happen, because they lack the appropriate tools -- and this in an area which is key to the parliamentary system, namely budgetary policy. Hence, they are barely able nowadays to perform their actual function, which is to hold the government to account.

The opposition is no longer playing its normal role because the problems are so grave that Germany's mainstream political parties -- the conservative Christian Democratic Union, its Bavarian sister party the Christian Social Union, the center-left Social Democratic Party, the business-friendly Free Democratic Party and the Greens -- are virtually obliged to stand shoulder to shoulder. Anyone who doesn't vote with the majority is almost seen as guilty of treason. But the desire to engage in insubordination is actually a virtue for a parliament. Until now, though, the leitmotif here has mainly been obedience.

The Federal Constitutional Court is the winner here. Since a number of individual parliamentarians and citizens refuse to support the euro policies that the majority has decided upon, they often turn to the Karlsruhe-based court. More than ever, the judges there have become, if you will, the supervisory board of German politics. Their corrective interventions have almost become routine, but that is not the role they were intended to play. What's more, despite all their freedom, they are not free enough. Granted, they have ruled in favor of some plaintiffs, but only to the extent that the executive can basically continue with business as usual. The leitmotif of the judges is functionality. When it comes to European policy, the court has almost become an organ of government.

There is now another powerful player, one which is not included in any theory of democracy: the financial markets. They force politicians to act and determine their thoughts and behavior, as if traders, and not the people, were the ultimate source of political power and authority. Their leitmotif is greed. Merkel has already obligingly promised the financial markets that she is working on a "market-compliant democracy."

The losers, in any case, are the people, who, according to the German constitution, should be the source of all state authority. In a representative democracy, voters have power over parliament -- and when parliament loses, the country's citizens also lose. To make matters worse, they have seldom been more confused by political events. What exactly is the ESM? How does it differ from the EFSF? What is the relationship of the ESM and the EFSF to the ECB? Who actually controls these bureaucracies? What is the impact of this or that decision on my life -- and on my pocketbook? The politicians have created such a complex bailout structure that hardly anyone can understand it any more. Since voters can no longer make decisions based on reason, they are forced to rely on their emotions. And emotions are not always the best basis for decisions, particularly when it comes to European issues.

Consequently, German democracy currently has a baffled population and an overwhelmed parliament, which is dominated by a slightly less baffled and less overwhelmed government and the financial markets. Such a democracy is clearly in trouble.

## **The State of Europe**

If one had to very briefly summarize what characterizes European history, it could look like this: Many of humanity's best ideas come from Europe -- such as democracy, the Enlightenment and the rule of law, along with great discoveries in the natural sciences. But all of this did not prevent Germany from sparking two world wars and carrying out the Holocaust. Despite utter devastation, the nations of Europe nevertheless managed to reconcile their differences and build the European Union.

This is the history that makes a European feel both humble yet proud. The politicians of the postwar era used this history and the emotions it evokes as arguments when they called for European unity as an urgent project. Their rhetoric always sounded good, but it wasn't entirely honest. In reality, countries still put their national interests first. One initial intention was to tame Germany and give France influence over its coal reserves. Postwar Germany wanted to use Europe to liberate itself from its pariah status. Later, the euro was the instrument of a second taming attempt. This time the French and others sought to break the power of the Bundesbank, Germany's central bank. Germany, for its part, saw how a currency union could benefit its export-oriented industries.

Today, appealing to emotions no longer does the trick. The fear that the nations of Europe could invade each other once again has evaporated. Peaceful coexistence is now taken for granted. When politicians invoke it in their speeches, it sounds hollow. Furthermore, spatial proximity has lost some of its importance. The young generation is globalized and has a worldwide outlook.

It's no secret that Europe has always been an elite project. Many politicians in Germany thought that European unity was a good thing, and pursued it more or less surreptitiously, in any case without consulting the population. They built a Europe that suited them, without a strong parliament, but which had a strong bureaucracy and where national governments had great influence. They thought that this Europe would be so wonderful that one day its citizens would be delighted that it existed. This approach, dubbed "output legitimacy" by scholars, is based on achieving legitimacy via results.

It may not be perfect, but it's an acceptable method. Democracy is never flawless; it's never purely the rule of the people. Sometimes a country is governed contrary to the will of the people, or without taking it into account, at least for a certain amount of time. On top of the results that have been achieved, elections then provide a retroactive legitimacy.

But it was, as is now clear, a serious mistake not to link the introduction of the euro to the creation of a European financial government subject to parliamentary control. In its current form, the monetary union is no longer a success. Everyone did what they wanted. Some ran up debts that they could handle, while others ran up debts that they couldn't handle. And now we face a major crisis.

Europe is in a serious predicament. The unifying concept of peace in Europe has lost its appeal. The interests of the member states run counter to each other. Some want as much solidarity as possible in the crisis, while others want as little as possible. And there is no process to resolve these conflicts in a democratic and effective manner. Europe, then, is also in trouble.

### **Time to Ask the People**

German democracy is suffering under Europe, while Europe is suffering under the national interests of the member states and the lack of a sensible political structure. That is the current state of democracy and Europe, the foundations of postwar Germany. What direction should we take now? Does democracy take priority over Europe? Or does Europe take priority over democracy?

There is a way to avoid this conflict. The Germans can reconcile their democracy with European integration. To do that, they would need to be asked.

Fundamentally, it is a good thing that we have a representative democracy where people go to the polls and politicians make decisions between elections. They have the expertise and the time to consider how society should best be organized. But sometimes we have to decide on the really big issues -- and then it is time to ask the people. The current crisis involves a really big question: Is the population prepared to transfer sovereignty to Europe so that effective euro policies are possible?

This doesn't mean that we have to rewrite the German constitution. It doesn't mean that we have to create a United States of Europe. For the time being, it's enough just to clarify the issue. From a legal perspective, it's not very easy, but it's possible. Where there's a will, there's a way.

The debate that would be held in the run-up to such a referendum would already be valuable in itself. Although the focus is fiscal policy, Germany would have to engage in a broader debate over what kind of Europe it wants and what its own role should be. The politicians would first have to make up their minds and then, assuming they make the right decision, campaign for greater integration. But this time they would use modern arguments in favor of Europe, such as a large shared culture, a greater say in global politics and favorable conditions for German exports.

If the politicians manage to convince the majority of the population, the German government would have a mandate to campaign in Europe for greater integration in terms of fiscal policy, in exchange for relinquishing sovereignty. It would then have a strong legitimization, a strong mandate for pro-integration policies. That would be the better scenario.

The worse scenario, of course, would also be possible -- but it wouldn't spell the end of Europe. The EU has already survived a French referendum that rejected the proposed European constitution. The German

government could continue to work to help debt-stricken countries. This would be done in accordance with German budgetary law, which would not be weakened.

No matter what happens, democracy is the winner in such a referendum. The cause of European integration could win, but it could also suffer a setback. But this way the proper checks and balances are in place. After all, when push comes to shove, democracy ultimately has to come first.

*Translated from the German by Paul Cohen*

**URL:**

- <http://www.spiegel.de/international/europe/essay-on-why-germany-should-hold-a-referendum-on-europe-a-854000.html>

Germany

## Goodbye to nuclear, welcome back coal

5 September 2012

[Wprost](#) Warsaw



A power plant in Boxberg, Saxony. In the foreground, the open cast lignite mine that feeds it.

AFP

**Instead of causing an explosion of “green energies”, the exit from nuclear that Angela Merkel announced in 2011 will bring about the building of new – and highly polluting – coal-burning plants. It’s an option that hasn’t annoyed Germany’s environmentalists.**

[Łukasz Wójcik](#)

When Germans start saying they have the right to something, a warning bell sounds in Polish ears. So what is it that the Germans have the right to?

According to the latest report from the Heinrich Böll Foundation, it’s polluting the environment! The report concludes that Germany has the right to increase its carbon dioxide emissions because it has already reduced them sufficiently. Now Europe’s largest economy can generate power even from brown coal, though probably only burning old tyres would produce more pollution than that. But Germany has the right to do it.

After such words from a country that has led the green energy revolution, one can easily imagine most ecologists fainting from shock. But the German Greens aren’t fainting because they have helped to draft the report themselves.

The Heinrich Böll Foundation is a think tank of Germany’s Green Party. The world is ending. And Peter Altmaier, minister of the environment, agrees with the ecologists. “We want to be generating 35 percent of our electric power from renewable sources by 2020,” [he recently told Die Zeit](#). “But we need to generate the remaining 65 percent from something too.”

### *Ecologists gone mad?*

It is to Mr Altmaier’s credit, among others, that Germany is returning to coal. Nowhere in the world are more coal-fuelled power plants being currently built – the number stands at twenty three today. Most will burn brown coal, the dirtiest conventional fuel there is. For the atmosphere, this means an extra 150 million tons of CO<sub>2</sub> a year – with the full support of Germany’s Green Party.

Have the German greens gone mad? In a way, yes. Chancellor Angela Merkel became their idol when, in March 2011, a few days after the failure at Japan's Fukushima nuclear plant, she pledged to close down eight of Germany's seventeen reactors, even though at the beginning of her term she wanted to keep them operative until 2036.

On May 30, 2011, the German government made an even more radical decision – to decommission all of the country's nuclear power plants by 2022. And so the ecologists' dreams were fulfilled and a green revolution began in Germany.

### *ETS fiasco*

The decision to relinquish atomic energy generation didn't require much political bravery from Chancellor Merkel, because the proportion of the German public opposed to it had jumped to 70 percent following the Fukushima disaster. But such a decision required precise forecasts, and such were missing.

Originally, it was planned that Germany would get rid of nuclear power at such a pace so as to allow renewable sources to fill the resulting gap in the country's energy balance. Now, however, it's become clear that shutting off the reactors will have reduced Germany's power output by some 20 percent by the end of the decade.

At first, natural gas was supposed to serve as a natural replacement for nuclear power. But the EU's [Emissions Trading System](#) has proved a failure. Until now, it awarded carbon dioxide emission permits to companies, including power producers, based on their previous performance. If a company was able to reduce its CO2 emissions, it could sell the unused permits to companies that had exceeded their limits.

If the ETS had worked well, coal as an energy source for power generation would not have stood ground against natural gas, which emits three times less carbon dioxide. But the makers of the ETS had failed to foresee that Europe would be hit by an economic crisis, which caused a significant drop in the demand for electric power, meaning that most energy producers did not use up their CO2 emission permits.

The result is that the permit for the emission of one ton of carbon dioxide costs some seven euros today. It would have to cost a least thirty five euros for power generated from natural gas to be cheaper than that obtained from coal, according to the Karlsruhe Institute of Technology.

But when appeals were made in spring in the Bundestag for at least some of the nuclear sector to be preserved, the Green Party – the first such case in world history – stood firmly for coal. “We can accept a temporary return to coal as an energy source to protect Germany from the environmentally destructive atom. After all, we're all interested in protecting the environment,” the party's leader, Jürgen Trittin, explained to the parliament.

But is it really so? The tortuous argumentation notwithstanding, the fact that Mother Earth hasn't yet been sold to energy companies can be the result of the unique coincidence that her well-being is consistent with those companies' interests. But it is certainly not most important, as the sad case of the German solar energy sector attests.

### *Growing pineapples in Alaska*

To say that the Germans are crazy about solar power would be an understatement. Although Germany receives no more solar radiation than, say, Alaska, the combined output of the country's solar installations almost equals that of the rest of the world. “It's as if the inhabitants of Alaska started growing pineapples there,” Michael Fuchs (CDU) recently argued in the Bundestag.

These pineapples have proved particularly costly for the Germans. The well-known economist, Joachim Weinmann, has demonstrated the absurdity of subsidising the German solar power sector by calculating that the nine billion euros spent already this year on solar power would have produced five times more power if invested in wind technology and even six times more if spent on hydropower.



To use another example, reducing CO2 emissions by one ton requires spending five hundred euros on solar power, but only twenty euros on gas-fuelled technology and just five euros on building insulation.

Despite such horrendous costs, the German government has for years subsidised the solar sector in the hope, Weinmann suggests, that the German photovoltaic cell manufacturers, empowered by the generous subsidies, would dominate the global markets.

Two years ago, when it had become clear that the Chinese were able to manufacture the cells for half the price, Berlin withdrew the support, which has already led to a series of corporate bankruptcies in Germany.

If the logic of spending on renewable energy sources had really been governed by the desire to protect the environment, solar energy would never have happened in Germany. But the German green revolution has not really been about the environment but about profits, about creating a highly specialised niche where German companies would have no match in the world.

If Chancellor Merkel has succeeded in convincing the greens to accept coal, she would have probably got them to embrace nuclear energy as well. But this wouldn't have made economic sense to German industry because nuclear power is a French domain. And environmental protection has to be profitable.

Translated from the Polish by **Marcin Wawrzyńczak**

---

Renewable energy

## **A law that works too well**

One of the main problems of the ambitious "green revolution" launched a year ago by Angela Merkel is what it is costing users, [writes \*Der Spiegel\*](#). Germany's [Renewable Energy Act \(EEG\)](#), the linchpin of the revolution, provides in effect that –

Operators of wind farms, solar arrays and biogas plants get a guaranteed, fixed feed-in price for all electricity they generate over a period of many years. Power companies are required to purchase this energy, but at a price much higher than what they get for it on the market. The difference is paid for by consumers through their electricity bill. The EEG guarantees big profits to those who invest in renewable energy and makes building new plants attractive. There's just one problem with the EEG: it's been too effective. Green electricity plants aren't being built gradually but, rather, as quickly as possible. Consequently, the costs are rising at a faster-than-expected rate. The average household in Germany currently pays €144 a year for these subsidies, and that figure looks set to rise to more than €200 in 2013.... Such numbers are big enough to exacerbate social inequalities in Germany. Recipients of 'Hartz IV' welfare benefits for the long-term unemployed, for example, receive a fixed sum for electricity and can't afford energy-saving fridges or washing machines.

This is why the Environment Minister, Peter Altmeier, plans to change the subsidy system, writes *Der Spiegel*.

## Les réformes engagées par Monti que Hollande n'ose pas lancer

RICHARD HEUZÉ

Les réformes structurelles engagées par Mario Monti depuis son arrivée au pouvoir à l'automne 2011 lui valent une avalanche d'éloges, de Washington à Berlin, qui contrastent avec le scepticisme entourant l'action de François Hollande. « La situation de la France n'est pas celle de l'Italie ! » a rétorqué le président français, à Rome, soulignant le poids de la dette italienne (120 % du PIB en Italie contre 90 % en France).

### Réforme des retraites

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, un nouveau régime des retraites est en vigueur en Italie. Il est bien plus strict qu'en France, où François Hollande a rétabli la retraite à 60 ans pour un salarié sur trois. En Italie, l'âge de départ à la retraite sans décote a été relevé à 66 ans pour les hommes (65 ans précédemment). Pour les femmes, il est fixé à 62 ans, mais il devra atteindre 65 ans d'ici à 2018 dans le secteur privé. Mario Monti a mis fin aux innombrables régimes spéciaux, dont certains permettaient de partir après 38 annuités de cotisation. Le montant de la retraite, qui représente encore 80 % du dernier salaire, sera abaissé pour s'aligner graduellement sur la moyenne européenne (58,4 % en Allemagne). Le régime des retraites, qui est globalement en équilibre, devra dégager un excédent d'ici à 2015.

### Libéralisation du marché du travail

C'est la réforme la plus emblématique et la plus difficile engagée par Mario Monti. Adoptée par le Parlement en juin dernier, cette réforme facilite les licenciements à l'amiable, tout en accordant des indemnités chômage aux nombreuses catégories de travailleurs exclues des grandes conventions collectives. Elle garantit aussi une protection sociale aux jeunes en état de précarité. La modification de l'article 18 du Code du travail instaure l'équivalent de la rupture conventionnelle : salariés et employeurs peuvent décider de mettre fin à un contrat de travail moyennant une indemnité de 12 à 24 mois de salaire sans obligation de réintégration automatique du salarié. En cas de licenciement économique, le tribunal tranchera tout contentieux éventuel. Enfin, la réforme met en place un système d'apprentissage de trois ans au terme duquel l'entreprise a l'obligation d'embaucher ou de licencier le salarié.

### Coupe drastique dans les dépenses publiques

Alors que François Hollande se contente de stabiliser les dépenses publiques, Mario Monti les réduit drastiquement. Mi-juillet, le Conseil des ministres a adopté un train de réduction des dépenses publiques de 26 milliards d'euros sur trois ans, du jamais vu dans la Péninsule : 4,5 milliards d'euros seront économisés d'ici à la fin 2012, 10,5 milliards l'an prochain et 11 milliards en 2014. Elles couvrent un large éventail de situations : diminution par deux du nombre de provinces (110), suppressions de 37 tribunaux, de 38 parquets et 220 sièges judiciaires détachés. L'austérité impliquera la suppression de 18 000 lits d'hôpitaux, mais aucun hôpital public ne sera fermé. Des économies de 5 milliards d'euros sont prévues en trois ans sur les frais de santé, notamment sur les médicaments et dans les aides aux maisons de santé. Les ministères devront faire des économies de budget de 4,5 milliards d'euros en trois ans. L'administration est priée de renégocier à la baisse ses loyers en obtenant au moins 15 % d'économies.

### Réduction du nombre de fonctionnaires

Pendant que la France stabilise ses effectifs de la fonction publique, l'Italie décide de réduire de 10 % le nombre de fonctionnaires, par des mises à la retraite anticipées. Quelque 3 800 enseignants sont obligés de se reconvertir dans d'autres postes de l'administration.

09/05/2012 12:27 PM

## Opening the Umbrella

# ESM Permanent Bailout Fund Prepares for Prime Time

By [Sven Böll](#), Martin Hesse and Christian Reiermann

The court battle against the permanent euro bailout fund, the ESM, has become the largest in German legal history. Yet despite widespread concerns, fund head Klaus Regling is preparing for action. The most important question surrounding the fund, however, remains to be answered: Will it work?

Stacks of paper make it impossible to get an unobstructed view of the Balinese island paradise. For the past two years, this idyllic scene carved in wood has been propped up on a sideboard in a Luxembourg office. The picture's owner hasn't found time to hang it on the wall. Instead, he has allowed it to gradually become submerged under a sea of documents.

The office belongs to Klaus Regling, head of the European Financial Stability Facility (EFSF), the temporary euro backstop fund. He brought the picture back from Indonesia over 20 years ago, when he did a stint there for the International Monetary Fund (IMF). It has long since morphed from a souvenir to a symbol of the crisis. The message is "look here, we don't have any time for trivialities" and "our work environment is just as temporary as the rescue fund."

Perhaps the wooden picture will soon get a respectable, permanent location. Regling and his team are preparing to move a few blocks down the street, part of the plan to turn a stopgap measure into an enduring one. The temporary EFSF rescue fund is about to give way to its permanent successor institution, the European Stability Mechanism (ESM).

Before that can happen, though, the ESM must still clear some legal hurdles. On Sept. 12, the [German Constitutional Court will rule](#) on lawsuits seeking to prevent the government of German Chancellor Angela Merkel from participating in the new bailout fund with its €700 billion (\$880 billion) firewall.

Some 37,000 Germans have joined the complaint, making it the largest such case in the history of the court. Most prominently, however, the list of plaintiffs includes Peter Gauweiler, a politician with the Christian Social Union, the Bavarian sister party to Merkel's Christian Democratic Union (CDU), former Justice Minister Herta Däubler-Gmelin of the center-left opposition Social Democrats (SPD), and a group of professors led by economist Wilhelm Hankel, a prominent critic of the euro. They all fear that joining the rescue fund necessarily means that Germany's parliament would lose its constitutionally guaranteed right to oversee the budget.

## Even More Uncertain

If the critics win, the provisional measures to bolster the euro could give way to widespread panic, with frenzied markets and frantic politicians. The instrument designed to guarantee stability in the euro zone could end up sparking renewed turbulence. The flight from the euro would accelerate, the sovereign bonds of financially weak countries that have just managed to stage a slight recovery would once again come under pressure, and the future of the euro would be even more uncertain.

Given the consequences, it is doubtful that the court will prevent Germany from contributing to the ESM -- but there are likely to be a few conditions.

Regling refrains from making any comment on the outcome of the trial. He wants to avoid the impression that he is putting the judges in Karlsruhe under pressure. All he will say is: "Without Germany, the ESM is pointless."

The EFSF head has decided to proceed as though everything were going according to plan, choosing to ignore the lawsuits and the looming verdict. There is, after all, plenty to do, including hiring new staff to expand the workforce from 57 to 75 employees by the end of the year and establishing a new website. A new logo has already been created.

Making the transition from a special-purpose entity under Luxembourg law to an international financial institution presents him with totally new challenges that have nothing to do with the euro. The ESM intends to establish its own health insurance plan, and it needs a pension fund.

### **Insurance Office?**

But much will remain the same, including the bailout fund's mission -- that of providing [cash-strapped member states](#) with fresh money in exchange for strict austerity measures. The instruments at the ESM's disposal will also be unchanged, as will the salaries earned by its staff. Regling will continue to make over €300,000 a year.

As the EFSF transforms into the ESM, it seems less like a power-hungry Moloch and more like a branch office of a liability insurance company that calmly sorts its claims. There's no recognizable sign of frantic rushing or nail-biting. The trading department staff watches brightly-colored curves on flat-screen monitors showing the exchange rate of the euro and yields on sovereign bonds. Many employees come from Brussels institutions, such as the European Commission. But the European Investment Bank (EIB) has also sent staff here, as has the European Central Bank (ECB) in Frankfurt.

One of Regling's staff members is Andres Sutt, 44, an economist from Estonia who worked at his country's central bank and most recently represented his country at the International Monetary Fund. Throughout his professional career, he has done nothing but combat the economic turbulence that has shaken his country again and again. "It will take time before trust in the crisis countries returns, but it will return," says the Estonian, as he summarizes his experience.

Estonia has proven that drastic remedies, such as those prescribed for Greece, are effective. Three years ago, the Estonian government slashed its budget and reduced salaries and pensions because its economy was drastically shrinking. At the same time, it maintained a steady exchange rate with the euro and became a member of the monetary union at the beginning of 2011. "It's naïve to believe that emerging from the crisis will be painless," says Sutt.

Regling is convinced that the [euro rescue is on the right track](#). He says that competitiveness has increased in Ireland, Greece, Portugal, Spain and Italy. Their current account deficits are improving. The countries in the program have made progress instituting the necessary changes, and they have done so "on a massive scale." Regling attributes part of this success to himself and his team. "If it wasn't for us," he says. "Portugal and Ireland would probably no longer be in the euro zone."

### **Gigantic Bad Bank**

Yet despite all these efforts, the euro crisis has spread, making it necessary to follow up the temporary rescue fund with a permanent one.

But that's far from enough for many critics, primarily those from the southern regions of the monetary union. Politicians such as Italian Prime Minister Mario Monti and his counterparts from Spain and France, backed by the IMF, regularly call for the rescue fund to be doubled. They would like to grant the ESM a banking license so it could borrow unlimited amounts of money from the European Central Bank.

Other critics, primarily in northern Europe, say that the ESM already has too much power. They see the rescue fund as a gigantic bad bank and yet another step toward a debt union.

"The ESM undermines the foundation of the European monetary union," says Helmut Siekmann, a professor of monetary, currency and central bank law at Frankfurt University. He says the rescue fund violates the ban on forcing other euro member states to assume liability for the financial obligations of debt-ridden countries.

Siekmann even suspects that the treaty contains a loophole that could raise the upper limit of Germany's liability beyond the legal ceiling of €190 billion. He says that Regling's fund could in fact mobilize more than the €700 billion that has been authorized once it has received the paid-in capital amounting to €80 billion. The only precondition would be a unanimous agreement from the ESM Board of Governors, which includes the finance ministers of euro-zone member states. The fund could then, theoretically, collect unlimited amounts of capital.

Any one of the ministers on the board could veto such a decision, including German Finance Minister Wolfgang Schäuble. "But will he have the backbone to vote no when everyone else is in favor?" asks Siekmann. The legal expert explains that even if Schäuble abstains, according to the treaty, it would be counted as a vote in favor. "That's unusual when a unanimous decision is required," criticizes Siekmann, "and it's problematic."

### **'Doesn't Make Sense'**

Nevertheless, says the professor, the Bundestag, Germany's parliament, would also have to give its assent if an increase in firepower for the ESM were approved in a rush. "But even without parliament's approval," he says, "Germany would be bound by international law to pay the amount approved on the ESM Board of Governors." This, argues Siekmann, "undermines the democratic process."

Indignation isn't just limited to academic circles, but can also be heard in Germany's rural heartland, such as in a dimly lit conference room of the CCH City Club Hotel in the northern city of Oldenburg. A group called the Free Voters has staged an event called "Stop the Euro Rescue Fund" that has attracted a large number of pensioners. The most prominent speaker is Stephan Werhahn, 59, who embodies the hopes of many ESM opponents.

The financial expert, who is a grandson of Germany's first postwar chancellor, Konrad Adenauer, recently left the CDU and now intends to run as the Free Voters' top candidate in the 2013 Bundestag election. "We Germans pump billions of euros into heavily indebted banks in our southern neighbors, but at the same time have no money to renovate our own schools," he says. "That just doesn't make sense."

Werhahn rejects suggestions that he's a populist. Instead, he sees himself as a mouthpiece for the silent majority. "The monetary union won't survive in this form," he says. "The ESM is merely postponing the inevitable, not halting it."

### **Grumbling in Isolation**

The anti-ESM movement includes organizations such as the Taxpayers' Association and initiatives that go by names such as the "Alliance of the Will of the People" and "Civil Coalition." They are all enjoying a surge in membership, but have little impact. This is partially because the groups are not networked; they are all grumbling in relative isolation.

ESM opponents have thus pinned their hopes on the German Constitutional Court. Werhahn is convinced that the country's top judges can come to no other conclusion than to stop the "700-billion monster." As he puts it, the rescue fund has "no democratic legitimization." He says that the amount of money that Germany has to pay to save the euro will in the future no longer be decided in Berlin but, rather, in Luxembourg.

Norbert Barthle, the CDU's budgetary policy spokesman in the Bundestag, is familiar with all of these arguments -- and he's tired of listening to them. He remains convinced that Germany's liability will not exceed €190 billion, as determined by the law.

"The critics overlook that there is no other area where the Bundestag has such extensive rights of co-determination as with the rescue fund," he says. Even Finance Minister Schäuble must consult the Bundestag before heading to Luxembourg. Lawmakers determine how much leeway Schäuble has in negotiations -- on the volume of an aid package, for example.

## 'Over in One to Two Years'

Even afterwards, nothing can happen without the Bundestag's approval. Once the Board of Governors has reached a decision, the parliamentarians have to approve the decision once again. Subsequently, the budget committee has to clear each payment tranche.

No other national parliament in the euro zone enjoys so much power. Of course, Barthle realizes that limits will be placed on this influence in the future. There will be situations in which the government makes an ad hoc decision, that parliament can only wave through -- provided that it doesn't want to bring down the chancellor. "But that will tend to be the exception, not the rule," says Barthle.

Meanwhile, ESM chief Regling is already looking ahead to the period after the crisis. When everything is over, he intends to place the ESM in something like a state of hibernation. Personnel and resources will then be greatly scaled back, with only an ESM skeleton crew on stand-by. If necessary, though, the organization could quickly be reactivated.

When will that time come? Regling, the eternal optimist, doesn't take long to answer. "If all the states in the monetary zone strictly adhere to their fiscal consolidation requirements and continuously improve their competitiveness, then the crisis can be overcome in one to two years," he says.

Unless, of course, ESM critics win their lawsuits.

*Translated from the German by Paul Cohen*

## Old Time Religion, in the French Manner

By ROBERT ZARETSKY



With the start of the school year, the nation has quite suddenly been pulled into a debate over the role and responsibilities of the public schools. Should they limit themselves to teaching skills and broadcasting knowledge? Or must they also furnish the foundations of morality — the ethical groundwork that will allow students to make sense of the world?

Oddly, the debate has sprung up not in the United States, but in France. Even odder, just as they would be in the United States, the opponents in France are secular humanists and religious conservatives. Oddest of all, it is the secularists who are pushing for the old time religion of moral instruction, while the faithful are more than a bit dubious.

In an [interview with the Journal du Dimanche](#), Vincent Peillon, the Socialist government’s Minister of National Education, called for the revival of la morale laïque, or secular morality, in primary schools. This concept, Peillon explained, means teaching students to distinguish between justice and injustice, and good and evil.

But he quickly disabused those American observers who wondered if he was channeling William Bennett, secretary of education under President Ronald Reagan. French schools, he declared, must “inculcate the notions of universal morality, founded on the ideas of humanity and reason ... . The capacity to reason and criticize, to doubt, must be learned at school. France’s recovery is not only material, but also intellectual and moral.”

Like écoliers bursting out of the school door at recess, politicians and commentators fell over one another in their reactions to Peillon’s remarks. The minister of education under Nicolas Sarkozy, Luc Chatel, [viciously tweeted](#) that Peillon had repeated the notorious chestnut from Philippe Pétain, the ruler of Vichy France, who called for a “redressement moral” in 1940. (It happened to be in the same speech in which Pétain announced France’s surrender to Nazi Germany.) Other conservative politicians denounced the proposal as an ideological Trojan Horse, while Marine Le Pen, leader of the extreme right Front National [applauded](#): “Secular morality is morality that obviously derives from our Christian morality. So much the better if it is taught.”

No less obviously, Le Pen consulted neither French Jews nor French Muslims about “our”— i.e., France’s — Christian morality.

Peillon had scarcely regained his feet when a second herd of critics, issuing from cathedrals and churches, stampeded his way. The Catholic thinker Bertrand Vergely [hailed the reintroduction of a single code of morality](#) into the school system, but wondered if the Socialists — “who have devoted the last 40 years to the destruction of the meaning and sense of morality” — were best equipped to undertake the task.

Similarly, the editor of France Catholique [welcomed Peillon's remarks](#), but asked if a consensus was possible. "Will we teach our children," he asked, "that the right to be different implies the acceptance of same-sex marriage?"

Some Socialists, in fact, were also leery about a government, even their own, defining one and just one code of moral values for France's school children. The mayor of Paris, Bertrand Delanoë, [expressed misgivings](#) about an "official" set of morals being taught in the schools. His doubts make him and the French Catholic hierarchy strange bedfellows: an openly gay politician who supports same-sex marriage, Delanoë, though he clearly has a different moral compass from the Catholics, shares their concern about the state affirming a single magnetic "north" for one and all.

For the moment, dissension and doubts over Peillon's defense of secular morality are the only traits that seem to be universal. If nothing more comes of this affair, it will be a pity, for it touches on a vital issue for the future of the French Republic. Among the "republican" values Peillon deemed universal are knowledge, devotion and solidarity. Could they be any more relevant today, he rightly asked, when society is awash in "the values of money, economic competition and selfishness"?

Nevertheless, it is impossible to overlook the great differences between today and the late 19th century when la morale laïque was first proclaimed. When public education became a cornerstone of the fledging Third Republic, France had recovered with dizzying speed from its defeat in the Franco-Prussian War. Though dramatic economic disparities existed, as did competing interpretations of the nation's revolutionary heritage, France surged with optimism. Whether reflected in the World Exposition of 1889 (which gave the Eiffel Tower to the world) or the triumph of justice in the Dreyfus Affair a few years later, France was on a roll.

Nothing seems farther from the truth today. With three million unemployed and economic growth near zero, caught between the domestic need to spur demand and a European imperative to cut its deficit, France — now home to some five million Muslims whose place in the nation is endlessly debated — seems largely impotent to inflect its destiny. In a recent poll, nearly two out of three respondents declared they are pessimistic about the future. Indeed, at the very moment Peillon announced his project, his school system was grappling with the cut of 13,000 teaching and staff positions made by the previous government.

Hardly the moment, it seems, to hold a national debate over the teaching of secular morality. Or is it? Clearly, France needs a citizenry armed with the skills, languages and knowledge to compete successfully in a radically changed world from their 19th century ancestors. But as the historian Jean Baubérot [argues](#), these students also need something else. The teachers of the Third Republic helped their students, he notes, to reflect on the balance between rights and duties, as well as the need to respect certain principles essential for a dynamic democracy. Their descendants should expect nothing less of their students or of themselves.

*Robert Zaretsky is a professor of French history at the University of Houston Honors College.*



## Daily chart

# Competitive advantages

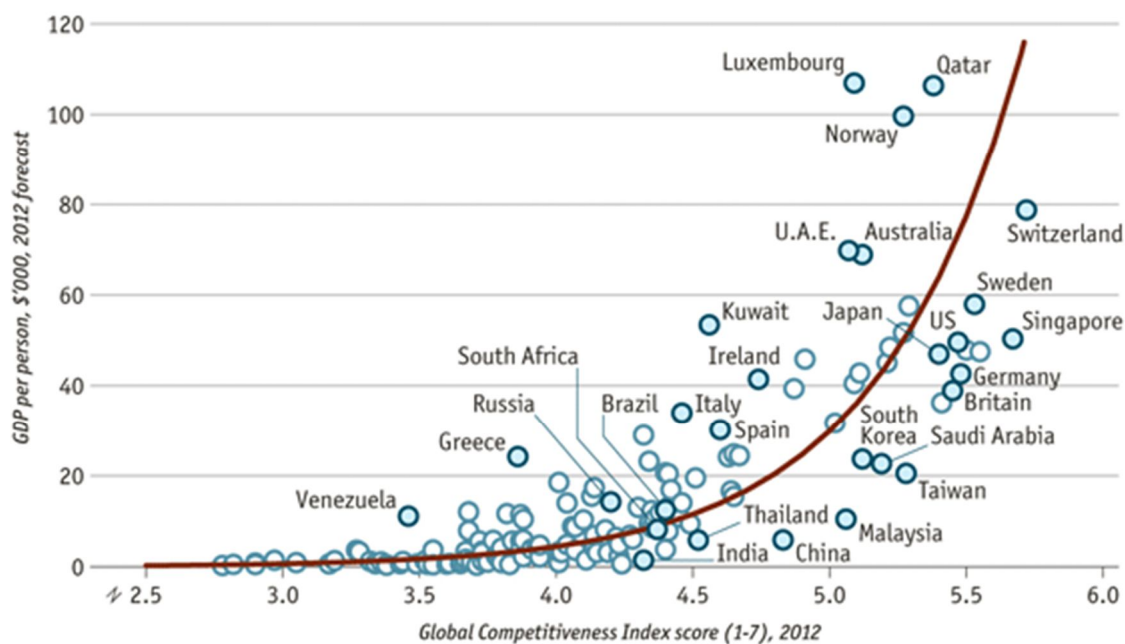
The Economist Blogs Sep 5th 2012, 14:57 by The Economist online

### A comparison of competitiveness and wealth

SWITZERLAND tops the latest global competitiveness [ranking](#) of 144 countries by the World Economic Forum, best known for its annual shindig in Davos (a Swiss ski resort). It is closely followed by Singapore, while Finland has replaced Sweden in third place. That may be some comfort to the Finns, whose economy is lagging while Sweden's is thriving. Of the big emerging economies, China remains on top, with Brazil moving up. But the most striking fall is for the United States, which has dropped in the rankings for four years in a row. It is now seventh. The rankings, based on criteria such as availability of capital, flexibility of labour markets, economic stability, infrastructure and public services, also reveal the mountains that the troubled countries of southern Europe need to climb. Greece is in 96th place. Plotting the rankings against GDP per person reveals an unsurprising link: competitiveness brings wealth, but rich countries can most easily afford competitiveness. They can also squander it though. Outliers on the chart include countries that are more wealthy than their competitiveness suggests—or even vice-versa.

### Global competitiveness and GDP per person

2012



Sources: World Economic Forum; IMF; The Economist

« [US election 2012: States of play](#)

# L'Europe du Nord est la région la plus compétitive du monde

Par [Jean-Pierre Robin](#) Mis à jour le 05/09/2012 à 12:36 | publié le 05/09/2012 à 08:01 [Réactions](#) (265)

**Dans son classement 2012-2013 sur la compétitivité mondiale, le Forum économique de Davos s'inquiète de la fracture Nord-Sud qui divise l'Europe. Pour la première fois, la France ne figure pas dans le Top 20.**

Parmi les dix pays les plus compétitifs au monde, six sont des européens: la Suisse, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, l'[Allemagne](#) et le [Royaume-Uni](#) (par ordre décroissant). Singapour, les États-Unis, Hongkong et le Japon s'intercalent dans le «top ten» des économies les plus performantes.

Le rapport 2012-2013, publié aujourd'hui par le [Forum économique mondial](#) de Davos, a passé au crible les 144 pays les plus importants économiquement de la planète. Le classement vise à appréhender la capacité de chaque pays à «réaliser une croissance économique durable à moyen et long terme». À ne pas confondre avec les performances de l'année en cours ou à venir. Cela explique que la Chine n'arrive qu'au 29e rang.

## La France en 21e position

De son côté, la [France](#) est classée en 21e position. «La France perd trois places par rapport à l'an dernier. Pour la première fois (depuis trente ans que ce palmarès annuel est établi), elle ne figure pas dans le Top 20, en raison d'une situation macroéconomique qui continue de se détériorer et de problèmes persistants autour de la flexibilité du travail, la bureaucratie et l'imposition encore très élevée», explique l'économiste Thierry Geiger.

Établi en coopération avec 150 partenaires, dont HEC School of Management, le classement du World Economic Forum se fonde sur des dizaines d'indicateurs statistiques; il fait également appel à des sondages d'opinion réalisés auprès de chefs d'entreprise internationaux. «La [compétitivité](#) se définit comme un ensemble d'institutions, de politiques et de facteurs qui déterminent la productivité d'un pays» selon les termes du document de 600 pages, qui présente notamment des fiches extrêmement détaillées pour chacun des pays.

Parmi «les douze piliers» (un vrai temple grec) qui passent sous revue les forces et faiblesses des économies, la France se situe au 4e rang mondial pour la qualité de ses infrastructures (transports, communication, réseau électrique) et en 21e position pour la santé et la qualité, ainsi que la diffusion, de l'éducation. Nos handicaps concernent «l'équilibre budgétaire» (111e rang sur 144 pays), les pires points noirs étant «les pratiques de recrutement et de licenciement» (141), autrement dit l'absence de flexibilité, ainsi que «les relations employeurs employés» manifestement exécrables. Elles nous placent au 137e rang mondial!


## Jugement des milieux d'affaires

Le classement annuel de la compétitivité de Davos suscite traditionnellement de vives critiques en France, de la part des gouvernements de gauche comme de droite,. Ils récusent sa méthodologie qui fait une large place au jugement des milieux d'affaires. Le millésime 2012-2013 n'en revêt pas moins une importance supplémentaire dans le contexte de la crise européenne. Il dessine en effet «une Europe contrastée» et n'hésite pas à stigmatiser la «fracture entre le Nord et le Sud» du Vieux Continent.

Les [États-Unis](#) font également l'objet d'un jugement sévère pour leur gouvernance et leur «incapacité à affronter leurs problèmes de finances publiques». Ce qui a conduit à les rétrograder à la septième place du classement mondial alors qu'ils étaient premier il y a quatre ans.

De même les experts helvétiques mettent l'accent sur les disparités au sein des pays émergents, et notamment des [Brics](#). Ils mettent en exergue les bonnes performances de la [Chine](#) et du [Brésil](#), alors que l'Inde et l'Afrique du Sud voient leur situation se détériorer.

# Grèce : la colère monte contre la semaine de six jours

Par  Alexia Kefalas Mis à jour le 05/09/2012 à 17:12 | publié le 05/09/2012 à 16:37 [Réactions](#) (37)

**Un projet de la troïka (FMI, BCE, UE) veut imposer à tous les secteurs une semaine de travail allongée, d'après un document adressé la semaine dernière à Athènes.**

Les Grecs sont vent debout. À deux jours de l'arrivée de la [troïka](#) à Athènes, ils s'insurgent contre les nouvelles mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux en échange du versement de la seconde tranche d'aide.

Dernière idée en date suggérée par la troïka, dans un courrier envoyé la semaine dernière au ministère grec des Finances, à Athènes: «Accroître la flexibilité des horaires; accroître le nombre de jours de travail maximum à six jours par semaine pour tous les secteurs; instaurer onze heures minimum de repos par jour; déconnecter le nombre d'heures de travail du nombre d'heures d'ouverture des établissements...» Une façon simple mais brutale d'augmenter la productivité sans baisser les salaires.

## «C'est du chantage»

«Si le gouvernement [Samaras](#) approuve cette mesure, en pensant que le pays sera plus productif, ce sera la guerre!» prévient Ilias Iliopoulos, secrétaire général du syndicat Adedy. «C'est du chantage: pour ne pas baisser les salaires, on va nous demander de travailler un jour de plus, alors que le chômage dépasse les 23%! Nous n'avons plus rien à perdre et nous lutterons contre jusqu'au bout», menace-t-il.

Comme la plupart des syndicats, Adedy appelle à une grande manifestation à Thessalonique, ce samedi 9 septembre, à l'occasion de la rentrée politique. L'un des cortèges sera même dirigé par [Alexis Tsipras](#), le chef de l'opposition de gauche radicale Syriza.

Les autorités veulent éviter des échauffourées. La ville du nord de la Grèce est déjà quadrillée par des centaines de policiers, qui ont annoncé ne plus vouloir faire usage de gaz lacrymogènes en cas de violences mais de jets d'eau. Cette décision exaspère nombre de syndicats et de corps de métier qui crient à la violation des droits démocratiques et menacent de grèves du zèle en cas de tour de force du gouvernement.

## Nouvelles coupes budgétaires

La troïka arrive vendredi à Athènes pour passer au crible les mesures prises par le gouvernement grec. Sa mission, plus cruciale que jamais, durera trois semaines. De son avis dépendra le versement de la tranche de 31,5 milliards d'euros du prêt de 130 milliards d'euros accordé en mars dernier.

C'est surtout la liste des nouvelles coupes budgétaires exigées pour économiser 11,5 milliards d'euros d'ici à 2014 qui révolte les Grecs. Outre la semaine de 6 jours, il est question d'une nouvelle réduction des retraites et des salaires pouvant aller jusqu'à 20%, du licenciement de 150.000 fonctionnaires d'ici à 2015 et d'un large programme de privatisation.

Médecins et infirmiers hospitaliers étaient les premiers, ce mercredi, à se mobiliser contre les nouvelles mesures, qui n'épargneront pas le secteur de la santé. « Ce n'est pas notre travail de manifester ni de parler aux médias. Nous sommes là pour sauver des vies, mais, cette fois, nous n'avons plus les moyens de pratiquer. Bientôt, nous n'aurons même plus assez de liquide physiologique pour les perfusions», lance Haris, un cardiologue.

Demain, ils rejoindront les juges, les policiers et les enseignants pour une nouvelle journée de manifestations. Un appel à la grève a été lancé par le corps enseignant le jour de la rentrée des classes, le 11 septembre.

## La France entre Europe du Nord et du Sud

Yves de Kerdrel

4 septembre 2012

Le changement, c'est maintenant. Voilà ce que l'on entend, en boucle, depuis le mois de janvier dernier. François **Hollande** tient tellement à son antienne, qui l'a encore martelée avec force en fin de semaine dernière lors d'un discours plus creux que la fameuse aiguille d'Étretat. Mais changer n'est pas un but en soi. Le problème de notre « vieux pays recru d'épreuves, jamais las de guetter dans l'ombre la lueur d'un jour nouveau » - comme l'écrivait le général de Gaulle -, c'est plus de s'adapter à un monde en mutation permanente que de changer. C'est davantage de coller aux réalités économiques, technologiques et culturelles que de changer la vie, comme promettait déjà de le faire François Mitterrand, ou de changer de société, comme le criaient les manifestants de Mai 68.

À la fin de ce mois, François **Hollande** s'adressera à l'ensemble des chefs d'État réunis en session annuelle de l'ONU à New York. Il ira porter la voix de la France. Il s'adressera à la planète en tant que président de la cinquième puissance mondiale. Sur des sujets aussi importants que le Moyen-Orient, la Syrie, la prolifération nucléaire, mais aussi l'environnement, la régulation financière et tant d'autres points sur lesquels la doctrine française est écoutée et respectée. Dont acte.

**Mais peut-on à la fois donner des leçons au monde ou à l'Europe et ne pas chercher à adapter son pays aux réalités de ce même monde ou simplement de cette même Europe ? Comment vouloir tenir son rang sur la planète et ne pas admettre que celle-ci évolue rapidement avec une France qui pèse moins de 1 % de la population mondiale ?**

**En l'espace de quelques semaines, François Hollande a pris, entre autres, trois décisions, qui vont à l'envers du mouvement économique mondial.** Trois décisions qui enferment la France sous cloche et dans son passé, au milieu des souvenirs égalitaristes de la révolution. **Première décision : l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour certaines catégories de Français.** Au moment précis où les Allemands décidaient de repousser cette fin de vie active à 67 ans, comme les Espagnols, et les Italiens à 66 ans. Quel message terrible porte donc en elle cette mesure ! Chaque Français a pu en conclure - hélas ! - que la France n'avait pas besoin de s'adapter au vieillissement de la population et à la ruine de l'État-providence.

Deuxième décision : la semaine dernière, le ministre de l'Économie a paradé, parce qu'il a réussi à obtenir une baisse de six centimes par litre d'essence. Ces trois ou quatre euros par plein sont importants pour des millions de Français qui utilisent leur voiture tous les jours. Mais le rôle des pouvoirs publics n'est-il pas davantage d'inciter aux économies d'énergie et de sensibiliser à la hausse mondiale des prix du pétrole, plutôt que de dépenser de l'argent que l'État n'a pas (300 millions d'euros) pour faire croire aux Français qu'ils peuvent se moquer de la géopolitique de l'énergie ?

Enfin troisième décision : **celle qui consiste, dans le prochain budget, à durcir la fiscalité du patrimoine et celle sur les revenus des Français les mieux rémunérés. Comment faire croire aux Français que ce « soi-disant souci d'équité » va résoudre par magie le problème de nos comptes publics ?** Alors que notre principal déficit concerne la croissance, et notre principal souci, **c'est l'énormité de la dépense publique, de 160 milliards d'euros plus importante qu'en Allemagne.** En taxant « les riches », en surtaxant les entreprises ou en encadrant les rémunérations, le gouvernement va obtenir le même résultat que Louis XIV lorsqu'il a révoqué l'édit de Nantes. Tous les protestants qui faisaient la prospérité du royaume sont partis s'installer au-delà des frontières pour continuer à participer au développement du commerce mondial.

Pendant des semaines et des mois, **François Hollande** a promis aux Français qu'ils conserveraient leurs avantages, qu'ils n'auraient pas à s'adapter à une mondialisation inéluctable et qu'ils pourraient produire français, même avec les 35 heures et des charges records. Il a tenu le discours que les pays d'Europe du Sud ont mis en pratique il y a dix ans, jusqu'à se retrouver au bord de la faillite. Alors que la France avait justement besoin de restaurer la valeur travail, de rééquilibrer ses comptes et d'améliorer sa compétitivité, comme Gerhard Schröder puis Angela Merkel l'ont fait en Allemagne. Plutôt que de suivre les conseils de Kierkegaard : « Ce n'est pas le chemin qui est difficile, mais le difficile qui est chemin. » François **Hollande** a préféré emprunter l'autoroute de la facilité avant de se heurter rapidement au mur de la réalité.

[Le Figaro - France](#)

### Paris shouldn't look to Southern Europe

France is torn between the northern and southern European identities, and President Hollande is on the verge of opting for the wrong side, the conservative daily Le Figaro criticises: "For weeks and months, François Hollande has promised the French that they would maintain the advantages from which they benefit now, that they would not have to bend over backwards in service of some ineluctable globalisation and that they could continue producing French goods even with the 35-hour work week and record labour costs. The countries of Southern Europe put the same discourse into practice ten years ago, only to find themselves on the brink of bankruptcy. France, however, now needs to restore its work ethic, balance its budget and increase competitiveness, as Gerhard Schröder and then Angela Merkel did in Germany. Rather than following Kierkegaard's advice: 'I conceived it as my task to create difficulties everywhere,' François Hollande preferred to take the easy route, only to smash into reality head-on." (04/09/2012)

09/04/2012 12:43 PM

**European Parliament President**

## **Call for Political Union Now is 'Dramatic Mistake'**

Leaders in Germany and elsewhere are making a big mistake by focusing on long-term EU reform when fast decisions are needed, says Martin Schulz, the president of the European Parliament. The German Social Democrat tells SPIEGEL that Europe needs to pool its debt, give the ESM a banking license and help Greece return to growth.

**SPIEGEL:** Mr. President, "Frankfurt School" philosopher Jürgen Habermas has said there are only two possible strategies for Europe: a return to national currencies, or a political union. Is he correct?

**Schulz:** Yes, we should have introduced a political union together with the euro. That's something we failed to do, and need to catch up on. But that doesn't help us at the moment.

**SPIEGEL:** Why not?

**Schulz:** There's no point whining about missed opportunities. What we need right now is to act quickly and in the short term. I can't accept us getting lost in theoretical debate in the current situation. A restructuring of the European Union isn't pressing at the moment -- what we need instead is to solve very difficult problems in a short space of time.

**SPIEGEL:** You mean the crisis in southern European countries?

**Schulz:** Yes. We need economic growth in Europe and we need to find a solution for the excessive interest rates that are making it difficult for many countries to get their own debt under control. That is the crucial task for the coming months.

**SPIEGEL:** Germany is more interested in discussing the introduction of a political union.

**Schulz:** That's a dramatic mistake. As if a structural change would solve these short-term problems. That's the line of argument from the German chancellor, from the finance minister ...

**SPIEGEL:** ... and from the entire leadership of Germany's Social Democratic Party (SPD).

**Schulz:** From everyone in national-level politics, in fact, and not only in Germany. To me it seems akin to sitting in an airplane that's experiencing serious turbulence, while in the cockpit, they're debating improvements to the engines. Of course we're also dealing with a systemic political crisis, but that doesn't help us with the turbulence we're experiencing at the moment: no economic growth in Greece and interest rate speculation against Spain, Italy and Portugal.

**SPIEGEL:** What do you suggest?

**Schulz:** We need to reduce the interest burden on the affected countries in southern Europe. The best way to accomplish that would be with **euro bonds**. But that, too, is a theoretical debate, because the Netherlands doesn't want euro bonds, Finland doesn't want them and Germany definitely doesn't want them.

**SPIEGEL:** Which begs the question, why does Martin Schulz want them?

**Schulz:** Because we have a common economic and currency zone, and de facto this means that individual nations no longer have sovereignty over currency matters. Germany belongs to a common currency. Why, then, shouldn't we apply instruments of currency policy at this trans-national level?

**SPIEGEL:** **Because the Maastricht Treaty established that no country would be held responsible for another country's debt -- the so-called "no bailout" clause.**

**Schulz:** The Maastricht Treaty also stated that new debt should not exceed three percent of national economic performance. That's been taken off the table with a single stroke of a pen, by the same people who are now making the no bailout clause a sacred cow. (???)

**SPIEGEL:** You're referring to the deficit rule breaches by your fellow Social Democrat, former German Chancellor Gerhard Schröder?

**Schulz:** Certainly Germany and France broke the rules, but if the treaty could be interpreted that flexibly back then, why couldn't the same be done now, for euro bonds? But it's no good, that's not going to happen and we need a different solution.

**SPIEGEL:** Do you have an idea?

**Schulz:** There are two options: Either we decide on a **debt redemption fund**, with which a portion of all EU countries' existing debt will be guaranteed and repaid bit by bit.

**SPIEGEL:** Or?

**Schulz:** Or we issue a **banking license to the European Stability Mechanism (ESM)**, the permanent bailout fund, so it can borrow money from the ECB as any bank would.

**SPIEGEL:** **The result of either approach would be that the affected countries immediately abandon their attempted reforms.**

**Schulz:** I'm familiar with that argument, that so-called junkie policies get countries addicted to cheap money, but it's not true. Times are different now. In the past year, we've considerably tightened the screws on deficit offenders through a series of new regulations. Then there's the fiscal pact, which provides further possibilities for supervision. We've fulfilled the conditions we need in order to have a debt redemption fund or a banking license for the ESM.

**SPIEGEL:** Even your own party, the SPD, doesn't go that far.

**Schulz:** That may be, but I'm the president of the European Parliament. But aside from that, the SPD has behaved more responsibly on European policy than almost any other European opposition party. For German Social Democracy, Europe is vital to the national interest. And that's sensible.

**SPIEGEL:** **Nor does the majority of the general population support pooling debt.**

**Schulz:** **Unfortunately, that statement is absolutely true, and it worries me greatly.** What we need to do is explain to people what the alternatives are.

**SPIEGEL:** And what are they?

**Schulz:** Reintroducing the deutsche mark. It would be an extremely strong currency, which would make German exports much more expensive. The German automobile industry would no longer have to fear China, but rather France and Italy, Peugeot, Citroën and Fiat. Germany would end up too big for Europe, but too small for the world. That's something to think about for those demanding that Greece leave the euro zone.

**SPIEGEL:** So you still think, realistically, that Greece has a chance?

**Schulz:** If we keep going the same way we have been, it will be difficult. We won't get any growth in Greece by just imposing cuts. What I would prefer is **a special economic zone for Greece.**

**SPIEGEL:** That sounds vague.

**Schulz:** But it's not. Businesses will only invest in Greece if three conditions are fulfilled. First, there must be a clear commitment to the euro. No businesses will invest if they have to fear that Greece will leave the euro zone at some point. Second, the Greek government must be prepared to work together with European institutions in order to restructure the country.

**SPIEGEL:** And how will that look in practice?

**Schulz:** **We need a growth agency in which European and Greek officials together identify projects to be supported by the EU.** That provides a measure of control, but also a way of developing mutual trust. It would be a challenge for the Greek government, which would have to accept carrying out reforms together with officials representing the community to which it belongs. But these are not a hostile occupying force, they're instruments for providing help.

**SPIEGEL:** We're still missing the third of the three points you mentioned.

**Schulz:** **Investment grants for businesses that go to Greece,** for tourism, infrastructure or renewable energy.

**SPIEGEL:** The situation in Italy is hardly any better. The country is groaning under the weight of its debt.

**Schulz:** There you see how absurd the reactions of the so-called markets are. For a long time, Italy was run by one of the most unprofessional politicians anywhere. But there wasn't much pressure in terms of speculation. Now, in Mario Monti, Italy has the kind of leader you usually only get in Hollywood movies, a distinguished professor who won't even accept a cook at his residence, the Palazzo Chigi. Instead Monti's wife cooks their pasta herself -- and this is the man the markets don't trust.

**SPIEGEL:** It's not that the markets don't trust Monti, but rather that they fear when he leaves office, the usual sort of Italian politicians will return.

**Schulz:** That's politically motivated speculation. Monti is making cuts, but everything he manages to save goes toward covering rising interest rates. Then he says, My God, people, help me out here. And what do we answer? We say, you should make more cuts, Italy should figure out itself how to get by. That's not going to work. Let's be plain here.

**SPIEGEL:** Please do.

**Schulz:** Italy is one of the eight major industrial nations. What will happen if a G-8 country within the European Union goes bankrupt? Does anyone think Germany wouldn't be affected? Italy is one of our key markets. No, we're not going to get anywhere this way. We need a banking license for the ESM, to bring interest rates back down.

**SPIEGEL:** **Ultimately, all of your suggestions boil down to the same thing: Germany should pay.**

**Schulz:** Well, then let's talk numbers. **The ESM, the European Stability Mechanism, is not funded by Germany alone. Twenty-seven percent of the bailout package comes from Germany.** Italy and France together cover a total of 38 percent. That's reality. It makes no sense to say that everyone wants to get at Germany's money. You're paying too much attention to renationalized rhetoric in Germany.

**SPIEGEL:** But **you can't deny that there are many people here on this continent who don't want more Europe.**



**Schulz:** The vast majority of people support the idea of an enlightened, modern union of countries demonstrating solidarity. Film director Wim Wenders recently summed up the problem to me very well. He said the idea of Europe has become an administration, and now people think that the administration is the idea. But that doesn't mean we should give up on the idea -- it means we should change the administration.

**SPIEGEL:** If more and more national responsibilities are transferred to Brussels, **at some point there will have to be a referendum in Germany too. Is that a danger or an opportunity for the EU?**

**Schulz:** **Unlike other countries, Germany has no experience with referendums.** But when the German Constitutional Court reaches its decision on the ESM on September 12, the people may have to be asked. And that's a good thing. You have to let the people vote when it comes to a new constitution. I find it surprising, however, that many German politicians generally oppose referendums, but then when it's an EU matter, they immediately scream for a plebiscite.

**SPIEGEL:** As is the case with SPD leader Sigmar Gabriel. He too is determined to let the people vote on the EU.

**Schulz:** **That's a risk. Referendums have always posed a threat when it comes to EU policy, because EU policy is complicated.** They're an opportunity for those from all political camps who like to oversimplify things. European policy is always an interplay of rationality and emotion. The problem with us EU politicians is that we approach everything with cool rationality, and then wonder why we don't win people over emotionally.

**SPIEGEL:** **You don't trust the people?**

**Schulz:** **No, I do, but it's not undemocratic to be skeptical.** Referendums are a democratic instrument, but so are decisions reached in a parliamentary democracy. I advise extreme caution when it comes to referendums. In Germany too.

**SPIEGEL:** **How can Europe become more democratic?**

**Schulz:** Starting in 2014, there will be no Commission president without a majority in parliament. Government leaders will have to be guided by the outcome of EU elections. That's what the Lisbon Treaty says.

**SPIEGEL:** That means they would have to field candidates at the EU level.

**Schulz:** Correct, parties will field EU candidates. There will no longer be nationally-focused campaigns for EU elections.

**SPIEGEL:** German Finance Minister Wolfgang Schäuble and others suggest having the president elected directly by the people.

**Schulz:** I think that would be wrong. **If parliament doesn't elect the president, who controls that president? Out of 27 member states, only France uses such a model.** I'm opposed to introducing such a system at the European level. Imagine a German as president of the European Commission. If he or she goes to some particular country and says do this or that, it won't be very well received. The president quickly ends up being the evil German. But if the president is elected by and controlled by 700 representatives from all EU countries, that legitimizes him or her in a very different way.

**SPIEGEL:** Mr. President, thank you for this interview.

*Interview conducted by Konstantin von Hammerstein and Gordon Repinski. Translated from the German by Ella Ornstein.*

09/04/2012 04:55 PM

A Bleak Autumn for Monti

## The Catastrophic State of Italy's Labor Market

By Hans-Jürgen Schlamp

The miner protest in Sardinia may have resulted in a stay of execution for a doomed coal production facility, but Italy's economy remains in freefall. The country is shedding jobs, production rates are abysmal and the infrastructure is appalling. Prime Minister Monti has vowed to turn things around. But how?

The images shocked the entire country. Over 1,200 feet (370 meters) below the ground, in front of television cameras and a dozen journalists, Stefano Meletti grabbed a knife and cut into his own arm. "It was a gesture of desperation," said Meletti's mining colleagues before bringing the 48-year-old family man up to the surface and taking him to the hospital.

The dramatic scene took place deep in the shafts of the Carbosulcis coal mine on the Italian island of Sardinia, where miners had staged an occupation. During their underground press conference, the miners said they were "prepared for anything." Their goal was to prevent the closure of the mine at the end of the year as planned and to save the jobs of 500 people. Only on Monday did they end their protest after the government in Rome agreed to continue subsidizing the mine for the time being. But, they said, they are determined to continue their fight should it become necessary.

Their resolve is not difficult to understand given the complete lack of other jobs available to them. **Sardinia has an unemployment rate of 16 percent, with some 1,800 jobs are lost on average each month.** Among Sardinians between the ages of 18 and 24, the jobless rate will soon rise above 40 percent.

Apart from a few regions in Italy's far north, the situation is similar across much of the rest of the country. Some 1.5 million jobs have disappeared in the last five years, with younger job seekers bearing much of the burden. **Fully 35 percent of those under the age of 24 in Italy don't have work.** And the trend remains negative.

### Catastrophic Situation

Even those who have jobs aren't free of worry, given that **short-term, limited contracts have long since become more numerous than traditional permanent positions.** And full-time jobs are disappearing, with 400,000 of them having been axed since 2008. The part-time positions that have replaced them often don't pay enough to live on, particularly given **that inflation in Italy stands at 3 percent** and purchasing power is dropping by the month as a result.

Even the European Commission, long the staunchest proponent of strict austerity programs for seriously indebted countries such as Italy, has begun to worry about the catastrophic situation on the Italian labor market. Laszlo Andor, the European commissioner responsible for employment, warned recently of an "economic and social disaster" if Italy and other countries in Southern Europe don't find a solution to youth unemployment.

The political consequences could be grim as well. **Across Europe, young voters are turning their backs on traditional centrist parties in favor of populist groups.** Whether on the right or the left, whether in Greece or in the Netherlands, euro-skeptical parties are winning over the increasing numbers of people who have become disillusioned following years of crisis. In Italy, it is the well known comedian **Beppe Grillo** who has taken over the role of collecting support by way of vicious attacks on the EU. According to recent surveys, his Five Star Movement has good chances of becoming the second strongest party following general elections currently scheduled for next April.

Italy's economic misery becomes apparent from just a few indicators. **Twenty years ago, the country's productivity was roughly 5 percent below that of its European partners. Today, it is 12 percent lower than the average EU level. Labor costs, however, have climbed more rapidly than average -- at a rate of over 3 percent each year. The result is that production in the country has become increasingly expensive.** Luxury goods companies haven't suffered dramatically, but others have, with many going bankrupt.

### **Highest Priority**

**There are, however, many other significant problems.** Bureaucracy in the country is infamous, a problem which often inhibits investment. The legal situation is atrocious, with courts taking years, sometimes even decades, to reach a verdict. **Italy's infrastructure is likewise in a sorry state.** And recent austerity measures, which have included significant tax hikes, mean that the **tax burden can be as high as 45 percent.** Foreign investment, not surprisingly, has suffered.

Now that the situation on the financial markets would appear to have calmed temporarily -- with yields on 10-year government bonds having dropped below 6 percent -- Italian Prime Minister Mario Monti has declared improving the country's economy to be his highest priority. He recently held a nine-hour cabinet meeting focused on coming up with ideas for stimulating growth and increasing productivity and competitiveness. He also intends to sound out Brussels on Sept. 6 for possible support from EU funds and to negotiate a "pact for productivity" with employers and labor unions in the country. Coming days will see him meeting separately with the two sides as a first step toward joint negotiations.

Just how productive such talks might ultimately be remains to be seen, given how far apart the two sides are. Employers would like to see further liberalization of the labor market in addition to tax cuts and massive investment in the country's infrastructure. **Unions, however, are radically opposed to labor market reform --** and the Italian budget would seem to have little room for infrastructure improvements.

Many in Italy are now under the impression that the country's problems are to be solved entirely at the expense of ordinary people. Reforms instituted by the Monti administration have meant higher taxes, greater healthcare contributions, an increase in the retirement age and reduced purchasing power.

### **Continuing Job Losses**

Labor unions too have been calling for lower taxes, but for workers rather than for companies, particularly for low-wage earners. They are also demanding that the government focus on protecting endangered jobs and creating new ones. Otherwise, they have threatened to launch a wave of protest. **Indeed, the first general strike of public servants has already been scheduled for Sept. 28.**

But reversing the negative trend on the labor market will not be easy for **Monti. His government is concerned first and foremost with increasing productivity and thereby improving his country's competitiveness.** In the long term, it is the right focus. But in the short term, that means that the same amount of goods and services must be produced by fewer people. In the absence of growth, increased productivity necessarily means job losses.

Growth, however, is not currently in the cards for Italy. On the contrary, whereas the government in Rome originally projected that the economy would contract by 1.2 percent this year, the country's central bank, the Banca d'Italia, now forecasts a 2 percent drop. Next year is also likely to be in the red. Job losses are likely to continue.

It will be a difficult autumn, says Labor Minister Elsa Fornero. An economics professor by trade, Fornero is not normally known for exaggeration.

<http://www.spiegel.de/international/europe/monti-struggles-against-bleak-outlook-for-italian-economy-a-853907.html>



## Our true European community

28 August 2012

[Frankfurter Allgemeine Zeitung](#) Frankfurt



Beppe Giacobbe

**Fiscal union in order to complete the single currency is the only way out of the crisis, says German writer Martin Walser. But it is important to remember that the true Europe has always been a community of learning, which respects the various cultures that make it up.**

[Martin Walser](#)

Every night we are diverted by a battery of points of view on the crisis. For me, this produces the following effect: I listen to each expert to see if he still wants Europe or if, on the contrary, he wants us to return to an array of national currencies, without the euro.

Only those that hope that the European Union will also be a monetary union get my vote. The euro is here. It is more than a currency. Today, for a country to return to the age of national currencies, to become, once again, the plaything of every speculator, is a nightmare scenario.

Years ago, Swiss conservative Christoph Blocher said of Switzerland, that a monetary union could not function without budgetary union. Something we have all, in the meantime, come to experience, at the financial level. Fortunately, we dared to create a single currency without budgetary union. It must be created today, in retrospect. If this union is possible on a practical level, it will not be the result of a vision, but of legislation built step-by-step. And here is a grandiloquent expert asking if the single currency must force Europeans to "smooth their cultural differences"!

A common currency coupled with a coordinated accounting system will not level cultural and mental differences any more than do dominant foreign languages. Unlike any other continent, Europe has behind it a long tradition of cross-border learning and cross-border comprehension.

If there is one item on which the economists need not worry, it is [cultural differences](#). These are so ancient, so unshakable, that the economy can be regulated in peace. Making states responsible for the common management of the economy, such is the goal. Today, everybody is calling for the regulation of financial markets. With a European Central Bank playing the role of a central authority capable of adapting to each situation. That is sufficient.

## *Economists and solidarity*

We have behind us several centuries during which [common ideas](#) developed. I am not impressed by people trying to convince me that we cannot permit this union for this reason or for that. Then, there is also pure economic theory. When one sees that some find fault with the Financial Equalisation System [between poor and rich German states], one realises that economists understand nothing about the meaning of the word solidarity.

I am no more impressed by people who demand from us "systemic" reforms in order to share the debt cropping up here and there.

We, the spectators, can only approve these pontificating experts or reject what they offer. I confess that my confidence rests – it is no great surprise – with [Finance Minister] Wolfgang Schäuble. But, because it is [Europe](#), I promise to examine the current and past positions of people of letters, of which I am one.

## *Literature has always been European*

A 1799 letter by Friedrich Hölderlin reads: "But the best of the Germans continue to think that everything would be for the best if only this world were neatly symmetrical. Oh Greece, with your geniality and your piety, where to have you come?" If I quote this passage, it is not because Greece is today manhandled within the eurozone, but because it shows how much a poet from Nürtingen [southern Germany], aged 24 at the time, felt close to other European countries, to the point that this foreign place was his homeland; to the point that it was part of his conscience; of his identity. In other words, literature has always been European. [Europe](#) is our literary homeland.

## *Nietzsche's Greek soul*

As for Nietzsche, he ends *The Birth of Tragedy From the Spirit of Music*, a wild and precocious work in which he described the never-ending struggle between followers of Apollo and those of Dionysus, – a book on Greece, no more no less – in the following way: "How much these people must have suffered in order to be able to become so beautiful!"

I recall that this Greek benediction is meant to show that poets have always been European. And of all German-language writers, Nietzsche, is in my opinion, the most European to have ever existed.

France, England, Italy, Spain and so many others are, nonetheless, no less important in the eyes of the German poets.

Wherever you look, it is when it is European that German literature is the most lively. It is German only after having been unfaithful to Germany. In the emotional vein, who has not read in *Madame Bovary* an enticement to have emotions? Strindberg showed us to what point suffering can be violent. Proust taught us that talking of childhood can be spellbinding. And so on and so forth.

## *A few highlights*

In this struggle that occupies us all, referring to the "right" Europe, I am always impressed by experts who react on a case-by-case basis, but always in favour of Europe and not against it. It is when I realise that a proposal is dictated by political manipulations that I am the least receptive. To my eyes, the spoilsports must not impose their views.

Yet, one notes that, among the experts hostile to the German government's current roadmap, there are few who do not predict a catastrophe if their vision is not followed.

That is why I've allowed myself these few highlights on the advantages of a literature turned towards Europe. It is in Greece, Provence, England and elsewhere that the German language learned to move, to walk, to dance, to prance.

## *Europe is a community of learning*

Why would the people in question today not be successful, with our support, in initiating a recovery that would take us all out of the crisis?

We must guard against that, under cover of practical considerations, cold feet become the rule. All backtracking would send Europe to the dustbin of history for many years. For a while, it would no longer be "feasible". Yet, it must remain "feasible"!

The "right" Europe is neither an elite club nor a federation governed by a European super-authority. The "right" Europe is a community of learning based on self-determination and on work done voluntarily.

That is what Europe has to offer the world.

## Mario Draghi vs Germany continues

30 August 2012

Presseurop

Die Zeit, Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, Il Sole-24 Ore, Die Welt



[Die Zeit](#), 30 August 2012

"This is how the euro will remain stable!" said the front page headline in *Die Zeit*, quoting European Central Bank President Mario Draghi explaining in an opinion piece for the German weekly how the ECB "could help the single currency to emerge from the crisis". His article, which has been widely interpreted as a response to the criticism of his strategy voiced by the German government and in particular by the Bundesbank, follows hot on the heels of a *Der Spiegel* interview with Bundesbank President Jens Weidmann, who claimed that an ECB buy-up of the bonds of heavily indebted countries would be "[like a drug](#)". On the contrary, Mario Draghi is at pains to point out that –

The European Central Bank will do all that is necessary to maintain price stability. It will continue to be independent. It will continue to operate within the framework of its mandate. It is, however, important to understand that our mandate sometimes requires us to go beyond standard monetary-policy tools. On occasion, it requires the implementation of extraordinary measures. The adoption of such measures, if they prove to be necessary, are part of our responsibility as the central bank of the euro area as a whole. The architecture of the eurozone should be renewed, because this is the only way to safeguard long-term prosperity and stability both for the currency area in general and more particularly for Germany.

Equally, "Merkel has confirmed her refusal to grant a banking licence to the ESM," the European Stability Mechanism, announces *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*. At the same time, adopting a stance that *FAZ* describes as provocative in [an interview with Il Sole-24 Ore](#), Italian Prime Minister Mario Monti has warned the German Chancellor of the risk of "scoring an own-goal" if she refuses to agree to an ESM banking licence or plans to buy up the bonds of countries in crisis.

But why should Angela Merkel change her position, wonders *Die Welt*. On its front page, the conservative daily adds that "the anti-crisis treatment favoured by Merkel is beginning to have an impact". According to a study conducted by the German Chamber of Commerce, Portugal, Spain, Italy and Greece "have been able to increase exports and significantly reduce their trade deficits."



Otmar Issing zur Zukunft Europas

## Großer Beifall von allen Seiten

FAZ 03.09.2012 · Alle sind für mehr Europa. Doch was ist damit gemeint? Noch mehr finanzielle Verpflichtung jetzt gegen etwas Mitsprache in der Zukunft? Versuchen wir stattdessen ein besseres Europa, eine Union der Vertragstreue und der wirtschaftlichen Vernunft.

Von Otmar Issing

Große, wichtige Themen verlangen in einer Demokratie nach ernsthaften, intensiven Diskussionen, in der Öffentlichkeit wie im Parlament. Dort gilt es, das Für und Wider abzuwägen und die Entscheidung entsprechend zu begründen. Jede nennenswerte Änderung des Steuerrechts, eine mögliche Maut für Pkws oder ein Rauchverbot, solche Pläne lösen zu Recht heftige, kontroverse Debatten aus. Als der Maastricht-Vertrag im Jahre 1992 verabschiedet wurde, glich der Vorgang aber eher einem Selbstläufer. De facto - daran änderte auch der Vorbehalt des Bundesrates nichts - wurde damit das Ende der Deutschen Mark zum 1. Januar 1999 beschlossen. Wer um die besondere Affinität der Deutschen zu ihrer nationalen Währung wusste, konnte die Bedeutung dieser Veränderung gar nicht überschätzen. Umso erstaunlicher wirkt im Rückblick die damalige Sorglosigkeit. **Das Verfahren vor dem Bundesverfassungsgericht löste noch einmal eine Kontroverse aus. Das Urteil von 1993 wirkte im Kern wie ein Palliativ, da demzufolge Deutschland nur einer Währungsunion der Stabilität beitreten dürfe.**

Es war nun nicht so, als ob das Thema Europäische Währungsunion unvermutet über uns hereingebrochen wäre. Schon auf dem Gipfel in Den Haag 1969 hatten die Staats- und Regierungschefs den Auftrag erteilt, einen Stufenplan für die Errichtung einer Wirtschafts- und Währungsunion zu erarbeiten. Nach dem sogenannten **Werner-Plan** sollte dieses Vorhaben innerhalb von zehn Jahren vollendet sein. Wechselkursstürbulenzen und Währungskrisen in einzelnen Mitgliedsländern beendeten jedoch sehr bald solche Visionen. Man konnte also gewarnt sein. Rund zwanzig Jahre später schien der einheitliche Binnenmarkt nach einer monetären Ergänzung zu verlangen, nach dem Motto „ein Markt - eine Währung“.

## Kann die Währungsunion ohne Politische Union auskommen?

**Der Hauptantrieb für die Schaffung einer gemeinsamen Währung war jedoch nicht ökonomischer, sondern politischer Natur.** Für den damaligen Bundeskanzler Kohl war der Abschied von der D-Mark das politische Signal für die endgültige, **irreversible Verankerung Deutschlands in Europa.** In seiner Regierungserklärung vom 6. November 1991 vor dem Deutschen Bundestag betonte Kohl: **„Man kann dies nicht oft genug sagen. Die Politische Union ist das unerlässliche Gegenstück zur Wirtschafts- und Währungsunion.“** Das Protokoll vermerkt: „Großer Beifall von allen Seiten des Hauses.“ Kohl weiter: „Die jüngere Geschichte, und zwar nicht nur Deutschlands, lehrt uns, dass **die Vorstellung, man könne eine Wirtschafts- und Währungsunion ohne Politische Union auf Dauer erhalten, abwegig ist.**“

Zu Beginn der Währungsunion am 1. Dezember 1999 war man in Sachen Politischer Union freilich keinen Schritt weitergekommen, nicht einmal die Absicht war erkennbar. Damit war die Frage aufgeworfen: Kann die Währungsunion ohne Politische Union auskommen - überleben? Scheint die Krise nicht all denen recht zu geben, **die genau hier die Ursache aller Probleme sehen und den Start der Währungsunion ohne das Fundament der Politischen Union als die „Ursünde“ ansehen? Was liegt also näher, als diesen Mangel jetzt zu beheben und entschlossen den Weg zur vollständigen politischen Integration zu gehen?**

## Ein beschwerlicher Weg

Gewiss, die europäische Integration nach dem Zweiten Weltkrieg hat vor allem in Krisen immer wieder einen neuen Schub erhalten. Jede Krise bietet immer die Gelegenheit, darüber nachzudenken, was schiefgelaufen ist, um es in der Zukunft besser zu machen. Liegen die Probleme aber tatsächlich an „zu wenig Europa“? Das zumindest legt **der weithin hallende Schlachtruf nahe, die Krise zeige, wir benötigten „mehr Europa“**. Man kann das allerdings für ein ziemlich naives, vordergründiges Motto halten. Zum einen ist ein „Mehr“ von etwas an sich Gutem nicht zwangsläufig etwas Besseres. Zum anderen aber und vor allem will man doch gern wissen, was mit diesem „Mehr“ gemeint ist. **Im Kern geht es um die progressive Übertragung nationaler Souveränität auf die europäische Ebene, und hierbei vor allem um Kompetenzen auf dem Gebiet der öffentlichen Finanzen, und damit um nichts weniger als ein fundamentales Recht der nationalen Parlamente.**

**Wo ist aber die europäische Institution, in der dieses Recht mit voller demokratischer Legitimation ausgeübt werden könnte?** Was immer man von den verschiedenen Vorschlägen halten mag, der Weg in eine Politische Union ist beschwerlich, der Ausgang des dafür erforderlichen komplizierten Verfahrens von Verfassungsänderungen und Referenden alles andere als gewiss.

## Sand in die Augen

**Daraus folgt: Das Projekt der Politischen Union taugt nicht als Instrument zur Bewältigung der Krise.**

Wer die bloße Absicht, diesen Weg zu gehen, als Mittel benutzt, um einen unwiderruflichen Transfer von finanziellen Ressourcen einzuleiten, handelt nach dem Motto **„Geld heute für die Vision der Politischen Union morgen“**. Doch solch ein Verfahren birgt eine ernste Gefahr für die Zustimmung, die Identifizierung der Bürger mit dem europäischen Projekt. **gen, um hier eine gera. (?) Wer glaubt nach den Erfahrungen mit dem bisherigen Krisenmanagement noch an Absichtserklärungen? Hat nicht das Bestehen auf eingegangene Verpflichtungen und Verträge geradezu einen Hass auf den wichtigsten Haftungsträger Deutschland verursacht und Ressentiments ausgelöst - oder wieder ans Tageslicht gebracht -, die ein für alle Mal begraben schienen?** Wer den Kontakt zu den Bürgern noch nicht ganz verloren hat, muss mit größter Besorgnis **den wachsenden Unmut über die zunehmenden finanziellen Verpflichtungen Deutschlands** wahrnehmen. Wie wird sich diese Stimmung entladen, wenn sich die Wirtschaft abschwächt, die Arbeitslosigkeit wieder ansteigt und gleichzeitig die Rechnung für die Rettung des Euroraumes in Form von höheren Steuern (oder gekürzten öffentlichen Leistungen) präsentiert wird? In ihrem Vorschlag fordern [Habermas und Koautoren](#) eine gemeinsame Haftung für Staatsanleihen des Euroraums. Das soll mit einer strikten gemeinschaftlichen Kontrolle über die nationalen Haushalte einhergehen. Um diese Kontrolle demokratisch legitimiert und vertraglich glaubwürdig zu etablieren, bedarf es eines schwierigen und langwierigen Prozesses. Folglich fehlt diesem Vorschlag entweder die Grundlage, oder es bleibt bei der **Aussicht auf Kontrolle in der Zukunft gegen Übernahme der Haftung heute** - geradezu eine Einladung, die Einlösung dieses Versprechens ad calendae graecas zu verschieben.

In der Debatte um die **Eurobonds** lässt sich am deutlichsten beobachten, wie man den Bürgern in immer neuen Varianten Sand in die Augen streut. Zur Verwirrung tragen allein schon die vielfältigen Konstruktionen bei. **Letztlich geht es um Anleihen einzelner Staaten, für die alle gemeinsam haften.** Als Folge würden die Zinsen für Anleihen von Ländern mit bisher mehr oder weniger unsolider Politik fallen, in Ländern wie Deutschland, dem Hauptbetroffenen solcher Haftungsübernahme, steigen. Man mache sich nichts vor: **Alle Vorkehrungen zur europäischen Kontrolle der Ausgabe solcher Eurobonds würden sich aufgrund der Majorität der Nutznießer als unwirksam entlarven.** Einen klareren Verstoß gegen das fundamentale demokratische Prinzip **„No taxation without representation“** - keine Besteuerung ohne politische Vertretung - kann man sich nicht vorstellen. Es ist grotesk, dass solches Drängen auch aus den Vereinigten Staaten kommt, dem Land, das mit der Verletzung dieses Prinzips seine ganz besonderen Erfahrungen gemacht hat.

## Haben wir de facto längst Eurobonds?

**Immer wieder werden die Bürger im Unklaren gelassen über die Konsequenzen so eines Vorgehens.** Soweit man blickt, sieht man nichts als den Dunst aus Nebelkerzen. So heißt es, die Europäische Union sei mit den seit langem eingerichteten Fonds, etwa dem Strukturfonds, ohnehin als Transferunion angelegt. Bei diesen Mitteln handelt es sich jedoch um parlamentarisch beratene und verabschiedete, in der Summe beschränkte und zweckgebundene Beträge. Eurobonds, wie übrigens auch die anderen Finanzhilfen des gegenwärtigen

Krisenmanagements, folgen dagegen ganz anderen Kriterien. **Der Bedarf ist nahezu unbegrenzt, er wird ausgelöst durch, einfach ausgedrückt, schlechte Politik** und zwingt selbst wesentlich ärmere Staaten wie etwa die Slowakei, Länder mit deutlich höherem Lebensstandard zu unterstützen.

Ein anderes Argument, das sich zunehmender Beliebtheit erfreut, lautet: De facto hätten wir längst Eurobonds, wozu also die Aufregung? **Daran ist nur so viel richtig, als über den Rettungsfonds Europäische Finanzstabilisierungsfazilität (EFSF) und, abhängig von der Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts, in der Zukunft über den Europäischen Stabilisierungsmechanismus (ESM) bereits erhebliche Garantien übernommen worden sind, weitere sind zu erwarten. Dazu kommen die erheblichen Risiken aus den Anleihekäufen der Europäischen Zentralbank und den riesigen Salden im Zahlungsverkehr, von denen Deutschland im Ernstfall den weitaus größten Anteil zu tragen hätte.** Das macht aber aus diesen Instrumenten noch lange keine Eurobonds. Schließlich ist die bereits übernommene Haftung kein Grund, mit der Ausgabe von Eurobonds das Versprechen weiterer Haftung in unermesslichen und unüberprüfbaren Dimensionen abzugeben. Man muss eigentlich nur so weitermachen, wenn man den Bürgern den Gedanken der politischen Integration abspenstig machen will.

## Auf den Spuren des kulturellen Erbes

Aber - das werden nun manche einwenden - heißt so zu argumentieren, nicht die große Vision von Europa allzu sehr auf das ökonomische Prinzip zu verkürzen? Ist Europa nicht viel mehr als Wirtschaft und Finanzen, Euro und Cent? In einem So hat Artikel im Feuilleton der hat [Martin Walser dieses „richtige“ Europa charakterisiert](#). Für die Tour d’Horizon durch die europäische Literatur und die Darstellung dessen, was gerade wir Deutschen den Griechen und Römern verdanken, kann man den Autor nur bewundern.

Auf den Spuren des kulturellen Erbes Europas könnte man fortfahren mit der Musik, Architektur, Malerei. Das sind die wundervollen Erlebnisse, die wir mit Europa verbinden. Stefan Zweig hat in seinen „Erinnerungen eines Europäers“, so der Untertitel seiner Autobiographie „Die Welt von Gestern“, das freie Leben und Reisen in Europa vor dem Ersten Weltkrieg beschrieben. Was damals das Privileg einer kleinen Elite war, steht heute Millionen offen. Und selbst der Massentourist kann sich der Vielfalt und Schönheit der Bauwerke, sei es aus der Antike, sei es aus späteren Zeiten, von der Akropolis und dem Kolosseum bis zu den Kathedralen, nicht entziehen.

## Große Kunst entstand aus politischer Kleinteiligkeit

Doch **was folgt daraus für die Debatte um die europäische Integration, politisch wie wirtschaftlich? Sind Homer und Sophokles ein Argument für das Verbleiben Griechenlands im Euroraum?** Ist etwa Shakespeare ein Grund, dass Großbritannien dem Euro beitreten sollte? Analogien wie die des damaligen portugiesischen Ministerpräsidenten Antonio Guterres im Jahre 1995, wir sollten unser Europa auf dem Euro bauen wie Christus seine Kirche auf dem Felsen Petri, klangen schon seinerzeit unfreiwillig komisch.

**Man kann es drehen und wenden, wie man will. Von der Kultur führt keine Brücke zu europäischer Staatlichkeit und schon gar nicht zum Euro. Das kulturelle Erbe führt eher zu entgegengesetzten Schlüssen.** Die großen Leistungen, die Beispiele in Walsers Beitrag sprechen Bände: Sie stammen aus Zeiten politischer Kleinteiligkeit. Ohne die anderen zu vergessen, hat nicht ein Goethe aus einem Provinznest ein kulturelles Zentrum Europas gemacht? Oder wie steht es um Kant in dem kleinen, abgelegenen Königsberg, Haydn bei Esterhazy? Die Liste ließe sich beliebig verlängern. **Es war gerade der von Intellektuellen gern geschmähte Wettbewerb, der die kulturellen Höhepunkte emporwachsen ließ.**

## Einheit in der Vielfalt

Kann es überraschen, wenn dies auch für den wirtschaftlichen Aufstieg Europas gilt? Längst haben Forscher hier die Wurzel dafür gefunden, dass **sich mit der Renaissance und der Aufklärung Europa vom Rest der Welt abhob und zur Quelle des Fortschritts in Wissenschaft, Wirtschaft und Technik entwickelte. Wettbewerb auch um die bessere Staatsform und die Ordnung der Gesellschaft waren die treibenden Kräfte.** Was hat nicht etwa Preußen der Aufnahme der in Frankreich verfolgten Hugenotten zu verdanken?

**Die kulturelle Identität Europas ist eine Einheit in der Vielfalt**, der Offenheit und des Laissez-faire. **Jean Monnet**, einer der Väter der europäischen Integration nach dem Zweiten Weltkrieg, hat am Ende seines Wirkens gesagt: Wenn ich es noch einmal zu tun hätte, würde ich mit der Kultur anfangen. Er wäre damit wohl nicht weit gekommen. Und das Letzte, was Europa braucht, wäre eine europäische Kulturbürokratie, etwa in Form eines europäischen Kulturministers.

## Ein Europa der Verlässlichkeit

Die Relativierung des Wirtschaftlichen sollte man nicht zu weit treiben. Gewiss, mehr als **sechs Jahrzehnte des Friedens in Europa** - von einigen schrecklichen Ereignissen abgesehen - sind die größte Errungenschaft, die es zu bewahren gilt. **Aber ohne den wirtschaftlichen Erfolg wäre die europäische Integration schon in den fünfziger Jahren des letzten Jahrhunderts ins Stocken geraten. Die EU verdankt ihre Attraktivität vor allem - wenn nicht allein - diesem Erfolg.** Ein einheitlicher Markt mit 27 Ländern und über 500 Millionen Menschen bildet den Rahmen für Frieden und Fortschritt auf allen Gebieten. Die Geschichte sollte uns lehren, dass sich dieses Potential nur entwickeln kann, wenn Bürokratie und Zentralisierung nicht im Wege stehen. Der immer wieder bemühte Konflikt etwa zwischen Wirtschaft und Kultur existiert in Wirklichkeit nicht. **Auch die politische Bedeutung Europas in der Welt hängt entscheidend vom wirtschaftlichen Erfolg ab.** Wer ein starkes Europa will, kann nicht einer weiteren Bürokratisierung und Zentralisierung das Wort reden. Das richtige Europa ist nicht auf diesem Wege zu erreichen.

**Die EU wie die Währungsunion fußen auf Verträgen und Vereinbarungen.** Um nur zwei Beispiele zu nennen: **Mit dem Verstoß gegen das Verbot der Übernahme der Haftung für die Schulden anderer Länder wurde ein fundamentales Prinzip einer Währungsunion souveräner Staaten verletzt.** Die Zahl der Verstöße gegen den Stabilitäts- und Wachstumspakt, nicht zuletzt auch durch Deutschland und Frankreich, sind inzwischen Legion.

Wie wäre es, wenn man den Ruf nach „mehr Europa“ zumindest fürs Erste ablöste durch das Motto **„pacta sunt servanda“? Sollte man es nicht mit der Besinnung auf ein „besseres Europa“ versuchen, ein Europa der Verlässlichkeit und Vertragstreue?**

**Otmar Issing**, Jahrgang 1936, war Chefvolkswirt und Direktoriumsmitglied der Europäischen Zentralbank.

Quelle: F.A.Z.

# "Il est urgent de dissoudre la zone euro"

Le Monde.fr | 03.09.2012 à 09h13 • Mis à jour le 03.09.2012 à 14h00

Par Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS-Paris, directeur du CEMI-EHESS

**La crise de la zone euro a atteint un point critique. Quelles que soient les solutions envisagées, qu'il s'agisse de la mutualisation de la dette ou des mesures dites "non conventionnelles" que la Banque centrale européenne pourraient [prendre](#), elles ne peuvent [apporter](#) de solution durable. A cela une bonne raison : cette crise n'est pas une crise de la dette souveraine mais une crise de compétitivité aggravée par l'effet pervers de l'euro sur la croissance.**

Les différentes mesures prises depuis le début de 2010 ont été globalement inopérantes. Elles n'ont pu éviter que, pays après pays, cette crise s'étende, de la [Grèce](#) à l'Irlande, de l'[Irlande](#) au [Portugal](#), puis à l'[Espagne](#) et à l'[Italie](#). La situation dans la plupart des pays va [continuer](#) à se dégrader sous l'effet de la conjonction de politiques mal avisées de déflation compétitives, qui sont l'équivalent des politiques de dévaluation compétitives que l'euro prétendait [supprimer](#). Alors que le chômage recommence à fortement [monter](#) en France, il est temps de [changer](#) de [politique](#), sinon nous nous imposerons l'équivalent d'une grande dépression par notre propre stupidité.

## DES POLITIQUES INEFFICACES LIÉES À UNE ERREUR DE DIAGNOSTIC

Les dirigeants européens se sont persuadés que cette crise était liée à l'endettement, qui provoque des problèmes, bien réels, de liquidité. D'où la solution proposée : se désendetter par une virulente cure d'austérité. Mais, les politiques d'austérité provoquent un effondrement des recettes fiscales, visibles dans le cas de la Grèce, de l'Espagne et de l'Italie, qui reproduit le déficit et la dette. **Cette crise de la dette n'est que la conséquence directe de la crise de compétitivité interne et externe structurellement issue de l'existence de l'euro.**

Les écarts de compétitivité n'ont cessé de s'accroître ces dernières années. Aujourd'hui, ils imposeraient des baisses instantanées des coûts salariaux de l'ordre de 20 % en France, et nettement plus en Espagne et en Italie, sans même parler de la Grèce et du Portugal. En l'absence d'une telle baisse, les pays concernés sont condamnés à [voir](#) se [creuser](#) leur déficit commercial et à [perdre](#) massivement des pans entiers de leurs activités industrielles. Ils tentent d'y répondre par des subventions aux [entreprises](#) qui grèvent lourdement leur budget, et qui dans le cas de la France dépassent les 3 % du PIB.

Cette crise de compétitivité induit aussi des destructions d'emplois importantes.

En France, ce sont au minimum 300 000 emplois industriels qui sont menacés d'ici à décembre, à la fois dans les grandes entreprises et les PME-PMI. Au premier semestre de 2013 ce sont encore 200 000 emplois supplémentaires qui devraient être détruits. La situation est bien pire en Espagne (avec 24 % de chômeurs) et l'on s'approche des niveaux espagnols en Grèce et au Portugal. A ces subventions aux entreprises viennent donc s'[ajouter](#) les coûts d'indemnisation des travailleurs licenciés. Il ne faut pas [chercher](#) plus loin la cause du déficit public et de l'accroissement de la dette.

Ceci est aggravé par l'anémie des pays de la zone euro depuis l'introduction de la monnaie unique. Le décalage de croissance est net avec les autres pays développés non membres de la zone euro.

Il faut donc s'[attendre](#) à une montée du chômage de 3 % à 4 % au minimum sur un horizon de douze mois. Dans ces conditions, [parler](#) de "redressement productif" pour la France est une sinistre fumisterie.

## L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ DE [BAISSER](#) LES COÛTS SALARIAUX

Cette baisse des coûts salariaux peut, en théorie, se [faire](#) de trois façons. On peut [imaginer](#) qu'elle se fasse par l'accroissement des salaires, et de l'inflation, en Allemagne. Mais nous n'avons que peu de prise sur ces paramètres. De plus, pour [obtenir](#) rapidement le décalage nécessaire, il faudrait que l'[Allemagne](#) accepte sur deux ans des taux annuels d'inflation de 12 %. C'est, évidemment, parfaitement illusoire. De plus, si cette mesure ne réglerait en rien le problème de compétitivité vis-à-vis des pays extérieurs à la zone euro, qu'ils soient européens ([Roumanie](#), [République Tchèque](#), [Pologne](#)) ou non-européens.

Une deuxième solution réside dans la déflation salariale nominale. C'est la logique de ce que proposent tant le gouvernement que l'[UMP](#). Mais, ses conséquences sur l'économie française seront dramatiques. La [consommation](#) baissera de 12 % à 15 % (suivant les effets d'entraînement), ce qui, sur une période de deux ans se traduira par une chute du PIB de 4 % à 5 % par an. Le chômage atteindra 20 % de la [population](#) active . Une telle baisse du PIB entraînerait d'ailleurs une réduction des recettes fiscales. La dette publique atteindrait, si le gouvernement s'en tenait aux objectifs de déficit annoncés, 99 % du PIB ! La déflation salariale ne ferait qu'[aggraver](#) la situation.

Reste une troisième solution, une dévaluation. Cette dernière pourrait se [faire](#) dans un cadre envisagé par un nombre de plus en plus important d'économistes dont le dernier en date est l'ancien ministre des finances du [Brésil](#), Carlos Bresser-Pereira : **une dissolution concertée de la zone euro**. Les pays de la zone euro s'accorderaient pour [suspendre](#) le fonctionnement de l'euro et pour décider d'un retour aux monnaies nationales. Ceci rendrait possible une dévaluation, qui est en réalité la méthode la plus simple, la plus rapide et la moins douloureuse de [faire baisser](#) le coût du travail sur le territoire français.

Une décision concertée de suspension de la monnaie unique est donc la meilleure solution. Elle répond aux interrogations quant à l'[avenir](#) de l'[Union européenne](#) que suscite le délitement de la zone euro, et qui font [craindre](#) le retour aux égoïsmes nationaux. Elle permettrait en effet de présenter cette décision comme une décision européenne et non comme un retour à des politiques nationalistes et éviterait une dissolution progressive et désordonnée de la zone qui devient désormais une réelle possibilité. Déjà, nous voyons les crispations identitaires, produites par la montée du chômage et l'appauvrissement généralisé, se développer dans de nombreux pays. **L'euro est en train de tuer l'Europe.**

Une décision coordonnée permettrait de définir des niveaux de dévaluation et de se [doter](#) des mécanismes susceptibles de contrôler les mouvements de ces nouvelles parités.

Les dirigeants français ont communiqué depuis des années dans la religion de l'euro. On comprend que [changer](#) de politique soit difficile. Mais ils doivent [comprendre](#) que ce qui nous attend, tant en France qu'en Europe, sera incommensurablement plus pénible, et aura de tragiques répercussions, s'ils ne prennent pas cette décision. [Gouverner](#), c'est [choisir](#).

Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS-Paris, directeur du CEMI-EHESS

# Sécurité sociale : l'Allemagne en avance sur la France

Par [Guillaume Guichard](#) Publié le 02/09/2012 à 19:38 [Réactions](#) (6)



Pour ramener son système de santé dans les clous, l'Allemagne a restructuré son secteur hospitalier. Crédits photo : ETIENNE BALMER/AFP

**Notre voisin a appliqué des réformes importantes pour équilibrer ses comptes sociaux.**

À l'ouest du Rhin, une Sécu accusant un trou béant (déficit de 17,4 milliards d'euros en 2011) et à l'est, un régime dans le vert (excédent de 13,8 milliards la même année). D'après un rapport comparatif de la Direction du Trésor publié la semaine dernière, «le système allemand apparaît plus simple» que son homologue français et son pilotage financier, «plus exigeant». [Deux différences](#) riches d'enseignement pour l'exécutif hexagonal...

Pour ramener son système de santé dans les clous, l'Allemagne s'est infligé un traitement de cheval dans les années 1990 et 2000: réduction du champ des remboursements (en excluant les cures thermales ou les taxis vers l'hôpital), ticket modérateur de 10 euros par trimestre pour les consultations, plafonnement du reste à charge pour ne pas mettre les plus modestes sur la paille, limitation des prescriptions de médicaments, développement des génériques... Le secteur hospitalier a aussi subi de lourdes restructurations: fermetures d'établissements ici, fusions là, privatisations ailleurs. En France, la plupart de ces réformes sont seulement à l'étude ou alors déployées à dose homéopathique. Résultat, la Sécu allemande «est globalement équilibrée voire excédentaire depuis 2004», conclut le Trésor.

## **TVA dite sociale**

La France se montre en outre beaucoup plus généreuse avec ses assurés, toutes branches confondues (santé, vieillesse, famille, chômage): elle verse, en moyenne, 8300 euros par habitant, contre environ 8100 en Allemagne où une plus faible partie de la population est couverte. Au-delà de 4050 euros brut par mois, un citoyen peut en effet se désaffilier de la Sécu allemande pour choisir une assurance privée - près de 9 millions de personnes ont fait ce choix. Si elle dépense davantage, la France ne prélève en revanche pas plus mais pas sur les mêmes acteurs économiques: les salariés sont moins taxés qu'en Allemagne et les employeurs, plus.

Autre différence: alors que le gouvernement Ayrault ne veut pas augmenter les prélèvements obligatoires pour combler le trou de la Sécu, l'Allemagne finance depuis des années, à hauteur de 35 %, son système social par l'impôt. Notamment via la fameuse TVA dite sociale et des cotisations sur les chômeurs et les retraités. Pour parfaire l'ensemble, le système allemand est doté d'une règle d'or. Les caisses d'Assurance-maladie «sont obligées d'augmenter leurs cotisations en cas de déséquilibre». Et ce n'est qu'en cas d'insuffisance que l'État met au pot, comme lors de la crise de 2009 lorsque le gouvernement avait doublé sa dotation.

Respecter l'équilibre des comptes de la Sécu ne va toutefois pas sans sacrifice. La [pauvreté](#) est plus présente outre-Rhin, et c'est une conséquence «imputable au système de protection sociale», avance le Trésor. «Les plus de 65 ans sont moins bien protégés qu'en France», explique Bercy. Même chose pour les chômeurs qui reçoivent des indemnités inférieures. Mais ils sont encadrés, note le Trésor, par deux fois plus d'agents...

# Les 19,5 milliards d'excédents de la sécu allemande

Par [Patrick Saint-Paul](#) Mis à jour le 13/03/2012 à 12:57 | publié le 12/03/2012 à 19:34 [Réactions](#) (4)



Angela Merkel, le 8 mars, au Bundestag. Crédits photo : Michael Sohn/AP

## La coalition de centre droit d'Angela Merkel est agitée par une désopilante dispute: que faire des excédents des caisses d'assurance-maladie?

La polémique a été déclenchée par la publication des chiffres pour 2011, le 7 mars. À un excédent annuel de 4 milliards s'ajoutent quelque 5 milliards de réserves des caisses et la réserve de liquidités du fonds de santé (9,5 milliards). Au total, la cagnotte du système d'assurance-maladie s'élève à 19,5 milliards d'euros.

Les libéraux, qui depuis 2009 ont échoué à imposer une baisse significative des impôts, réclament une suppression de la cotisation trimestrielle de 10 euros que les assurés paient lors de leur premier passage chez un médecin. Le ministre de la Santé, Daniel Bahr (FDP) plaide aussi pour que les caisses remboursent une partie des primes aux assurés.

Volker Kauder, responsable du groupe parlementaire CDU au Bundestag, se réjouit que «les caisses d'assurance-maladie puissent afficher des excédents grâce à la bonne situation économique actuelle» de l'Allemagne. Kauder juge que Berlin ne doit pas désarmer pour faire face à l'augmentation des dépenses de santé à laquelle sera confrontée l'Allemagne dans les décennies à venir en raison du vieillissement de sa population. De son côté, le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, convoite le pactole pour contribuer aux efforts de consolidation budgétaire.



## „Die Bazooka geht nach hinten los“

FAZ 03.09.2012 · Bayerns Wirtschaftsminister Martin Zeil spricht sich gegen eine Banklizenz für den Rettungsfonds ESM aus. In einem F.A.Z.-Gastbeitrag bedauert er, dass sich auch Wolfgang Kubicki den Apologeten der „Bazooka-Theorie“ angeschlossen habe.

Von Martin Zeil



© dapd

**Der bayerische Wirtschaftsminister Martin Zeil (FDP): „Wenn in Brüssel vermeintlich Geld bis zum Abwinken wartet“, werden Reformen blockiert**

Eine weitverbreitete Theorie über die europäische Schuldenkrise geht in etwa so: Die weltweiten Turbulenzen seit 2008 haben die Finanzmärkte veranlasst, die Risiken für Staatsanleihen einiger europäischer Länder neu zu bewerten. Deshalb verlangen sie nun höhere Zinssätze. Die Regierungen reagieren darauf mit zum Teil drastischen Sparmaßnahmen, die das Wachstum in diesen Ländern abwürgen. Nun aber sehen sich die Finanzmärkte wegen der einbrechenden Wirtschaftsleistung und der in der Folge steigenden Schuldenquoten in ihrer ursprünglichen Risikoeinschätzung bestätigt. Sie erhöhen die Zinsen weiter. Es entwickelt sich ein Teufelskreis, an dessen Ende die Staatspleite eines eigentlich solventen Landes stehen kann. Eine klassische selbsterfüllende Prophezeiung.

Um aus dieser Spirale auszubrechen, empfehlen die Apologeten dieser Theorie, der sich neben François Hollande und Mario Monti nun auch mein Parteifreund Wolfgang Kubicki angeschlossen hat, die sogenannte „Big Bazooka“ - eine unbegrenzte Feuerkraft der Rettungsschirme durch eine Banklizenz für den ESM. Nur so könne Europa glaubhaft die Sicherheit aller Staatsanleihen im Euroraum garantieren. Entsprechend würden das Ausfallrisiko und damit die Zinsen wieder sinken. Die Krisenländer wären - einer wundersamen Heilung gleich - plötzlich wieder solvent und könnten ihre Schulden zurückzahlen. Dabei sei, so glauben die Vertreter dieser Theorie, bereits die bloße Existenz dieser Bazooka ausreichend. Man müsse das Geld quasi nur ins Schaufenster legen, und alles werde wieder gut.

Alles wird gut? Schön wär's, aber mit so einfachen Rezepten lässt sich die Krise nicht beseitigen. Leider nicht. Denn ihr Kern ist eben nicht ein temporäres Glaubwürdigkeitsproblem, sondern eine ausgewachsene Zahlungsbilanzkrise im Euroraum! Und damit haben wir es mit einem sehr viel ernsthafteren Problem zu tun: Aufgrund eines schleichenden Verlustes ihrer Wettbewerbsfähigkeit konsumieren die Länder im Süden seit Jahren mehr, als sie erwirtschaften. Anders ausgedrückt: Sie importieren mehr, als sie exportieren. Diese Leistungsbilanzdefizite wurden vor dem Ausbruch der Krise noch von den Finanzmärkten finanziert.

Im Zuge der Krise rückte das zugrundeliegende Problem der mangelnden Wettbewerbsfähigkeit aber in den Fokus der Anleger. Sie waren nun nicht mehr bereit, diese Leistungsbilanz- und Staatsdefizite wie bisher zu finanzieren. Oder wenn doch, dann nur noch gegen höhere Zinsen. Denn eine Anpassung der Wechselkurse, die in solchen Fällen zwingend hätte erfolgen müssen, ist im Euroraum eben nicht möglich.

Richtig ist deshalb eine andere Theorie. Die „Bazooka“ würde nur nach hinten losgehen. Internationale Anleger werden in die europäischen Krisenländer nur dann wieder Vertrauen fassen, wenn die zugrundeliegenden strukturellen Probleme durch Preissenkungen überzeugend und nachhaltig angegangen und sukzessive beseitigt

werden. Die Höhe der nötigen Preisanpassungen wird je nach Studie in Griechenland auf 30 Prozent, in Portugal auf 35, in Spanien auf 20 und in Italien auf zehn bis 15 Prozent geschätzt.

## „Eine gefährliche Illusion“

Aus diesem Grund ist die Annahme falsch, wonach die Anleger schon zurückkommen, wenn wir nur genügend Geld auf den Tisch legen. Im Gegenteil: Sollten wir uns tatsächlich auf diesen gefährlichen Weg einlassen, gerät Europa auf eine noch schiefere Ebene und rutscht noch schneller nach unten ab. Dann nämlich werden die Krisenländer ihre Leistungsbilanz- und Staatsdefizite eben nicht mehr über die teuren Kapitalmärkte finanzieren, sondern über die - nun monetär unbegrenzt ausgestatteten - Rettungsschirme. Und die internationalen Anleger werden ihre alten, durch die Krise wertloser gewordenen Wertpapierbestände beim ESM und der EZB abladen.

Die Annahme, wir müssten die „Big Bazooka“ nur laden, müssten aber nicht aus allen Rohren feuern, ist deshalb nichts anderes als eine gefährliche Illusion!

## Geld bis zum Abwinken?

Gleichzeitig schwächten wir mit einer Banklizenz für den ESM die Anreize für die Krisenländer, die zwingend nötigen wirtschaftlichen und strukturellen Reformen einzuleiten und durchzuhalten. Wie soll ein Regierungschef eines betroffenen Landes seine Landsleute denn davon überzeugen, harte, aber notwendige Reformen durchzuhalten, wenn in Brüssel vermeintlich Geld bis zum Abwinken nur darauf wartet, abgerufen zu werden?

Kurz: Eine Banklizenz würde zu immer größeren Hilfsprogrammen führen, zu noch höheren Milliardensummen, die in erster Linie wir aufbringen müssten. Und eine Banklizenz für den ESM würde die nötigen strukturellen Reformen in den Krisenländern nicht etwa fördern, sondern verhindern. Ein solches Vorgehen käme einem gewaltigen Dammbbruch gleich, denn ein Ende der Hilfen wäre erst dann erreicht, wenn auch die Helfer, also wir, pleite wären.

Nein, nein, werden uns die Freunde der „Big Bazooka“ nun zu beruhigen versuchen. Wir sollten positiver denken, schließlich habe Deutschland doch ein Vetorecht beim ESM. Doch in der Verbindung von „unbegrenzt“ und „deutschem Veto“ liegt ein unüberbrückbarer Widerspruch.

Wer die Finanzmärkte mit unbegrenzter monetärer Feuerkraft beruhigen will, kann nicht gleichzeitig mit einem Veto drohen. Deshalb ist ein solches Veto bei genauerem Hinsehen nicht mehr als ein politisches Placebo, mit dem man die Bürger beruhigen (um nicht zu sagen: ruhigstellen) und ihnen die immer weitergehende Sozialisierung der europäischen Schulden einigermaßen verdaulich servieren will. Bekömmlich würde die vergiftete Kost dadurch aber beileibe nicht! Die politische Katharsis käme garantiert.

**Der Autor ist Mitglied der FDP, bayerischer Wirtschaftsminister und stellvertretender Ministerpräsident.**

## Eurorettung

### Wir sollten die Wahl haben dürfen

FAZ 02.09.2012 · Wer den Austritt aus der Währungsunion will, wird als Europagegner, gar als Reaktionär beschimpft. Das trifft vor allem Politiker - was aber ihre Wähler wirklich wollen, kümmert keinen.

Von Thilo Bode



© dapd

Wenn Regierung und Opposition die gleiche Politik mit jeweils unterschiedlicher Verpackung verkaufen, gibt es nichts mehr zu wählen.

Dass die Mehrheit der Volksvertreter im Parlament eine andere Meinung als das Volk vertreten kann, gehört zu den Begleiterscheinungen der repräsentativen parlamentarischen Demokratie. Dass diese Mehrheit unisono eine vermeintlich alternativlose Politik propagiert, gefährdet sie: Bürger können nicht mehr die Argumente abwägen, vergleichen und dann wählen.

Und so ist die gegenwärtige Konstellation: Eine überwältigende parlamentarische Mehrheit will die Rettung der Eurozone um jeden Preis und geht dabei unübersehbare Haftungsrisiken ein. Dies wird uns als alternativlose Politik verkauft, weil alles andere angeblich noch sehr viel teurer wäre. Fällt der Euro, fällt auch Europa, heißt es.

Die fraktionsübergreifende Harmonie in der „Rettungsschirmpolitik“ verhindert Fragen und Debatten, die den Bürger brennend interessieren: Warum sollte es nicht möglich sein, eine Verkleinerung der Eurozone anzuordnen? Scheitert denn Europa wirklich, wenn die Währungsunion nur zwölf statt siebzehn Staaten umfasst - innerhalb einer EU mit siebenundzwanzig Mitgliedsstaaten? Solche Fragen gelten als ketzerisch. Wer für einen Staatsbankrott Griechenlands und den Austritt aus der Währungsunion plädiert, muss sich im günstigsten Fall als Euroskeptiker meistens jedoch als Europagegner mit rechtskonservativer nationalistischer Gesinnung diskreditieren lassen.

### Koste es, was es wolle

Der parlamentarische Konsens dient jedoch nicht der besten Lösung zur Rettung des Euro, er ist auch kein Akt der Solidarität gegenüber Krisenländern wie Griechenland. Er ist durch machttaktische und weltanschauliche Überlegungen der Akteure motiviert, die ihre Interessen damit am besten bedienen können.

Für Angela Merkel und die CDU/CSU geht es zuvorderst um den Machterhalt und den Gewinn der nächsten Wahl. Schon aus diesem Grund ist ihre Strategie optimal. Die Kanzlerin präsentiert sich als Beschützerin des deutschen Steuerzahlers und wehrt sich verbal gegen die Versuche seitens der Mehrheit der Eurozonen-Mitglieder, noch mehr deutsches Geld für Rettungsschirme auszugeben. Gleichzeitig signalisiert sie, alles zu tun - das heißt eben auch koste es, was es wolle - um den Euro zu retten. Warum sollte Angela Merkel diese Strategie ändern? Warum sollte sie beispielsweise für eine Insolvenz Griechenlands plädieren, obgleich dieses kleine Land wohl niemals in der Lage sein wird, den gewaltigen Schuldenstand von 180 Prozent des gesamten Volkseinkommens aus eigener Kraft abzubauen?

Diese schlichte ökonomische Wahrheit zuzugeben - es wäre politischer Selbstmord für die Kanzlerin. Mit einem Schlag würde offensichtlich, dass die öffentlichen Beschwichtigungen, das Geld für die Rettungsschirme würde nur als Garantien gegeben, die Wähler getäuscht haben. Wolfgang Schäubles großspurig verkündete Haushaltskonsolidierung würde sich als Luftbuchung erweisen, die Staatsverschuldung in die Höhe schnellen und die Bürger wären um neunzig Milliarden ärmer. Wie sollte Angela Merkel dem Vorwurf begegnen, dass man mit einer frühzeitigeren Insolvenz Griechenlands viele Milliarden gespart hätte?

## **Die Lügen der Kritiker**

Um dennoch für das möglicherweise Unabwendbare - den Staatsbankrott Griechenlands - gewappnet zu sein, lenkt man die Griechenland-Diskussion vorsorglich schon auf die vermeintliche Unfähigkeit der Griechen, zu sparen und getroffene Vereinbarungen einzuhalten: korrupte Südländer eben. Die CSU leistet Angela Merkel dabei wertvolle Schützenhilfe. Wenn Markus Söder fordert, an den Griechen müsse „endlich ein Exempel statuiert werden“, binden die Bayern mit diesen markigen Sprüchen die Wähler am rechten Spektrum, stimmen aber dann, wenn es darauf ankommt, mit der CDU.

So wie Angela Merkel alles daran setzen muss, die griechische Konkursverschleppung fortzusetzen und eine Griechenlandpleite bis nach der nächsten Bundestagswahl zu vermeiden haben auch SPD und Grüne den sicheren Weg gewählt: Bei nur symbolischer Kritik an der Kanzlerin unterstützen sie das unbegrenzte Schuldenmachen. Geht die Rettungsschirmpolitik gut, ist man es auch gewesen und hat sich als Koalitionspartner einer kommenden Regierung unter Angela Merkel empfohlen. Geht es schief, kann man sagen, man hätte es besser gemacht.

Die Merkel-Strategie hat den entscheidenden Vorteil, dass sie die Banken und die Interessen der Großindustrie bedient und damit die mächtigsten wirtschaftlichen Interessengruppen im Land ruhig stellt. Die Deutsche Großindustrie will die Eurozone um jeden Preis in der jetzigen Umfang erhalten. Die unveränderbaren Wechselkurse haben ihr bei deutscher Lohnzurückhaltung einen Wettbewerbsvorteil in der Währungsunion und permanente Exportüberschüsse beschert.

## **Subventionen für die Exporteure**

Euro-Länder mit hohen Importdefiziten haben nicht die Möglichkeit, sich mit einer Abwertung ihrer Währung zur Wehr setzen. Auch stört es die Industrie keineswegs, dass die Importländer der Eurozone die deutschen Exporte gar nicht mehr bezahlen können. Vielmehr haftet die deutsche Bundesbank mit völlig unzureichend besicherten Krediten, sodass letztlich der Steuerzahler die deutsche Exportindustrie subventioniert. Zudem verdient die deutsche Industrie noch an der Krise, weil diese schließlich den Eurokurs niedrig hält.

Die Banken wiederum können beim Ausscheren einiger Länder aus der Währungsunion nur verlieren. Ihre Forderungen in Euro müssten sie in diesem Fall zu einem großen Teil abschreiben. Von der Gefahr ganz abgesehen, dass einige von ihnen Pleite gehen können, weil alle Parteien es nach 2008 versäumt haben, durch eine rigorose Regulierungspolitik die Banken krisenfest zu machen.

Angela Merkel hat auch die Deutsche Bundesbank als Bündnispartner, deren Politik keineswegs so interessenunabhängig ist, wie sie es darstellt. Ihr Präsident Jens Weidmann geriert sich gerne als Kämpfer für die Währungsstabilität, ist aber trotz aller mahnenden Worte ein optimaler Verbündeter. Denn auch er möchte aus Eigeninteresse lieber die wahren Kosten der Rettungsschirmpolitik vor dem Bürger verstecken. Eine Pleite Griechenlands ließe die Deutsche Bundesbank plötzlich zur Bad Bank mutieren mit uneinbringbaren Forderungen in ihren Büchern. Letztlich muss auch hier der deutsche Steuerzahler dran glauben.

Großindustrie, Banken, die Bundesbank und die politischen Gegner sind Bündnispartner im Verschleiern der tatsächlichen Risiken der Rettungsschirmpolitik: Angela Merkel befindet sich in einer komfortablen Situation. Der machttaktische Kitt, der Regierung und Opposition auf Kosten der Bürger zusammenhält, wird darüber hinaus durch eine programmatisch-weltanschauliche Interessenkongruenz ganz entscheidend gehärtet: Für die CDU steht mit dem Scheitern der gegenwärtigen Politik das Erbe Helmut Kohls, der Euro, auf dem Spiel. Für die grün-linken Vertreter im Parlament hingegen bietet die gegenwärtige Krise die einmalige Chance, ganz

schnell den Traum von einer Großmacht Europa zu verwirklichen. Dieses Europa, könnte - so der Entwurf eines Regierungsprogramms von Peter Bofinger, Jürgen Habermas und Julian Nida-Rümelin für die SPD - „die verlorene Handlungsfähigkeit gegenüber den Imperative des Marktes auf transnationaler Ebene“ wiedergewinnen, eine „sozialstaatliche Bürgerdemokratie“ statt einer „marktkonformen Fassadendemokratie“ etablieren und Europa eine Rolle in der Welt mit „ökonomischem Gewicht und politischer Bedeutung“ zumessen.

## **Der Bürger wird entmachtet**

Der Rettung einer gemeinsamen Währung für siebzehn der siebenundzwanzig Staaten der Europäischen Union durch eine Vergemeinschaftung der Staats- und privaten Schulden dient dabei als willkommenes Vehikel, um den Traum eines geeinten Europa zur Not „mit gegebenenfalls nachholender (!) Legitimation“ zu verwirklichen. Um diese Chance zu nutzen, schrecken die Autoren selbst vor Panikmache nicht zurück. Sie warnen vor den „unkalkulierbaren Kettenreaktionen“ eines Austritts Griechenlands aus der Währungsunion. Dies, obwohl sogar der Chef der Euro-Gruppe, Jean-Claude Juncker, und der Bundesverband Deutscher Banken einen Austritt Griechenlands für beherrschbar halten.

**Der kommende Wahlkampf wird zur Farce werden.** Er wird davon geprägt sein, dass Opposition und Regierung die gleiche Politik mit jeweils unterschiedlicher Verpackung und wechselseitiger Diskriminierung des politischen Gegners verkaufen. Das heißt aber auch: Die Demokratie ist bei der Lösung des wichtigsten politischen Problems der Gegenwart außer Kraft gesetzt. Denn es gibt nichts mehr zu wählen. Wahltaktik und Machtpolitik verhindern die Wahl zwischen Alternativen. **Der Bürger wird nicht nur enteignet, er wird auch noch entmachtet.**

Quelle: F.A.Z.

# Désenchantement

LE MONDE | 31.08.2012 à 15h38 • Mis à jour le 31.08.2012 à 16h41

Par Françoise Fresso (Politique)



Enfin, c'est toujours la même question : comment [gouverner](#) la France ? La [redresser](#) ? Pendant une bonne partie de ses mandats, Jacques Chirac a été accusé de se résigner au lent déclin de l'Occident. Puis [Nicolas Sarkozy](#), pour [tenter](#) de réveiller la belle endormie, la fit "*turbuler*". Sa stratégie était celle du chaos constructif : il dérangeait simultanément toutes les parties du pays pour [tenter](#) de créer le mouvement. De lui tout partait, car il aimait le [pouvoir](#), l'assumait, s'exposait. Au bout du compte, ce fut un échec. Il en résulta une formidable crispation.

C'est sur ce terreau qu'a prospéré le hollandisme, qui est l'exact contraire du sarkozyme : [François Hollande](#) a fait le pari que, pour réformer la France, il ne fallait pas [l'exciter](#) mais, au contraire, [l'apaiser](#) et que de l'apaisement naîtrait la confiance. Il lui a murmuré pendant toute la campagne qu'"elle n'était pas le problème mais la solution". Il s'est campé dans le rôle du président normal. Et, à cet instant, c'est ce qu'elle voulait [entendre](#).

Mais ce qui était un bon positionnement de campagne se révèle dans l'exercice de l'Etat un peu court : en cette rentrée, ce n'est pas la confiance qui domine mais le doute sur le [pouvoir](#), sa réalité, son incarnation, sa capacité à [faire](#) ce qu'il avait promis : "*Le changement c'est maintenant.*" Eu égard au [climat](#) économique du moment, la baisse de popularité du couple exécutif n'est pas une surprise. Mais qu'elle se manifeste aussi tôt dans le quinquennat et de façon aussi brutale est un avertissement : trop de louvoisements, trop de commissions, trop peu d'engagements et d'explications sur ce chemin du redressement. Avec en prime une hésitation à décrire l'état réel du pays parce que l'expression brutale de la réalité rendrait trop improbable le scénario de la normalité qui a marqué les cent premiers jours.

C'est ce décalage entre le caractère dramatique de la situation et l'exercice banalisé du [pouvoir](#) qui saute aux yeux et complique la rentrée de François Hollande. Le président est trop effacé, trop tranquille. Il veut déléguer aux partenaires sociaux une partie du changement ? Soit. En attendant, le bateau coule et c'est à lui qu'on demande des comptes. D'où cet instant dangereux, ce vide de la rentrée qu'il faut [combler](#) à coups de mesures d'urgence. Lesquelles ne masquent pas totalement le vide, car il y manque une parole forte. C'est le retour insidieux de la défiance en [politique](#) et la fin d'un mythe : celui de la présidence normale.

[fresso@lemonde.fr](mailto:fresso@lemonde.fr)

Françoise Fresso (Politique)

# The EMU Crisis is a Battle of Nationalism Versus Transnationalism, not Economic Prescriptions

EconoMonitor Author: [Aaron Menenberg](#) · August 30th, 2012 · [Comments \(4\)](#) Share This Print 28 24

## They Have it Wrong

The debate over how to save the euro and the economy of its union has taken shape around economic prescriptions. On the surface this makes sense; after all, the euro is the currency for seventeen national economies. But whether the debate's outcome is austerity and budget controls, "pro-growth" policies, or some compromise of the two, the debate (and therefore the outcome) overlooks the reason for the crisis and its persistence: nations still exist and are the most relevant actors. The European Monetary Union (EMU) is a disparate collection of seventeen nations whose differences, always present, have been made increasingly obvious by the crisis. As the nation is still the primary level of political analysis, only once the nation becomes the central concern can a final resolution be found.

The discourse is stuck in the muddled world of finance and monetary policy. Many have argued that the EMU is far from an optimal currency union, and this is true. Even those who advocate for a European currency union have to acknowledge its shortcomings: restricted labor mobility, insufficient regulatory adjustments, asymmetric supply shocks. Yet proponents persist, perhaps because for the first eight years of the union the economies of its members performed reasonably well, or perhaps because they view the EMU as step towards a larger goal of a European state and identity.

These proponents rarely acknowledge issues like national interests or sovereignty while debating the euro crisis because the focus has been on how to keep the union together, and keeping the union together becomes significantly harder when the differing interests of the member states are recognized. Even many of the euro skeptics have backed away from putting the interests of nations ahead of the union because the potential for pain with an EMU dissolution seems too much to bear. The easier debate is therefore how to maintain the status quo, when in fact the more appropriate debate, and its central question of whether the reality of the EMU is the best reality for individual nations, is far more important for the lives of the people living in Europe.

The crisis may subside with greater fiscal integration, but it will not be resolved. Robert Mundell, the father of the optimum currency zone, said in 2003 that "Money has a cultural dimension; it has been called the centerpiece of civilization. Money integration in past centuries paralleled the forging of the nation states, entities linked together usually by culture, language, religion, and political aspirations." At this point in time, the countries of the EMU are linked neither by culture, language, religion, nor common political aspirations, and the crisis reflects this.

## The Real Debate

Current EMU debates are verbalized in tactical terms: eurobonds, uniform budgetary rules, greater integration, "more Europe." The goal of these ideas is to successfully achieve macroeconomic stabilization of the euro zone economy. Given that states are the most important debtors in capital markets, achieving sound regulation is a prerequisite for stabilizing the union and returning it to acceptable economic growth. This is the logic behind the terminology of the debate.

If fiscal and monetary policies are to be the tools of EMU stabilization, those participating in the EMU will have to either better coordinate their national policies voluntarily or hand decision-making to the authority of a more powerful central European government.

This primary approach, however, is geared towards the secondary problem of collective action. It perpetuates the inherent weaknesses of the EMU, the design of which cannot adequately accommodate differing national priorities or, equally important, values, thereby setting in motion the current mutually assured destruction facing the members of the union.

The more appropriate debate would focus on a strategy for saving the economies of the euro zone. The current pressure to solve the crisis through “more Europe” currently comes not from the voters, but from “the European Central Bank and global investors.”<sup>[1]</sup> Investors must not be thought of just as those with economic interests, but also those with concerns of broad transnational interests, including human rights and international legal norms, for whom their work is a full time investment in a transnational vision of the future they passionately hold and therefore can be referred to as “transnationalists.” The real debate, then, is not how or whether to save the euro, but over the future governmental structure of Europe.

Within this debate there would be two polar opposites. The rabid supporters of the “save the euro” campaign would be those who created it, the unelected transnationalists: Eurocrats, academics, NGOs, international foundations, international corporations, and the like. The rabid supporters of the “dump the euro” campaign would be the nationalists: a likely majority of the voting citizens of European countries who are by growing numbers identifying themselves as “very attached” to their country as the “European” identity stagnates.<sup>[2]</sup>

If the transnationalists win, then a strengthened European government will lead towards greater supranational governance and a “European” identity at the loss of more sovereign governance and identity of individual nations. If the nationalists win, then the individual nations will become “liberated” from the central European governance structure and regain much of their previous ownership of self-determination lost to the EMU.

There is little compromise for the pan-Europe vision of transnationalists. Their success requires national interests become subservient to a euro zone-wide institution regulating the fiscal and monetary policies of all EMU members; anything less gives Europe either its current crisis, or a euro-free Europe. And with the euro identified by Europeans as the most important element of the European identity, the crisis has become an existential challenge for those invested in the project of a European identity and government.<sup>[3]</sup>

### **The Winners and Losers of the EMU**

An optimum currency zone has a set of criteria that make it optimum. One way in which a currency zone becomes optimal is when the interactions between members are characterized by complementarities. The EMU was therefore designed on a rules-based framework predicated on complementary interaction. Yet the way the EMU has worked thus far as created economic winners and losers because members have acted in contradictory ways.

Greece, for example, cooked its books for its own gain and later its people protested the terms of financial assistance to correct the impact of their fraudulence on others. Germany, too, has acted contradictory to the interests of others by keeping its domestic wages down to prioritize its exports and maintain its high employment while demanding measures of Greece that worsen its already dreadful unemployment and exporting industries.

Germany has been able to keep its wages low because devaluation, which could be used to affect wage pressures, has been ruled out. Thus, the only mechanism remaining in the union to affect prices is the competitiveness of exports. Germany, because of its political strength and creditor status in the union, has been able to shore up its exporting strength relative to other EMU members and, naturally, seeks to protect its position even though it has negative consequences for EMU members and therefore the EMU economy.

The reality of winners and losers has meant that, within the union, the level of policy analysis has been done on the national level, positioning nations as the key players, reinforcing the importance of the nation and making the adoption of policies geared towards integration incredibly difficult.

One of the creators of winners and losers in the EMU has been inflation, which is normally controlled by the willingness of governments to allow unemployment in deficit regions of their territory. But a common currency zone like the EMU cannot prevent both unemployment and inflation among its members. The inability of the EMU to regulate employment and price levels is one reason for the winners and losers outcome.

Another creator of winners and losers is that when member states act in self interest, they produce a random aggregate outcome that affects other members in different ways. The interaction of these policies is crucial for



attaining, simultaneously, stable prices, balanced growth, and high employment. The Stability and Growth Pact of 1998 stipulates how each country ought to regulate, but where it matters at the aggregate level, the result is only the incoherent mix of essentially random processes of member countries. This means that national fiscal and monetary policy cannot be used to address EMU fiscal and monetary issues because this incoherent mix is unable to be marshaled to address challenges. Therefore, when decisions are made in the context of national constituencies, as they are in the EMU, the ability to achieve a optimal mix of prices, growth, and employment, becomes impossible.

In 2010, for example, the price level index for household consumption ranged across the EMU from a little over 70 to a little over 120 on Eurostat's index, while growth rates among EMU states ranged from the negative to the positive and uneven employment rates spread across the union. This wide spectrum of results is an inevitable outcome for a suboptimal currency zone predicated on the optimal currency zone model.

### **The Difficulty of Governing on Two Levels**

Every euro spent by national governments *at the national level* adds to the aggregate demand *at the euro level*; the two levels are neither independent of each other nor shielded from one another. The national allocation of resources therefore has ramifications for all euro zone customers that need to be internalized by aggregate stabilization policies, such as those being discussed today to stem the crisis.

However, the amount of national government spending at the euro level represented little more than 1% of the EU members' combined GDPs. Yet, stabilization at the euro level itself can only work if the definition of total expenditure applies to itself. This gets to the heart of the economic component of the crisis: how can the EMU stabilize if its "total expenditure" is referred to as a percentage of an aggregate of independent nations?

The only answer thus far, and it is the consensus pick of the transnationalists, is greater centralization of policy and regulation. This will not be sufficient, though because a bigger role for the central authorities in providing public goods will be necessary as well, further shrinking that which is considered the national domain.

An effective stabilization strategy is one that finds the optimal equilibrium of stable prices, balanced growth, and high employment through fiscal and monetary policy. The ability to achieve this relies on an actor who has the legitimacy to determine the policy mix or the optimal equilibrium. Yet as we see, there is not one authority that has the ability or right to set such policy and implement it. In fact, the reason for this is that no one authority exists who reflects a European consensus. Going one step further, no one European consensus exists either, because, of course, different countries have different views on the optimal policy mix and equilibrium.

An important component of the optimal policy mix is the provision of public goods, which in Europe includes significant welfare systems unique to each country. These systems are paid for through national taxation of the citizens who elect the governments who make the decisions of how to allocate these revenues. Countries have different preferences than others; thus we see different reactions to government austerity measures in, say, Greece and Portugal, where one countries reacted with massive and violent demonstrations while the other received the cut backs peacefully and quietly. Integration would produce coherent fiscal and monetary policies if it included a single policy on the provision of public goods, but the reactions of Greeks and Portuguese to austerity exemplifies just how dramatic the differences of opinion are across the euro zone.

Delivery of public goods is not the only governance issue to find dissimilar policies across the union. The very size of the public sector itself is also quite different. Public spending in 2010 ranged from 41% of GDP to 67% across the EMU. This represents a significant discrepancy across the euro zone between individual member states. Within this range of public spending lies the reality that the same sense of social fairness, justice, and role of government is not shared across the EMU, and these contradictory forces will keep the union split on formulating the singular policy necessary to make a currency union viable.

Consider a long-lived currency zone: the United States. Imagine if the same negotiation process going on now between EMU members was the same process used to allocate federal funds in the United States to smooth out the internal "US Dollar Union." If the seventeen-member EMU cannot find cohesion, imagine the level of cohesive difficulty faced by the fifty states. It is also understandable why the US does so much for low-income

Americans while doing so little for low-income Mexicans. The reason is nationalism, and it inspires Americans to prioritize their own over those living in other countries. The same dynamics occur in Europe.

### **Countries Compete, Even Members of a Union**

Another important factor is highly mobile factors of production. As factors become, albeit slowly, more mobile in the EMU, it will prove increasingly difficult for any state to achieve their redistribution goals independently of other states; attempts to redistribute within states will drive out mobile factors in search for lower burdens from redistribution.

Redistribution affects various states in America, but it does not affect the overall American economy in the same way because factors of production move within America, thereby remaining in the same national economy. In Europe, this mechanism becomes a major threat to national economies and nations' abilities to achieve their redistributive policies, especially with the expansion of the European Union to include a large number of low per capita income member states. The effect is a different sort of redistributive force that threatens to level incomes across EMU member states by lifting up poor countries and bringing down richer countries. It may take time for this to occur at meaningful levels, but it is another example of the EMU creating winners and losers.

A ramification of this winners and losers reality is that, although not unique to a European supranational system (the same phenomenon is seen in European nations themselves, especially Spain), taxpayer resentment toward being a high net contributor is generally widespread in the richer EMU states. It was prevalent in the Dutch referendum and public sentiment during the French presidential election, and has dominated German politics for a long time. The idea of sacrificing for an international union, as Germany and the AAA-rated countries would need to do to save the euro, is a meaningless concept when faced with unavoidable divergent national priorities, as those of Greece, Spain, and others no doubt are. Yet if Germany and the other AAA-rated countries make sacrifices, and the union is preserved, those making the sacrifices will not only feel economic pain, but national pain as well as other countries increasingly dictate their options for self-governance.

### **The Wrong People are at the Helm**

The policy convergence needed across the EMU to secure the euro zone is daunting. In order to achieve convergence, a process of political justification is needed between EMU member country citizens as opposed to transnationalists. However, the current venue for EMU debate is isolated among a small, unrepresentative, and unaccountable group of whom many are isolated from the individual member country politics who are having their own debates. Such an arrangement prevents the realization of a "European" consensus needed to solve the euro crisis, no matter how it turns out. The ways in which policies are debated and implemented dictate their success. The EMU, absent a democratic political process involving the revenue base, is therefore in crisis.

An obvious solution would be to engage multiple levels of society, including those outside governments and bureaucracies, in an open, EMU-wide discourse to generate a European consensus. Legitimacy is the wellspring of government power, and is a necessary prerequisite for effective economic policy. Without collective acceptance of the decisions and rules enacted that effect investment, savings, taxes, consumption and spending, the optimal allocation of resources is impossible. Therefore, key questions for the euro crisis include what source deserves the legitimacy to determine policy, and how it should be implemented.

To this point, the Europe-level bureaucracy and select national leaders have played the source of legitimacy and the implementer, but the masses have not exactly agreed with this arrangement. One only need consider that it was European bureaucrats, not voters, who ousted elected officials in Greece and Italy and replaced them with technocrats whose allegiance is stronger to Brussels than their national constituencies.

Of the many lessons history teaches, surely one is that nationalism is a powerful motivator and should not be underappreciated. The current debate surrounding the euro crisis, and the tactics being outlined to resolve it, are despite history's warnings missing a crucial component: an appreciation of the role nationalism is playing in perpetuating the euro crisis.

## Nationalism, Front and Center, the Key to Resolving the Crisis

When a country is made to suffer because of the actions of another country, the two will likely find themselves in some sort of conflict. When they are bound together, preventing either from doing what they most desire, that conflict deepens. This, thus far, is the experience of the euro.

In one example, negotiations between two parties trying to form a government in the Netherlands broke down because of a disagreement over whether to accept the austerity requirements set by euro negotiations. If the EU is able to split a nation, surely split nations will split the euro.

In another example, at the onset of the crisis and through its early stages, Germany insisted that Greece should not be helped despite the desire of many in the EMU to assist Greece, setting the standard that within the EMU there exists no solidarity. Later, as it became clear the EMU was in critical condition, acting in its own interest to protect its export-driven economy that benefits so much from the euro, Germany changed its mind.

Germany is now in the process of changing its position on supervision and enforcement of EMU member fiscal policy, but it is doing so in a way that perpetuates the divergence in individual member nation economic performance and thus divergent national interests. Wiser people will therefore put nations at the center of the debate.

The importance of nations is, however, distinctly avoided by the leading proponents of the EMU because acknowledging its significance would pull the average European, likely in opposition to deeper fiscal and monetary integration in the name of other nations, into the discussion. Yet only once the role of the nation is determined can the future of the euro be resolved.

The outcome of this discussion may not be as dreadful as those who avoid it fear. The result could very well be a smaller EMU comprised of those countries most committed to its existence. Commitment is a crucial factor in whether or not a challenge will be met, and it is quite clear that EMU members come to the table with varying degrees of commitment. Given the massive and existential compromises that nations wishing to join in an optimal currency union must make, it seems only logical that those unwilling to make such compromises will spoil the experiment for others. Therefore, a membership comprised of only those truly committed to the union's success seems far more desirable than the current half measures that have kept the crisis flourishing.

The current approach, however, is instead focused on how to keep everyone in, even as this approach threatens to bring the economic ceiling crashing down on all those who stand under and around it. Not everyone is on the same page, and everyone need not be on the same page. The way the transnationalists approach this issue puts the horse before the cart, and are therefore they are unlikely to provide the economic stability and prosperity they seek. For their sake, and for the sake of Europe, they must recognize that nationalism exists and is as relevant as ever.

---

[1] Howard Schneider and Michael Birnbaum, "As euro problems fester, ECB eyes a more perfect economic union." *The Washington Post*, June 4, 2012

[2] Report: "New Europeans." *Special Eurobarometer*, European Commission, April 2011.

[3] Ibid, "New Europeans"

## A federal Europe may be a pipe dream

31 August 2012

[La Repubblica](#) Rome



**At the whim of their leaders, more and more countries, beginning with Germany, are foregoing their projects for a federal Europe. But this is making room for some unique alternatives, such as a Club of Mediterranean countries or a Latino Union, notes the doyen of the Italian press.**

[Eugenio Scalfari](#)

The game being played in Europe is very complex. Around the table, there are only four players: Italian President Mario Monti, European Central Bank chief Mario Draghi, the Bundesbank, the German Central Bank and German Chancellor Angela Merkel.

They each have their own strategy and alliances can shift as the game progresses. If the outcome is positive, the Italian and Spanish spread [the difference between their sovereign bond yields and those of Germany] will shrink, their sovereign debt will cost less to service and, mostly, it will result in a commitment that Monti can transmit to the government that will issue from the next elections, expected between November and April.

This commitment will have a very high value in the eyes of the markets and will re-enforce the positions of Mario Draghi and Angela Merkel against the Bundesbank hawks and the political forces that support them.

On September 6, the ECB governing council is expected to make a decision on the bailout plan. Monti, for his part, should announce his decisions in the following days. By the end of September, this problem should be definitively resolved.

### *Towards a federal Europe*

There is another, even greater, problem – that of the political and institutional context of this "unconventional" intervention by the ECB. It is the question of eventually moving away from a confederation of governments towards a federal Europe.

In other words, this consists of a "relinquishing of sovereignty" by national governments in favour of the federal bodies of the European Union. These include the already existing bodies that, in any case, will have to be reformed, as well as new ones that will undoubtedly have to be created in addition to the structures of the EU.

A few weeks ago it seemed that Angela Merkel was betting on the birth of a federal Union. French President François Hollande's position was not yet clear, but it was hoped that France would finally also recognise the need for this solution in a now globalised world.

If we bring it up again today, it is because there has been a new development: the idea of a federal Europe has vanished from the scene – the chancellor no longer talks about it – the question of the handover of sovereignty

is now limited to the budget pact and the decision of the German Constitutional Court on the European Stability Mechanism (ESM) is imminent.

Even the feasibility of a banking union and of unified monitoring, not under the stewardship of the national banks, but entrusted to the ECB, is in doubt.

### *Getting back on track*

In short, there is a clear withdrawal from a project that was, certainly, very difficult to implement in a continent divided by a wide variety of languages, ethnic groups and traditions but absolutely necessary if Europe is not to fall into total political insignificance. How can this back-pedaling be explained? And what is to be done to put this project back on track?

Angela Merkel has probably understood two things that she had neglected or under-evaluated a few months ago. The first is that a large majority of her people do not approve of a domineering Germany foisting policies on a Europe in which all member states, including Germany, would have to cede significant portions of sovereignty.

The Germans prefer to make profitable deals and to maintain their industrial and financial superiority over Europe but refuse to exercise a political domination that would imply considerable responsibilities and a partial renunciation of national independence.

The second regards the resistance of many other countries to the federal idea, beginning with France, the northern and the eastern countries – with those not in the eurozone, such as the United Kingdom and Poland – leading the pack.

The project, therefore, seems stuffed at the back of a drawer, apart from some relinquishing of sovereignty as concerns the European budget, some fiscal policies, defending the single currency, which, lacking the political context, will never have the strength required of a reserve currency.

### *Thinking the unthinkable*

Abandoning this project, however, opens other avenues of negotiation and fosters initiatives that would otherwise be unthinkable. It allows, for example, those countries interested in a federal Europe to federate among themselves. The threat, bandied about in the past by Germany – "we are moving forward, too bad for the others" – when the talk concerned a two-speed currency union, could now, on the question of giving up political sovereignty, be used against it.

Should Italy, Spain, Portugal, Ireland, Austria, or just the first three of these, create or rather relaunch, a Mediterranean Club with its own rules and common institutions that would maintain a presence in the European Union and in the eurozone, not as individual states but as a club, the repercussions would far-reaching, even very far-reaching.

I pursue my example. What if the club countries established consultative and friendly economic and political relations with the other Mediterranean countries – Algeria, Morocco, Libya, Egypt, Israel, Turkey – relations that already exist but that would be embodied not by the countries that compose the club, but by the latter as a single partner?

What if, in addition, similar accords were signed with the entire Latino area of South and Central America, principally Argentina, Brazil, Uruguay and Mexico?

### *New horizons*

Argentina and Brazil have already indicated their willingness to study and to establish relations of this type. Could not a Mediterranean club take the initiative in this direction?

If interests and imagination suggest new horizons, it is also possible for a federal Europe to get back on track. Dreams are sometimes a necessity in order to confront harsh reality.

I would like to mention one last point regarding a federal Europe.

Should it, sooner or later, come into being, it would then be necessary to implement some important institutional reforms:

1. The European Parliament must be elected on a European-wide and not on a national basis.
2. Referendums concerning European issues should be submitted to the vote of the European people and not to each of its member states.
3. The international structure of a federal union must be presidential, modelled on the United States, in which the president is elected and appoints a federal government; in which the parliament monitors government action including the appointments of high-level federal officials as well as laws regarding the budget, expenditure and receipts; in which there is a Constitutional Court to uphold the Federal Constitution.

When the state is the size of a continent, and what's more, in a globalised world, the role of democracy is to ensure rapid decisions, the visibility of the leader representing the continent, and citizen participation. The foundations of this edifice are based on the separation of powers.

These are clearly far away goals, but the people must be aware of them and must discuss them so as to prepare for their eventual attainment.

## In a Ban, a Measure of European Tolerance

NYT By [STEVEN ERLANGER](#) and [ELVIRE CAMUS](#)

PARIS — During a recent protest in Marseille, seven people were suddenly surrounded by the police, bundled into a van and brought in for questioning. Their offense was not the demonstration itself but the balaclavas they were wearing, a violation of the French law [banning full-face veils](#) in public places, passed in April 2011.

The demonstration was against the conviction of the feminist Russian punk band Pussy Riot, hence the balaclavas, but the law was aimed at what Nicolas Sarkozy, then the president, considered a rise in Islamic extremism in [France](#).

From the beginning, critics warned that the law, in addition to depriving Muslim women of their rights, would further inflame tensions already raised to a high pitch by the economic crisis, riots and lingering fears of terrorism, on one side, and accusations of racism on the other. A little more than a year later, however, defenders and critics agree that the actual impact of the law has been far less dramatic than the politicized prologue, largely because of tolerance from most Muslims and the police.

France's experience with the so-called [burqa](#) bill is in many ways a proxy for the country's — and Europe's — [ability to integrate its Muslim population](#), the largest on the Continent. The Belgian government hopes to enact a similar ban on the niqab — which covers every part of the face except the eyes, and is popularly and mistakenly called a burqa — and the Dutch government has said it hopes to pass such a law next year.

Since the law went into effect, 425 women wearing full-face veils have been fined up to 150 euros (\$188) each and 66 others have received warnings, said Pierre-Henry Brandet, spokesman for the Interior Ministry. But even the police concede that they rarely enforce it, having no desire to further increase tensions. In “the great majority of cases,” Mr. Brandet said, women lift their veils when the police ask in what he called “a serene and respectful way on both sides.” Some women who wear the niqab say that for the most part the police know them and leave them alone.

But the issue does flare up occasionally. During the Muslim holy month of Ramadan, on the evening of July 24, a young woman outside a storefront mosque in Marseille refused to lift her veil and resisted the police. The confrontation was joined by several dozen bystanders outside the mosque, known for its Salafist preachers.

Police reinforcements were called to quiet the outburst, the most violent since the law was passed, and four people were arrested. The incident, combined with another on Aug. 4 in Roubaix, near Lille, where a policewoman was bitten, seemed to reflect pent-up anger about the treatment of Muslims among more militant and conservative branches of Islam.

It was to avoid accusations of discrimination that the Sarkozy government originally wrote the bill as a security measure, proscribing anyone from wearing clothing “intended to hide the face.” But it also set prison terms for anyone forcing another to wear the full-face veil, a measure clearly aimed at Muslims.

Defenders of the law, which has been popular with the public, said that France needed to protect its “republican values” of secularism in the public space; many also said that France's Muslims, immigrants and French-born, must accept French norms. Some said that the law protected Muslim women from religious extremism and gave them freedom of choice, rather than taking it away.

Mickael Boucheron, of the union UNSA Police, said that the recent incidents in Marseille and Roubaix “highlight the doubts our unions mentioned” during the debate on the law, including the risk of stoking tension between the police and Muslims, many of whom live in poorer areas and already feel discriminated against.

Kenza Drider, an outspoken critic of the law, continues to wear the niqab as part of what she considers her religious duty as a married Muslim woman. A convert, she is the mother of four children and considers the law discriminatory and “completely ridiculous.”

When asked by the police to remove the veil she does so, but then immediately replaces it. Recently, at a police station, an officer told her that she was not allowed to wear the niqab in public places — like the police station. “So write me up for another fine,” she responded. The policeman gave in, she said, understanding that the play could have gone on indefinitely.

She continues to walk around her hometown, Avignon, with the niqab, and in general, she said, the police now know her and wave at her instead of arresting and fining her.

Hind Ahmas, 33, has worn the niqab for eight years against the wishes of her family, who immigrated from Morocco. Even after the law was passed, “not once did it occur to me” to remove the veil, she said in a telephone interview from her home in the Paris suburb of Aulnay-sur-Bois. “I feel like France has decided to boycott some human rights,” she said.

“This law has made my life miserable,” said Ms. Ahmas, the divorced mother of a 5-year-old girl. It is not the fines that upset her, but the way ordinary people now feel they can confront her. “I’ve been spat at, honked at from cars and also beaten,” she said. “I was assaulted while I was carrying my daughter in my arms.”

As a mother, Ms. Drider said, “I hate this law from the bottom of my heart because of the way my children look at France now.”

But most of the women who wear the niqab — about 2,000 out of a French population of more than 65 million, the Interior Ministry estimates — are not as outspoken.

“They limit their moves and stay in their own neighborhood,” said M’hammed Henniche, secretary general of the private Union of Muslim Associations of Seine-Saint-Denis, while others have reluctantly removed the veil in public places.

A few women construct a full-face veil out of a hijab, or head scarf, in combination with other scarves that can be quickly removed or replaced. Some women wear caps and sunglasses to complete the covering but in a way that appears secular or even fashionable.

Mr. Henniche opposed the niqab ban as a political effort to “stigmatize a community,” he said, but he has counseled French Muslims to obey the law and work for repeal.

A French businessman of Algerian origin, Rachid Nekkaz, has offered to pay any fine incurred for wearing the niqab. So far he has paid 412 fines totaling more than \$60,000, plus \$16,000 in legal fees. But many Muslim women who wear the veil simply stay home, he says, adding: “The law was meant to protect women but it has imprisoned them instead.”

Ms. Ahmas is appealing an arrest and fine to France’s highest court, hoping then to question the law’s validity before the European Court of Human Rights on the grounds of religious freedom. Such an appeal could take several years.

Mr. Henniche expects the Socialists to work to appease the Muslim community, which voted heavily for the party. But there are other issues on his plate, he said — not enough mosques or Muslim cemeteries for a population that is estimated at close to six million.

He cited an Arab proverb, “A problem makes you forget a problem.” In the last year, there have been controversies over the height of minarets, and halal fast food, and prayers in the streets when mosques overflow, and halal meals in schools, and the right of foreigners to vote in local elections, he said. Given those polemics and tensions, he said, repealing the burqa ban “can wait until later.”

But when he visits London, Mr. Henniche said, the first thing he notices is the number of women wearing the niqab walking freely on the streets. “I think, ‘Whoa, it’s an open country, English people are open,’ ” he said. “Such tolerance is a good thing.”

Steven Erlanger reported from Paris, and Elvire Camus from Paris and Aubervilliers, France.



## Staying Power

By CHRISTOPHER BUCKLEY

### MORTALITY

By Christopher Hitchens

104 pp. Twelve. \$22.99.

Christopher Hitchens began his memoir, “Hitch-22,” on a note of grim amusement at finding himself described in a British National Portrait Gallery publication as “the late Christopher Hitchens.” He wrote, “So there it is in cold print, the plain unadorned phrase that will one day become unarguably true.”

On June 8, 2010, several days after the memoir was published, he awoke in his New York hotel room “feeling as if I were actually shackled to my own corpse. The whole cave of my chest and thorax seemed to have been hollowed out and then refilled with slow-drying cement.” And so commenced an 18-month odyssey through “the land of malady,” culminating in his death from esophageal cancer last December, when the plain unadorned phrase that had prompted him to contemplate his own mortality became, unarguably, true. He was 62 years old.

“Mortality” is a slender volume — or, to use the *mot* that he loved to deploy, *feuilleton* — consisting of the seven dispatches he sent in to Vanity Fair magazine from “Tumorville.” The first seven chapters are, like virtually everything he wrote over his long, distinguished career, diamond-hard and brilliant. An eighth and final chapter consists, as the publisher’s note informs us, of unfinished “fragmentary jottings” that he wrote in his terminal days in the critical-care unit of the M. D. Anderson Cancer Center in Houston. They’re vivid, heart-wrenching and haunting — messages in a bottle tossed from the deck of a sinking ship as its captain, reeling in agony and fighting through the fog of morphine, struggles to keep his engines going:

“My two assets my pen and my voice — and it had to be the esophagus. All along, while burning the candle at both ends, I’d been ‘straying into the arena of the unwell’ and now ‘a vulgar little tumor’ was evident. This alien can’t want anything; if it kills me it dies but it seems very single-minded and set in its purpose. No real irony here, though. Must take absolute care not to be self-pitying or self-centered.”

“The alien was burrowing into me even as I wrote the jaunty words about my own prematurely announced death.”

“If I convert it’s because it’s better that a believer dies than that an atheist does.”

“Ordinary expressions like ‘expiration date’ . . . will I outlive my Amex? My driver’s license? People say — I’m in town on Friday: will you be around? what a question!”

Fans of the movie “Withnail and I” will recognize “arena of the unwell” and “vulgar little tumor.” Readers of his 2007 atheist classic, “God Is Not Great,” will get the frisky “convert” bit; more than a few of the pages in “Mortality” are devoted — as it were — to a final, defiant and well-reasoned defense of his non-God-fearingness.

As for the “jaunty words,” those are of course from Chapter 1 of the memoir whose promotional tour was so dramatically interrupted by the tap-tap-tap of the Reaper. Self-pity? Those of his friends (I was one) who witnessed his pluck and steel throughout his ghastly ordeal will attest that he never succumbed to any of *that*.

“To the dumb question ‘Why me?,’ ” he writes, “the cosmos barely bothers to return the reply: Why not?” He was valiant to the end, a paragon of British phlegm. He became an American citizen in 2007, but the background music was always “H.M.S. Pinafore”: “He remains an English *man*.” (Emphasis mine.)

“Mortality” comes with a fine foreword by his longtime Vanity Fair editor and friend Graydon Carter, who writes of Christopher’s “saucy fearlessness,” “great turbine of a mind” and “his sociable but unpredictable brand of anarchy that seriously touched kids in their 20s and early 30s in much the same way that Hunter S. Thompson had a generation before. . . . He did not mind landing outside the cozy cocoon of conventional liberal wisdom.”

Christopher’s devoted tigress wife, Carol Blue, contributes a — I’ve already used up my “heart-wrenching” quota — deeply moving afterword, in which she recalls the “eight-hour dinners” they hosted at their apartment in Washington, when after consuming enough booze to render the entire population of the nation’s capital insensible, Christopher would rise and deliver flawless 20-minute recitals of poetry, polemics and jokes, capping it off saying, “How good it is to be us.” The truth of that declaration was evident to all who had the good fortune to be present at those dazzling recreations. Bliss it was in those wee hours to be alive and in his company, though the next mornings were usually a bit less blissful.

“For me,” he writes in “Mortality,” “to remember friendship is to recall those conversations that it seemed a sin to break off: the ones that made the sacrifice of the following day a trivial one.” In support of this, he adduces several staves of William Cory’s translation of the poem by Callimachus about his beloved friend Heraclitus:

*They told me, Heraclitus; they told me you were dead.*

*They brought me bitter news to hear, and bitter tears to shed.*

*I wept when I remembered how often you and I*

*Had tired the sun with talking, and sent him down the sky.*

He was a man of abundant gifts, Christopher: erudition, wit, argument, prose style, to say nothing of a titanium constitution that, until it betrayed him in the end, allowed him to write word-perfect essays while the rest of us were groaning from epic hangovers and reaching for the ibuprofen. But his greatest gift of all may have been the gift of friendship. At his memorial service in New York City, 31 people, virtually all of them boldface names, rose to speak in his memory. One selection was from the introduction Christopher wrote for the paperback reissue of “Hitch-22” while gravely ill:

“Another element of my memoir — the stupendous importance of love, friendship and solidarity — has been made immensely more vivid to me by recent experience. I can’t hope to convey the full effect of the embraces and avowals, but I can perhaps offer a crumb of counsel. If there is anybody known to you who might benefit from a letter or a visit, do not *on any account* postpone the writing or the making of it. The difference made will almost certainly be more than you have calculated.”

One of the “fragmentary jottings” in the last chapter of “Mortality” is a brush stroke on Philip Larkin’s chilling death poem, “Aubade”:

“Larkin good on fear in ‘Aubade,’ with implied reproof to Hume and Lucretius for their stoicism. Fair enough in one way: atheists ought not to be offering consolation either.”

For a fuller version of that terminal *pensée*, turn to his essay on Larkin in his collection “Arguably”: “Without that synthesis of gloom and angst we could never have had his ‘Aubade,’ a waking meditation on extinction that unstrenuously contrives a tense, brilliant counterpoise between the stoic philosophy of Lucretius and David Hume, and his own frank terror of oblivion.” The essay ends with two lines from another Larkin poem that could serve as Christopher’s own epitaph:

*Our almost-instinct almost true:*

*What will survive of us is love.*

What discrepant parts were in him: the fierce tongue, the tender heart.

There is no “frank terror of oblivion” in “Mortality,” but there is keen and great regret at having to leave the party early. But even as he stared into the abyss, his mordant wit did not desert him:

“The novelty of a diagnosis of malignant cancer has a tendency to wear off. The thing begins to pall, even to become banal. One can become quite used to the specter of the eternal Footman, like some lethal old bore lurking in the hallway at the end of the evening, hoping for the chance to have a word. And I don’t so much object to his holding my coat in that marked manner, as if mutely reminding me that it’s time to be on my way. No, it’s the *snickering* that gets me down.”

In his first collection of essays, “Prepared for the Worst” (1988), he quoted Nadine Gordimer to the effect that “a serious person should try to write posthumously. By that I took her to mean that one should compose as if the usual constraints — of fashion, commerce, self-censorship, public and perhaps especially intellectual opinion — did not operate.”

He refers back to that in “Arguably,” the introduction to which he wrote in June 2011, deep in the heart of Tumorville. He was still going at it *mano a mano* with the Footman, but by then he was at least realistic about the odds and knew that the words he was writing might very well be published posthumously. As it turned out, he lived just long enough to see “Arguably” hailed for what it is — inarguably, stunning. What a coda. What a life.

He noted there that some of the essays had been written in “the full consciousness that they might be my very last. Sobering in one way and exhilarating in another, this practice can obviously never become perfected.”

Being in Christopher’s company was rarely sobering, but always exhilarating. It is, however, sobering and grief-inducing to read this brave and harrowing account of his “year of living dyingly” in the grip of the alien that succeeded where none of his debate opponents had in bringing him down.

In her afterword, Carol relates an anecdote about their daughter, then 2 years old, one day coming across a dead bumblebee on the ground. She frantically begged her parents to “make it start.” On reaching the end of her father’s valedictory *feuilleton*, the reader is likely to be acutely conscious of Antonia’s terrible feeling of loss.

Christopher Buckley’s latest novel is “They Eat Puppies, Don’t They?”

## Can Europe Survive the Rise of the Rest?

By *TIMOTHY GARTON ASH*

Oxford, England

WHO won the most [medals](#) at the Olympics? Europe. Who has the largest [economy](#) in the world? Europe again. And where do most people want to go on [holiday](#)? Europe, of course. On many measures of power, the European Union belongs with the United States and China in a global Big Three. Yet say that to officials in Beijing, Washington or any other world capital today and they would probably laugh out loud. As European leaders stagger into yet another round of crisis summitry, this potential superpower is widely viewed as the sick man of the developed world.

Why? The flawed design of the euro zone has made Europe's recession more acute than America's, and a collapse of the euro zone would drag the rest of the world economy down with it. But why haven't Europeans shown the political will to save the euro zone by moving toward closer fiscal and political union? What happened to the forces that drove the project of European unification forward over the last 60 years? And, if those have faded, where might Europeans find new inspiration?

As I recently [argued in Foreign Affairs](#), the five great drivers of European unification since the 1950s have now either disappeared or lost much of their energy.

First and foremost was the personal memory of war, and the mantra of “never again,” which motivated three generations of Europeans after 1945. But the last generation to have experienced World War II is passing on, and the collective memory is weak.

Second, the Soviet threat provided a powerful incentive for Western Europeans to unite during the cold war. And throughout the cold war, the United States was an active supporter of European integration, from the Marshall Plan to the diplomacy around German reunification. No longer. Try as he might, Vladimir Putin is no Joseph Stalin. And these days, the United States has other priorities.

Third, until the 1990s, the engine of European integration was the Federal Republic of Germany, with France at the steering wheel. Germans felt a powerful idealistic desire to rehabilitate themselves in the European family of nations — and had a hard national interest in doing so. For only by gaining the trust of their neighbors and international partners could they achieve German reunification. Now that national purpose has been accomplished, and European idealism has faded with the passing of the wartime generations. These days, Germany will no longer reach for its checkbook whenever Europe calls.

Fourth, the once captive nations of Eastern Europe are no longer uniformly passionate about the European Union even though their citizens have more recent memories of dictatorship, hardship and war. While Poland is one of the union's most vigorous advocates, Hungary and the Czech Republic are now among its most skeptical and contentious members.

Finally, the widespread assumption that “Europe” would mean a rising standard of living and social security for all Europeans has been badly dented by accumulated debt, aging populations, global competition and the crisis of the euro zone. Young Greeks and Spaniards hardly see those benefits today.

Nonetheless, even in the most skeptical countries there is a basic understanding that it is better to belong to a single market of 500 million consumers, rather than depend on a domestic one of 50 million, or fewer than 10 million — the size of half the European Union's current members.

And that is the beginning of the new case for European unification. While we Europeans should redouble our efforts to ensure that our continent does not forget its troubled past, the need for scale is the key to our shared future. The 21st-century world will be one of giants: weary old ones, like the United States and Russia, and

hungry new ones, like China, India, Brazil and South Africa. You do not need to accept the most [apocalyptic forecasts of European decline](#) to acknowledge that Europe is unlikely to remain the world's largest economy for long. In such a world, even Germany will be a small- to medium-size power.

If Europeans are to preserve the remarkable combination of prosperity, peace, relative social security and quality of life that they have achieved over the last 60 years, they need the scale that only the European Union can provide.

In a world of giants, you had better be a giant yourself: A trade negotiation between China and the European Union is a conversation between equals; one between China and France is an unequal affair.

A decade ago, Chinese policy makers took the European Union seriously as an emerging political force, a potential new pole in a multipolar world. Today, they treat it with something close to contempt. They look to Brussels only in a few specific areas, like trade and competition policy, where the European Union really does act as one. Otherwise, they prefer to deal with individual nations, as this week's reception in Beijing for Germany's chancellor, Angela Merkel, made clear.

The remedy lies in Europe's own hands. Were it to move beyond the resolution of the euro zone crisis into a closer fiscal and political union, then onto a genuinely common foreign policy, China would take it more seriously, as would America and Russia.

And Europeans should not entirely abandon the hope — faint though it looks today — that their pioneering version of peaceful integration between previously warring states could point the way for better “global governance” in response to shared threats like climate change and to the tensions that inevitably arise between rising and declining powers. For without enhanced cooperation on a global scale, the 21st-century world may come to look like the late-19th-century Europe of rivalrous great powers, writ large. At best, Europe could become not just another giant; it could offer the example of a new kind of cooperative multinational giant.

When Ms. Merkel's 19th-century predecessor Otto von Bismarck was shown a map of Africa by an eager German colonialist, the Iron Chancellor, dismissing the strategic value of faraway colonies, replied that the only map that mattered to him lay in Europe: “France is to the left, Russia to the right, we're in the middle — that's my map of Africa.” Today's Europeans need to adapt Bismarck's wisdom, declaring “China, India and Russia are to the right, America and Brazil to the left — that's our map of Europe.”

[Timothy Garton Ash](#) is a professor of European studies at Oxford University and a senior fellow at the Hoover Institution, Stanford University.

# Weidmanns Schlacht

FAZ 01.09.2012 · Der Bundesbank-Chef will verhindern, dass die EZB eine Notenbank nach italienischem Vorbild wird. Dafür erwägt er sogar den Rücktritt. Der Kampf um den Euro eskaliert.

Von [Lisa Nienhaus](#) und [Christian Siedenbiedel](#)

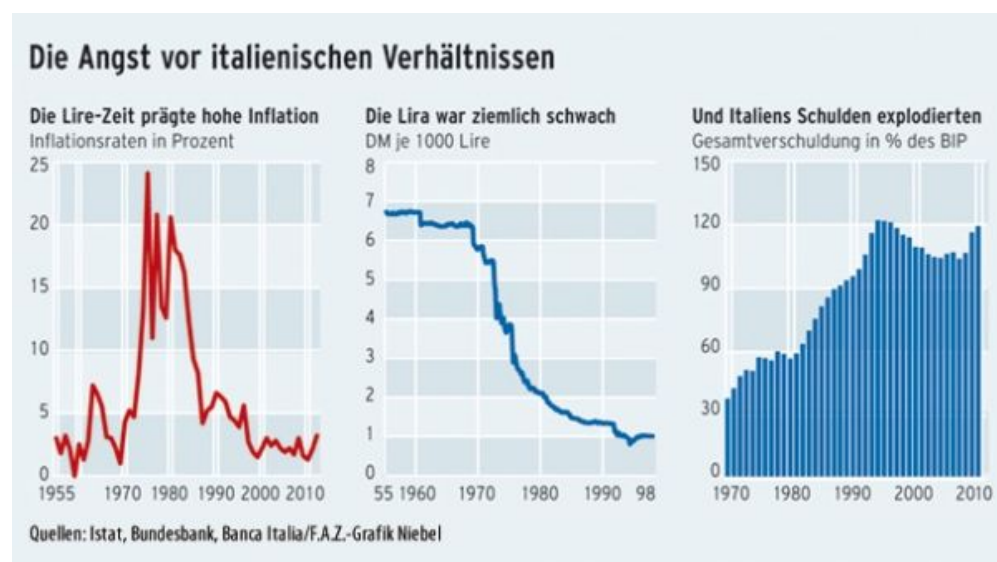


© ecopix/Foerster Und nun?

Die Öffentlichkeit ist seine stärkste Waffe, vielleicht seine letzte. Deshalb nutzt Jens Weidmann sie, so gut es geht. Er lässt die Welt darüber spekulieren, wie ernst es ihm noch ist mit seinem Job als Bundesbank-Chef. Pünktlich zum jährlichen Treffen der Notenbank in Jackson Hole sind am Freitag Rücktrittsüberlegungen bekanntgeworden. Eine Drohung? Eine Finte? Eine Ungeschicklichkeit?

Mehr als „Kein Kommentar“ ist von ihm dazu nicht zu hören, und sein Umfeld versichert fleißig, dass er auf jeden Fall weitermachen wolle. Er hat wohl tatsächlich mit Vertrauten seinen Rücktritt durchgespielt. Der Grund dafür ist auch offensichtlich. Die Europäische Zentralbank, in deren Rat er einen Sitz hat, steht vor einer Verwandlung, wie sie kein Bundesbanker gutheißen kann. Von der Notenbank nach deutschem Vorbild - unabhängig, staatsfern und mit dem ersten Ziel, Inflation zu verhindern - wird sie zur Notenbank, die sich gen Süden orientiert: Wie einst die Banca d'Italia soll sie massiv Staatsanleihen kaufen und es den Staaten damit deutlich billiger machen, sich zu verschulden. Und wie die Banca d'Italia in den siebziger Jahren rückt sie damit nah an die Politik und übernimmt Aufgaben, die die Exekutive selbst nicht mehr in den Griff bekommt. Die Gefahr einer solchen Rolle sieht man ebenfalls im Italien der siebziger und achtziger Jahre: hohe Inflation - zehn Jahre lang jährlich mehr als zehn Prozent - und eine schwache Währung, die stetig abwertet (*siehe Grafik*).

\_ 1/2 \_



© F.A.Z. Hohe Inflation, schwacher

Wechselkurs, explodierende Schulden

Mit seiner Stimme im Rat allein wird Weidmann diese Verwandlung nicht abwenden. Denn er steht mit seinem Protest ziemlich einsam da. Sogar sein deutscher Kollege im EZB-Direktorium, [Jörg Asmussen, hat sich zuletzt auf die Seite von EZB-Chef Mario Draghi geschlagen](#). Locker kann Weidmann bei geldpolitischen Entscheidungen im Rat überstimmt werden.

Doch trotz dieses geringen Stimmgewichts ist Weidmann ein starker Störfaktor auf dem Weg zur neuen EZB. Er ist mehr als ein unbedeutender Querulant. Er ist einer, der mit seinen Äußerungen die Märkte nervös machen kann und die Zinsen, zu denen Italien und Spanien Geld bekommen, in die Höhe treibt.

## **Bini Smaghi: „Weidmanns öffentlicher Dissens ist nicht tragbar“**

Lorenzo Bini Smaghi, bis vor neun Monaten Mitglied im EZB-Direktorium, formuliert das so: „Die häufigen öffentlichen Äußerungen der Bundesbank zur Geldpolitik sind unangemessen. Jens Weidmanns öffentlicher Dissens ist nicht tragbar.“

Dass Weidmann so ernst genommen wird, liegt nicht an seiner Stimme im Rat: Es ist nur eine von 23 - genauso viel Stimmrecht wie etwa der Notenbankgouverneur von Malta. Es liegt daran, dass er die stärkste Volkswirtschaft hinter sich hat und die öffentliche Meinung in Deutschland.

Das lässt auch die Kanzlerin nicht kalt, wie in diesen Tagen zu beobachten war. Nachdem bekannt wurde, dass Weidmann seinen Rücktritt erwogen hat, kam die Reaktion von Angela Merkel. Sie sagte, dass sie „Jens Weidmann natürlich als unserem Bundesbanker den Rücken stärkt, dass er möglichst viel Einfluss auch innerhalb der EZB hat“.

Die deutsche Kanzlerin als Unterstützerin - das hat mehr Gewicht als eine Stimme im Rat. Wenn sie die EZB-Verwandlung missbilligt, wird es schwierig für Mario Draghi. Kein Wunder, dass Ex-Zentralbanker Bini Smaghi sich empört: „Die öffentliche Unterstützung für Jens Weidmann, die die Kanzlerin vor wenigen Tagen geäußert hat, ist an der Grenze dazu, die Unabhängigkeit der Notenbank zu verletzen.“

Das zeigt: Das Mehrheitslager der EZB wird nervös, wenn Angela Merkel ins Spiel kommt. Es würde den Störer Weidmann am liebsten ruhigstellen, seine Einwände ins Hinterzimmer verbannen. Allzu große Sorgen um ihn sind allerdings eher unbegründet. Denn die Unterstützung der Kanzlerin für Weidmann geht keinesfalls so weit, dass EZB-Chef Draghi um seine Pläne fürchten muss. Vielmehr gibt Merkel Draghi Rückendeckung für sein Vorhaben, Staatsanleihen zu kaufen („Ich habe nach wie vor Vertrauen, dass die EZB auf der Grundlage ihres Mandats ihre Beschlüsse fällt“), was Weidmann in die Defensive manövriert.

## **Weidmann kann das Ruder nicht herumreißen**

Der Bundesbank-Chef kämpft also höchstens für kleine Veränderungen, für Mäßigung im Staatsanleihenkaufprogramm. Er wird es nicht schaffen, das Ruder in der EZB noch einmal herumzureißen. Die Richtung, in die die europäische Notenbank treibt, ist unverändert: Sie wird mehr und mehr zu einer Notenbank nach italienischem Vorbild.

Zum Beispiel die geplanten Anleihenkäufe. In Italien gab es bis 1981 eine unmittelbare Verbindung zwischen Notenbank und dem Schatzamt, das die italienischen Staatsanleihen auflegte. „Das Schatzamt legte die Obergrenze für die Zinsen der staatlichen Schulden fest“, erzählt Otmar Issing, Währungsexperte und früherer Chefökonom der EZB. „Alle Anleihen, die zu diesem Preis nicht abgesetzt werden konnten, musste die Banca d’Italia aufkaufen.“ Der italienische Staat verschuldete sich über die Maßen. Und die Geldmenge stieg immer weiter.

Zum Beispiel die Nähe zur Politik. „In Italien gab es traditionell eine schwache Exekutive mit wenig Macht und zu kurzem Atem, um entscheidende Reformen durchzusetzen“, erzählt Martin Lück, Europa-Volkswirt der UBS. „Dieses Machtvakuum hat die Banca d’Italia ausgefüllt.“ Die Zentralbank steuerte in Italien maßgeblich die Wirtschaftspolitik. Ähnlichkeiten sieht Lück in Europa. Es gibt keine Regierung auf der europäischen Ebene, die wirksame wirtschaftliche Reformen in den europäischen Ländern durchsetzen kann, etwa

durchgreifende Sparprogramme in Griechenland oder einen noch größeren Rettungsschirm. „Die EZB füllt dieses Machtvakuum nun aus.“

## **Das Schreckensszenario: eine Währungsunion nach dem Modell Lira**

Die Folgen kann man ebenfalls im Italien der siebziger und achtziger Jahre beobachten: eine schwächelnde italienische Lira und hohe Inflation. Die wurde so stark, dass Politiker immer wieder planten, drei Nullen auf den Geldscheinen zu streichen. Ein christdemokratischer Senator in Rom griff zu einem drastischen Vergleich: Italiens Staatsverschuldung in Lire ausdrücken zu wollen sei etwa so lächerlich, „als wollte man die Entfernung zwischen Mailand und Rom in Zentimetern und Millimetern messen“.

Das ist des Bundesbankers Schreckensszenario: Aus der Währungsunion mit einem stabilen Euro würde eine Währungsunion nach dem Modell Lira. „Italienische Währungsunion“ hat Jörg Krämer, Chefvolkswirt der Commerzbank, das getauft und hält es für die wahrscheinlichste Entwicklung. „Eine solche italienische Währungsunion kann lange Bestand haben - fünf, vielleicht sogar zehn Jahre“, sagt er. Am Anfang sind die Folgen schließlich ganz angenehm: Südeuropa hat weniger Schwierigkeiten, weil die Inflation auch die Schulden der angeschlagenen Staaten entwertet. Und in Ländern wie Deutschland wird die Wirtschaft zunächst eher beflügelt. „Am Ende aber werden die Menschen die negativen Folgen einer italienischen Währungsunion zu spüren bekommen: Die Inflation zehrt Ersparnisse auf, die zuvor künstlich angefachte Konjunktur bricht ein, und die Arbeitslosigkeit steigt.“

Italiener sehen das natürlich etwas weniger dramatisch. „Die Deutschen sind besessen von Inflation, obwohl sie sie in der jüngeren Vergangenheit überhaupt nicht erlebt haben“, sagt Bini Smaghi. „Italiener sind zuversichtlicher, obwohl sie Inflation aus den siebzigern kennen.“ So sind sie auch zuversichtlicher, dass die neue EZB funktioniert. „Man braucht das richtige Maß an Angst“, findet Bini Smaghi. „Deutsche haben wahrscheinlich zu viel, Italiener zu wenig.“

Jens Weidmann auf jeden Fall hat Sorge. Da kommen die Spekulationen um den Rücktritt und die abermalige Rückendeckung der Kanzlerin zum besten Zeitpunkt. Kommenden Donnerstag stellt Draghi im Rat erste Details des Anleihekaufprogramms vor. Auch wenn die Entscheidung darüber womöglich noch ein paar Tage verschoben wird: Weidmann muss jetzt handeln, wenn er irgendetwas verhindern will - und sei es auch nur den schlimmsten Exzess.

Quelle: F.A.S.

### **Frankreich**

## **Zurück in die Zukunft**

FAZ 30.08.2012 · François Hollande sieht sich unter Handlungsdruck und treibt die Regierung zur Eile - vor allem im Kampf gegen die hohe Jugendarbeitslosigkeit. Dabei setzt Frankreichs Präsident auf Maßnahmen aus der Vergangenheit.

Von [Michaela Wiegel](#), Paris

Den Vorwurf, er tue nichts, will François Hollande nicht länger auf sich sitzen lassen. Er treibt die Regierung zur Eile, vor allem im Kampf gegen die hohe Jugendarbeitslosigkeit. Die jüngsten Beschäftigungszahlen haben Frankreich aufgeschreckt: Das Land steuert auf drei Millionen Arbeitslose zu, junge Franzosen sind von der schlechten Arbeitsmarktsituation besonders betroffen.

Deshalb sieht sich Hollande, dessen Markenzeichen bislang Ruhe und Gelassenheit waren, unter Handlungsdruck. Den Abgeordneten verkürzte er die Sommerpause um zwei Wochen. Die



Nationalversammlung soll schleunigst - schon am 10. September über den Gesetzentwurf zu sogenannten Zukunftsarbeitsplätzen beraten, der jetzt von der Kabinettsitzung gebilligt wurde.

## **„Gefahr einer verlorenen Generation“**

Unter „Zukunftsarbeitsplätzen“ versteht der sozialistische Präsident staatlich finanzierte Beschäftigungsverhältnisse in Vereinen, gemeinnützigen Organisationen und im öffentlichen Dienst der meist von Sozialisten geführten Territorialverwaltungen. Die freie Wirtschaft ist von den „Zukunftsarbeitsplätzen“ ausgenommen. 100000 solcher Arbeitsverhältnisse sollen 2013 geschaffen werden, weitere 50000 sollen im Jahr darauf folgen. Es soll sich um Vollzeit-Verträge handeln, die entweder auf drei Jahre befristet oder unbefristet sind.

Arbeitsminister Michel Sapin erläuterte, dass die Jobs vorrangig schwer vermittelbaren Jugendlichen zugute kommen sollen. Sapin sagte, dass die Regierung damit gegen die Gefahr „einer verlorenen Generation“ kämpfe.

## **„Zukunftsarbeitsplätze“ eine Kopie**

Für die „Zukunftsarbeitsplätze“ soll der staatliche Mindestlohn (1425 Euro brutto) gelten; 1070 Euro davon werden aus der Staatskasse, also über Steuergelder finanziert. Die Vorsitzende des wichtigsten Arbeitgeberverbandes Medef, Laurence Parisot, kritisierte, dass die Privatwirtschaft nicht stärker einbezogen werde. Sie beklagte, dass die „Zukunftsarbeitsplätze“ wie eine Kopie der 1997 von der sozialistischen Regierung Jospin eingeführten „Jugendarbeitsplätze“ („emploi-jeunes“) wirkten.

Die staatlich subventionierten „emploi-jeunes“ hatten nicht dazu beigetragen, die strukturellen Ursachen der hohen Jugendarbeitslosigkeit in Frankreich zu beheben. 22,8 Prozent der Franzosen unter 25 Jahren haben keinen Arbeitsplatz, in sozial benachteiligten Wohngebieten steigt diese Zahl auf Werte um 40 Prozent.

Grund sind eine unzureichende Ausbildung und schlechte Schulbildung. Im OECD-Vergleich liegt Frankreich auf dem vorletzten Platz bei der Zahl der Schulabbrecher; etwa 20 Prozent jedes Jahrgangs verlassen die Schule ohne Abschluss. Zwölf Prozent der französischen Schulabgänger haben zudem eine gravierende Schreib-Lese-Schwäche.

Der sozialistische Bildungsminister Vincent Peillon versprach am Donnerstag nach Gesprächen mit den Lehrgewerkschaften, dass die Lehrer besser bezahlt würden, sobald die Haushaltslage dies zuließe. Noch in diesem Jahr hat Peillon die Schaffung von 1000 Lehrerstellen zugesagt. 2013 sollen insgesamt 22100 Lehrerplanstellen neu besetzt werden; die meisten davon werden durch Pensionierungen frei.

Quelle: F.A.Z.

## German and Italian Leaders at Odds Over Euro Plans

By *MELISSA EDDY* and *JACK EWING*

BERLIN — [Angela Merkel](#), the German chancellor, on Wednesday praised the progress that Italy's prime minister, [Mario Monti](#), has made in revamping his country's economy. But she also indicated there were limits to how much financial risk Germany was willing to bear in helping out its euro zone allies.

After a two-hour meeting with Mr. Monti in Berlin, Ms. Merkel said she was impressed by what she called the Italian government's "wide reaching" efforts to streamline the economy and cut government spending.

"I am personally convinced that these reform efforts will bear fruit, that they will improve Europe's overall competitiveness," she said.

Ms. Merkel has sought in recent weeks to shift the crisis narrative away from the financial burden being borne by German taxpayers, who remain leery of putting up more of their money for the sake of [the euro](#). Instead, as the crisis begins to drag on German growth, Ms. Merkel has been emphasizing the sacrifices that troubled countries like Italy and Greece have made, and emphasizing how Germany's economic interests are intertwined with theirs.

But even though the German and Italian leaders sought to present a united front on Tuesday, Ms. Merkel ruled out a proposal that Mr. Monti and some other European leaders have advocated as a way to increase the financial clout of Europe's permanent bailout fund, the European Stability Mechanism.

Mr. Monti and others have suggested that the E.S.M. could be granted a banking license, which theoretically would allow it to draw low-interest loans from the [European Central Bank](#). The E.S.M. could even issue bonds, and then post them as collateral for E.C.B. loans — in effect printing money. The appeal of that approach is that it would give the E.S.M. much more firepower, without direct commitments from E.U. member nations and the laborious approval process that has been required for each increase in the fund's size.

But Ms. Merkel said she agreed with Mario Draghi, the president of the E.C.B., that the rescue fund would not be eligible for central bank loans even if it had a banking license. She referred to a statement by Mr. Draghi this month that "the current design of the E.S.M. does not allow it to be recognized as a suitable counterparty."

Mr. Monti was undeterred. He praised Germany for taking a leadership role in the crisis and showing that each step takes time. But he left the door open for further discussion on the banking license issue, indicating that such a step-by-step approach could also be applied to the bailout funds.

"All of these issues must be viewed as a mosaic," Mr. Monti said after a two-hour meeting with Merkel. "All of these, the E.S.M., a banking license, are individual mosaic tiles that make up a complete picture."

Both leaders, who were meeting as part of round-robin European talks being held in recent weeks, face the two-pronged challenge of having to appeal to their own domestic audiences, weary of the crisis, while also trying to win back trust from markets more eager to see immediate results than long-term structural solutions.

Mr. Monti is also battling to drive down the debt of Italy, the euro zone's third-largest economy, after those of Germany and France, and spur growth through efforts that earned praise from the chancellor on Wednesday. Both leaders pointed to a government bond auction in Italy on Tuesday that raised €9 billion at rates considerably lower than a month ago.

"Markets are in the process of recognizing the successes," Mr. Monti said.

Meanwhile, Mr. Draghi, the E.C.B. chief, tried Wednesday to win German support, or at least acquiescence, for measures that are likely to put more German tax money at risk. In an article published by the weekly

newsmagazine Die Zeit, Mr. Draghi wrote that the crisis might require the E.C.B. to “go beyond standard monetary policy tools.” This was an apparent reference to proposals that the central bank buy government bonds to bring down borrowing costs for countries including Spain and Italy.

The E.C.B. is expected next week to announce details on how it will try to intervene in the bond market. But the plan has met vehement resistance from Jens Weidmann, the president of the German central bank, the Bundesbank. Mr. Weidmann and other critics have complained that E.C.B. bond buying could shift risk in weaker countries to taxpayers in healthier countries like Germany or Finland, who could end up having to reimburse the central bank for any losses.

In what amounted to an appeal to the German people, Mr. Draghi said that special measures might be needed “when markets are fragmented or influenced by irrational fears,” or when “monetary policy signals do not reach citizens evenly across the euro area.”

The E.C.B. has expressed concern that measures it has taken so far, including record-low official interest rates and more than €1 trillion in low-interest loans to banks, have failed to filter down to businesses and consumers who need credit. Data published Tuesday by the E.C.B. showed that loans to businesses and households declined steeply in July in the countries most in need of economic growth, including Greece, Spain, Portugal and Ireland.

“We have to fix such blockages to ensure a single monetary policy and therefore price stability for all euro area citizens,” Mr. Draghi wrote in Die Zeit. “This may at times require exceptional measures. But this is our responsibility as the central bank of the euro area as a whole.”

He also implicitly responded to critics at the Bundesbank and in the German Parliament who have said that European countries cannot share financial risk until they create a full political union, with centralized control over national government spending.

“Those who claim only a full federation can be sustainable set the bar too high,” he wrote. “What we need is a gradual and structured effort to complete” the European monetary union.

*Jack Ewing reported from Frankfurt.*

# Power Failures

## Germany Rethinks Path to Green Future

By [Stefan Schultz](#) in Bremerhaven

Germany's energy revolution is the government's only major project -- but the problems keep piling up. The pace of grid expansion is sluggish, and electricity costs for consumers are rising. The environment minister wants to fundamentally alter the way green energy is subsidized, but will it mean putting the brakes on the entire project?

The cornerstones of Germany's energy turn-around can be admired in a hall in the northern port city of Bremerhaven. Standing on three rust-brown feet apiece, each of these immense, yellow-painted trunks weighs as much as 900 elephants. Soon, special ships will come and sink these steel monsters into the seabed, where they will support the wind turbines that are supposed to supply the country with green electricity.

Before they do, Environment Minister Peter Altmaier will go to Bremerhaven to inspect the work of Weser Wind and Areva Wind, the companies building them. Areva calls these wind-turbine supports "tripods." Peter Altmaier has a more poetic term, dubbing them "cathedrals to industrial culture."

This last week, there was a strict division of labor at several locations around the country. From Monday to Wednesday, the environment minister went on a whirlwind tour of Germany. Almost everywhere he went, workers wearing vests and helmets were welding, bolting, stacking and installing the building blocks of the country's energy revolution. Altmaier's job was to endow this work with symbolic significance, elevating as many of these welders as possible to the status of torch-bearers of the coming green republic.

The intended message is that Germany is moving away from nuclear power and embracing renewable energy sources. And, as the country's environment minister, Peter Altmaier is naturally the driving force behind the project.

The minister, who claims he will soon "have personally greeted almost every wind turbine and solar panel in Germany," has been in office for barely 100 days, yet he's already playing catch-up. According to current estimates of the date of the next general election, he may have as little as 15 months to make his mark on the mammoth undertaking that is Germany's energy about-face., which envisions making renewables account for 35 percent of the energy mix by 2020 and phasing out all of Germany's nuclear power plants by 2022.

### Grid Expansion Fails to Keep Pace

Altmaier has certainly set ambitious targets for himself for this period. One of these is to convince Germans that the turn-around is "the greatest identity-shaping project of a generation and comparable in significance to the country's reunification." At the same time, he wants to slow the expansion of the development of renewable energy so that it remains affordable for taxpayers.

Simultaneously enthralling the population and putting the brakes on the race toward the renewable-energy future promises to be an unenviable communications challenge for even a silver-tongued politician like Altmaier. Unfortunately, he doesn't have a choice since the two are interwoven: Attractive feed-in tariffs have given eco-friendly electricity production such a boost that the expansion of the power grid and many other projects simply haven't been able to keep pace. Timetables are being mixed up, costs are spiraling out of control, and every day that the chaos continues, the green-republic project risks losing more supporters.

In an attempt to bring some order back into the energy turn-around, Altmaier now wants "to work out a coherent concept for reforming subsidies for green power generation." He hopes this will cut costs without crushing all the country's eco-friendly dreams, while at the same time winning the backing of opposition politicians.

During his summer trip across Germany, it quickly became clear that he would have to face more or less every lobbyist the industry employed to have any chance of drawing up such a plan. And he'd have to think far beyond simple subsidies for eco-friendly electricity.

Altmaier sits in the restaurant of the "Komfort" hotel in Bremerhaven surrounded by representatives of the wind-power industry. They're eating pork and broccoli. As he chews and speaks, the minister draws a gently rising graph on a napkin: The cost of phasing out nuclear power -- or, rather, how the government would like this cost to increase.

"We have too much wind in Germany," Altmaier tells the wind lobbyists. "We want to offer you reliability, but not all of your dreams are going to come true." The minister draws a second, significantly steeper graph. This one represents the actual costs, which are getting the government into hot water at the moment. Altmaier considers the problem briefly before using the cost-graph napkin to wipe sauce off his chin.

The Renewable Energy Act (EEG) is the biggest cost factor in Germany's energy reorientation. The rules for the subsidies are quite simple: Operators of wind farms, solar arrays and biogas plants get a guaranteed, fixed feed-in price for all electricity they generate over a period of many years. Power companies are required to purchase this energy, but at a price much higher than what they get for it on the market. The difference is paid for by consumers through their electricity bill.

The EEG both guarantees big profits to anyone who invests in renewable-energy plants and makes the construction of such plants attractive. More than a fifth of the electricity produced in Germany already comes from renewable sources. Not surprisingly, this has led 65 countries worldwide to try to copy the German model.

### **Winners and Losers of the Nuclear Phase-Out**

There's only one problem with the EEG: It's been too effective. Green electricity plants aren't being built gradually but, rather, as quickly as possible. Consequently, the costs are rising at a faster-than-expected rate. The average household in Germany currently pays €144 (\$181) a year for these subsidies, and that figure looks set to rise to more than €200 in 2013. In all, it has been estimated that the operators of green power plants have been promised more than €200 million.

Such numbers are big enough to exacerbate social inequalities in Germany. Recipients of "Hartz IV" welfare benefits for the long-term unemployed, for example, receive a fixed sum for electricity and can't afford energy-saving fridges or washing machines. At the other end of the scale, the owners of well-located houses install solar panels on their roofs and are paid for the privilege. Meanwhile, industrial companies that use a lot of electricity are being given more and more tax breaks. Indeed, the Federal Network Agency has calculated that the country's biggest electricity guzzlers account for 18 percent of overall consumption, but bear only 0.3 percent of the costs associated with the EEG.

Under these conditions, it's hardly surprising that the ballooning costs have triggered a lively political debate. Even so, this is far from the only problem triggered by the rapid expansion of the renewable energy sector, and Altmaier will have to take all of these elements into account before he can present a coherent reform plan.

But while the environment minister was flying to Germany's first offshore wind farm by helicopter, Andreas Wellbrock was issuing dire warnings of an impending crisis.

The monsters Altmaier calls "cathedrals" can also be found in the port of Bremerhaven, where hammers thud against metal pylons and the air smells of the sea. Soon ships will come to transport these immense structures out to their final resting place.

But Wellbrock is worried. The head logistician at BLG Windenergy Logistics is already predicting a "disruption next summer." Owing to delays in laying the power cables connecting wind farms to the mainland, his company has had no new orders for offshore transports since November 17. Without this connection to the national grid, no one wants to risk investing in new wind farms. "We worked flat out for a year," Wellbrock says, "and now we risk grinding to a complete stop."

More than 3,000 people in Bremerhaven work in the offshore wind sector. Several companies have threatened to switch to short-time work if the chaos surrounding the cables isn't sorted out soon. The environment minister has promised to help. He wants to put a solution to the cabinet this week that would compensate wind-farm operators for losses in earnings owed to a lack of connections. The millions this would cost would once again be passed on to the consumer.

### **Some Projects are Years Behind Schedule**

This compensation scheme is no more than a temporary measure, a stop-gap solution that shows just how uncoordinated Germany's energy revolution is proving to be. Offshore wind farms shouldn't be the only project the government improves through special solutions.

The solar-energy industry, for example, is experiencing such a boom that the number of arrays envisaged to be connected to the grid by 2020 may be achieved as soon as by the end of 2014. However, fluctuations in the amount of electricity generated by solar modules is still putting a strain on the grid. That's why additional land-based power lines need to be installed sooner than anticipated. Unfortunately, in some cases, the expansion of the grid is years behind schedule.

The green-energy boom is also revolutionizing Germany's power plants. Up until recently, most electricity was generated by nuclear and coal-fired plants. Within the old system, they always produced the same amount of electricity. But now this staid behemoth of a system is being shaken to its very core because Germany's politicians have decreed that wind and solar energy must have priority on the grid. As a result, green energy is becoming the new basis of Germany's electricity supply, while the remaining power plants are used merely to overcome bottlenecks. They now only produce electricity when renewable energy can't satisfy the demand or to balance out major fluctuations in solar and wind energy.

Under these circumstances, coal- and gas-fired power plants are having to be more and more flexible, while electricity consumption has to adapt to an ever-changing supply. The hope is that, one day, cold-storage facilities, electric heaters and household appliances will run at full steam whenever lots of energy is available, and that the electricity consumption by millions of such devices will drop when electricity production falls.

Just like the expansion of the country's electricity networks, it was thought the switch-over to such power management would take place over a much longer period. But now the boom in green energy is forcing the system to change far more quickly than planned, and the political framework put in place no longer fits.

The problem is that utilities no longer have any financial incentives to build coal- or gas-fired power plants. Owing to the rise in green energy, utilities have fewer and fewer opportunities to sell their electricity, so they earn less and less. At the same time, the technology for controlling electricity consumption -- so-called "smart grids" -- is still in its infancy. Although suitable equipment is already available, there isn't a market on which to sell them -- or a concept for promoting it.

As a result, many of the projects associated with Germany's energy revolution are developing at the wrong speed and, in the process, spotlighting the glaring lack of government coordination. And it's anybody's guess whether Altmaier's concept can solve this dilemma.

Granted, the rapidly rising proportion of eco-power is the engine powering the energy turn-around as well as driving forward the expansion of the networks and the conversion of the supply system. But, unfortunately, it is moving so rapidly that the costs in the coming years will be far higher than originally planned. To make matters worse, the government is losing control of its ability to steer and coordinate projects, causing them to run awry and costs to keep going up.

Likewise, it's also true that there is little to be gained by slowing the entire process down. On the contrary, the greater the time pressure, the quicker the environment minister, the economics minister, the cabinet, the parliament, the governing coalition and the opposition will reach agreements. Better still, quick reforms give lobbyists far fewer opportunities to water legislation down.

### **Altmaier Could Become a Hero to Consumers**

If he finally manages to rein in the costs, Altmaier could yet become a hero to consumers. However, he could also slow down the entire energy realignment if he reduces the pressure enough to allow political wrangling to drag out the expansion of the networks, the establishment of greater flexibility for power plants and the dawn of smart grids for years.

Altmaier appears to be aware of this. Although he is keeping his cards close to his chest, several ideas for a possible reform of the EEG are making the rounds. One such solution would entail drastically curtailing subsidies so as to make certain plants unattractive in certain regions. Another option would be fostering a kind of regional differentiation that promotes plants in areas where they are especially in demand. The government could also provide targeted support for a specific number of green power plants in a specific region.

The environment minister also has ideas for how to encourage power plants to become more flexible. In the short term, he thinks, he only needs to decide on the construction of two to three gas-fired plants in southern Germany. He says it is strategically wiser not to build too many gas-fired power plants too quickly because they pose an ever-greater competitive threat to flexible coal-fired plants and smart electricity grids. "We don't want to kill the competition between such technologies," he says. "We want to encourage it so that the best, most cost-effective solution prevails."

With this strategy, Altmaier is hoping to bind all the different players into a compromise. He could entice the southern states of Bavaria and Baden-Württemberg with the prospect of acquiring gas-fired power plants, offer offshore wind farms to the northern states of Lower Saxony and Schleswig-Holstein, win the backing of the central state of North Rhine-Westphalia by securing the demands of its energy-hungry industry, and sell the energy revolution to Germans as the greatest innovation the country has witnessed in decades.

*Translated from the German by Jan Liebelt*

#### ***URL:***

- <http://www.spiegel.de/international/germany/problems-prompt-germany-to-rethink-energy-revolution-a-852815.html>

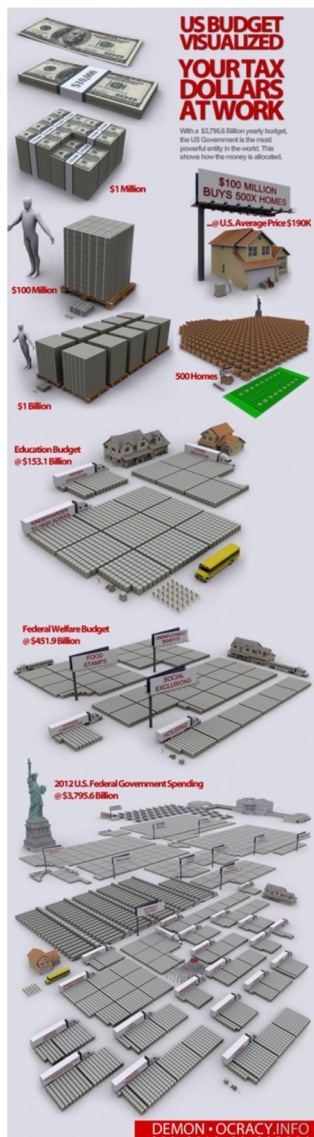
#### ***Related SPIEGEL ONLINE links:***

# Your Tax Dollars At Work: The US Budget Visualized For Congressional Dummies



ZeroHedge Submitted by [Tyler Durden](#) on 08/29/2012 14:56 -0400

With a \$3.8 trillion yearly budget, the US Government is the most powerful entity in the world. This simple [infographic](#) shows how the money was spent.





### Draghi widerspricht seinen deutschen Kritikern

Falschmünzerei, Missbrauch, Suchtgefahr – Zentralbankchef Draghi wehrt sich gegen Kritik, seine Geldpolitik sei zu riskant. Er beharrt auf "unkonventionellen Mitteln".

Die Zeit 29/8/12 © Alex Domanski/Reuters



Zentralbankpräsident Mario Draghi in Frankfurt

Der Präsident der [Europäischen Zentralbank](#), Mario Draghi, hat sich gegen Vorwürfe verteidigt, die Notenbank gefährde durch ihre Krisenpolitik die Stabilität des Euro und setze ihre Unabhängigkeit aufs Spiel. "Die Europäische Zentralbank (EZB) wird alles Notwendige tun, um die Preisstabilität zu gewährleisten. Sie wird unabhängig bleiben. Und sie wird immer im Rahmen ihres Mandats handeln", schreibt Draghi in einem Gastbeitrag für DIE ZEIT.

In den vergangenen Tagen war vor allem aus Deutschland Kritik am geldpolitischen Kurs der Zentralbank aufgekommen. Die Notenbank will [Staatsanleihen](#) aufkaufen, um damit das überhöhte Zinsniveau in den Krisenstaaten der Euro-Zone zu drücken. [Bundesbankpräsident Jens Weidmann warnte](#), solche Hilfsaktionen könnten "süchtig machen wie eine Droge". Der frühere EZB-Chefvolkswirt Jürgen Stark warf der Notenbank eine "durch die Maastrichter Verträge verbotene monetäre Finanzierung von Staatsanleihen" vor. Das ziehe Inflation nach sich.

Anzeige

CSU-Generalsekretär Alexander Dobrindt hatte über Draghi wegen angeblicher Andeutungen zur Einführung einer Zinsobergrenze gesagt, er sei dabei, "in das Geschichtsbuch [als der Falschmünzer Europas einzugehen](#)". Zudem warf Dobrindt ihm Missbrauch der Zentralbank vor. Die Reaktionen [darauf waren innerparteilich und international nahezu ausnahmslos negativ](#).

#### Nicht alle Bürger erreicht

Draghi schreibt nun, dass die EZB auf die Störung an den Finanzmärkten reagieren müsse: "**Wenn an den Kapitalmärkten Angst und Irrationalität vorherrschen, wenn sich der gemeinsame Finanzmarkt wieder entlang der Ländergrenzen aufspaltet, dann erreicht das geldpolitische Signal der EZB nicht alle Bürger der Euro-Zone gleichermaßen.**" (Weidmann nicht einverstanden!!!)

Deshalb müsse die Notenbank eingreifen, um Preisstabilität zu gewährleisten, auch wenn sie dabei zu unkonventionellen Mitteln greifen müsse. "Dies kann hin und wieder außergewöhnliche Maßnahmen erfordern. Diese, wenn nötig, zu ergreifen, ist unsere Verantwortung als Zentralbank für die Euro-Zone als Ganzes", sagte der EZB-Chef.

Draghis jüngste Ankündigung der Anleihekäufe zeigte Wirkung, noch bevor die EZB überhaupt tätig wurde. So senkten sich durch die Erwartung eines Anleihekaufprogramms am Dienstag bereits die Zinsen für [die Kreditaufnahme Italiens](#) und Spaniens deutlich.

Um die Währungsunion langfristig zu stabilisieren, müssen die Mitgliedsstaaten laut Draghi Kompetenzen abgeben. Das bedeute aber nicht, dass sich Europa zu einem Bundesstaat entwickeln müsse. "Die angebotenen Lösungsvorschläge sind jedoch vielfach nicht attraktiv, denn sie reduzieren die Antwort auf ein schlichtes Entweder-oder: entweder ein Zurück in die Vergangenheit, oder der Quantensprung hin zu einer Art Vereinigter Staaten von Europa", sagte Draghi.

### **Reform für den Staatenbund**

Diejenigen, die die Geschichte rückgängig machen wollen, unterschätzten die fundamentale Bedeutung Europas, aber diejenigen, die eine vollständige Föderalisierung Europas fordern, "schießen über das Ziel hinaus".

Die Antwort auf die Krise sei "ganz bestimmt nicht die Zentralisierung der Wirtschaftspolitik in Brüssel". Nötig sei aber eine effektive Überwachung der Staatshaushalte, Mindeststandards für die Wettbewerbsfähigkeit und eine gemeinsame Finanzmarktarchitektur. "Kein Land wird länger über seine Verhältnisse leben können. Arbeitsmärkte müssen so funktionieren, dass Beschäftigung geschaffen und Arbeitslosigkeit abgebaut wird. Banken sollten sich strenger Regulierung nicht entziehen können", so Draghi.

Derzeit erarbeiten auf Anregung von EU-Ratspräsident Hermann Van Rompuy mehrere Institutionen der EU ein Reformkonzept für den Staatenbund. Darin geht es neben der Abstimmung der Haushalts- und Wirtschaftspolitik und einer gemeinsamen Aufsicht über die Bankenbranche auch um mehr politische Einheit innerhalb der EU. Van Rompuy rechnet mit "einer Dekade", innerhalb derer die neue Wirtschafts- und Währungsunion geschaffen werden soll.

[29 août 2012](#)

## Grève chez Lufthansa: Air Frankreich?

Finalement, il n'y a pas de déterminisme. D'un côté, ces incorrigibles Français incapables de prendre des décisions courageuses, de l'autre, ces Allemands toujours prêts au sacrifice pour sauvegarder l'intérêt collectif. Ce qui se passe actuellement dans le transport aérien pourrait bousculer ces lieux communs sur les deux pays, si



bien ancrés dans les esprits.

Ainsi, Air France et Lufthansa naviguent actuellement dans les mêmes turbulences: prix du carburant élevé, concurrence exacerbée des compagnies à bas coûts. Le transport aérien n'est plus ce qu'il était pour les compagnies historiques. L'heure des sacrifices a sonné et, quelle que soit la rive du Rhin où l'on se trouve, chacun tente de faire passer la pilule à ses salariés. Mais contrairement à ce qu'on aurait pu penser, c'est d'abord du côté allemand que les choses commencent à se compliquer.

Les hôtesses et stewards de Lufthansa ont, en effet, décidé, mardi 28 août, de s'engager dans une épreuve de force avec leur direction. Le principal syndicat est sur le point de lancer une grève illimitée après l'échec des négociations salariales. La compagnie considère que ses revendications ne sont pas compatibles avec le plan d'économies annoncé début 2012. *«Mieux vaut aller jusqu'à une grosse confrontation plutôt que d'éjecter l'entreprise hors du marché concurrentiel»*, estime le président du conseil de surveillance de Lufthansa, Jürgen Weber, qui s'apprête à perdre plusieurs millions d'euros avec cette grève au moment des retours de vacances.

On ne peut éviter de faire le parallèle avec Air France, qui se trouve dans une situation encore plus périlleuse. Les perspectives que propose le patron d'Air France à ses salariés ne sont guère plus réjouissantes que celles imposées chez Lufthansa. Mais contre toute attente, jusqu'à présent, Alexandre de Juniac négocie plutôt bien le parcours d'obstacles qui se dresse devant lui. En juillet, les personnels au sol ont validé les sacrifices demandés par la direction. Les pilotes leur ont emboîté le pas en août. Seuls les hôtesses et stewards rejettent pour le moment le plan d'économies. Trop tôt donc pour crier victoire. L'heure de vérité sonnera début 2013, lorsque les contrats de travail arriveront à échéance et que la direction les modifiera. Mais le fait qu'on n'ait pas assisté à un embrasement immédiat n'est-il déjà pas le signe qu'une prise de conscience collective commence à s'opérer ? Et c'est de ce côté-ci du Rhin que cela se passe.

**Twitter: @StephaneLauer**

## Merkel in der Euro-Krise

# Deutschland ist erpressbar geworden

Eine Kolumne von Wolfgang Münchau

Angela Merkel wird noch immer als Europas mächtigste Politikerin hofiert, doch die Kanzlerin hat in der Schuldenkrise ihr Blatt überreizt. Deutschland ist erpressbar geworden, denn wir können uns einen Bruch der Euro-Zone nicht mehr leisten. Wenn es knallt, leiden alle - aber die Bundesrepublik am meisten.

Im Englischen gibt es einen schönen Ausdruck, für den es im Deutschen kein genaues Äquivalent gibt: "to call a bluff". Damit ist gemeint, dass man einen Bluff nicht nur erkennt, sondern dass man den, der blufft, in die Enge treibt. Neulich fragte mich ein Leser aus Italien, ob man eben dieses nicht mit Deutschland machen sollte.

Wenn der Euro auseinanderbricht, dann wäre Deutschlands mühsam errungene Wettbewerbsfähigkeit vernichtet. Der Wechselkurs der deutschen Währung (welchen Namen sie dann auch immer tragen mag) würde massiv steigen. Die Finanzindustrie wäre pleite, weil sie ihre Forderungen in den Euro-Südstaaten abschreiben müsste. Und der deutsche Staat würde auf Außenständen von rund einer Billion Euro sitzenbleiben.

Wenn es knallt, dann geht es allen schlecht, den Deutschen aber noch viel schlechter als den Italienern. Auch Ex-Kanzler Gerhard Schröder meinte, Deutschland könne im Falle eines Zusammenbruchs des Euro "einpacken". Somit drängt sich die Frage: Hat Deutschland nicht in Wahrheit ein ziemlich schwaches Blatt auf der Hand und versucht mit diesem Blatt verdammt hoch zu pokern?

Deutschland blufft tatsächlich ungeniert. Das Problem ist nur: Es gibt genügend Deutsche, die das nicht so sehen. Die sich auf ein solch gefährliches Spiel einlassen, weil sie glauben, ihr Land habe gute Karten. In Momenten der Krise sind Staaten nicht immer rational in der Bewertung ihrer Lage und ihrer Interessen - ebenso wenig wie Pokerspieler.

Allmählich jedoch sickert die Erkenntnis durch, dass Deutschland in der Euro-Krise sehr wohl erpressbar ist. Schauen Sie sich die Haltung von Bundeskanzlerin Angela Merkel zu Griechenland an. Offiziell wird weiterhin der alte harte Kurs vertreten. Immer wieder betont Merkel, die Griechen müssten sich genau an die Vorgaben halten. Aber in letzter Zeit hört man auch andere Töne. [Ihr blute das Herz, wenn sie hört, wie griechische Rentner behandelt werden](#). Und Merkel sagt immer wieder, dass das Risiko eines Austritts für Griechenland - aber eben auch für Deutschland - unkalkulierbar wäre.

Ich glaube daher, dass man in den nächsten Wochen und Monaten eine Einigung finden wird. Man wird das griechische Paket etwas auflockern. Nicht ganz so stark, wie es die Griechen fordern, aber doch schon mit einer deutlichen Entlastung. Finanzieren wird man das Ganze ohne ein offizielles drittes Hilfsprogramm für Athen. Man wird die Kredite strecken, die Zinsen reduzieren, mit anderen Worten: Man wird herumtricksen. Dass Griechenland am Ende seine Schulden bezahlt, daran glaubt in der Tat niemand. Der große griechische Schuldenschnitt kommt noch, wird aber innerhalb des Euro stattfinden.

## Ohne Schuldenübernahme durch die EZB droht der Bruch des Euro

Deutschlands Erpressbarkeit spiegelt sich auch in der Isolation der [Bundesbank](#). Bundesbankpräsident [Jens Weidmann](#) protestiert zwar lautstark gegen die von [Mario Draghi](#) angekündigten Käufe von Staatsanleihen der Euro-Problemstaaten. Aber am Ende wird sich der Chef der Europäischen [Zentralbank](#) durchsetzen. Denn ohne eine Schuldenübernahme durch die EZB droht der baldige Bruch des Euro.

Die Bundesbank und ein paar Haudegen von der CSU mögen starke Sprüche klopfen. Am Ende aber wird allen klar sein, dass der Abbau exzessiver Schulden nicht durch Rückzahlung erfolgt, sondern durch einen Schuldenschnitt und durch die Druckerpresse der Notenbank. So war es immer.

Deutschland ist deswegen erpressbar, weil kein Politiker mit Regierungsverantwortung das Risiko eines Euro-Bruchs eingehen will. [Deutschlands Forderungen im innereuropäischen Zahlungssystem Target 2](#) nähern sich stetig der Billionen-Grenze. Wenn Banken die von der deutschen Wirtschaft verdienten Überschüsse nicht mehr im Ausland investieren, dann erfolgt der Zahlungsausgleich eben indirekt über die Notenbanken. Der Target-2-Überschuss liefert somit ein ungefähres Spiegelbild von Deutschlands Handelsüberschüssen im Euro-Raum. Bricht die Währungsunion auseinander, wäre ein großer Teil dieses Geldes verloren.

Mit anderen Worten: Die Situation für Deutschland ist ziemlich verzweifelt. Es gibt jetzt keinen rationalen Weg mehr aus der Krise, der mit den offiziellen Verlautbarungen über die hehren Prinzipien der europäischen Geldpolitik und der Haushaltsregeln vereinbar wäre. Nach außen wahrt Merkel immer noch den Schein als Europas mächtigste Politikerin. In Wirklichkeit hat Merkel ihr Land in eine Ecke manövriert. Die Welt hat ihren Bluff durchschaut und ist gerade dabei, die Konsequenzen zu ziehen.

**URL:**

- <http://www.spiegel.de/wirtschaft/service/deutschland-ist-durch-angela-merkels-politik-erpressbar-geworden-a-852708.html>

- <http://www.spiegel.de/international/business/spiegel-interview-with-bundesbank-president-jens-weidmann-a-852285.html>

## Bundesbank President on ECB Bond Purchases

### 'Too Close to State Financing Via the Money Press'



**Jens Weidmann**, the 44-year-old head of Germany's central bank, has made a name for himself by championing price stability and opposing bond purchases by the European Central Bank. In a SPIEGEL interview, he criticizes the ECB's latest plans and insists he only wants to secure the euro's long-term future.

**SPIEGEL:** Mr. Weidmann, US President Barack Obama reportedly asked German Chancellor Angela Merkel for your phone number. Has he already called you?

**Weidmann:** I haven't received a call from President Obama. I occasionally talk on the phone with US Treasury Secretary Timothy Geithner, though. It's an important part of my job to promote the positions of the Bundesbank during conversations with monetary and financial policy makers from around the world.

**SPIEGEL:** That doesn't appear to have been particularly fruitful. In all Western capital cities, from Washington to London, and from Paris to Rome, you are regarded as the man who wants to destroy the euro. Is this allegation justified?

**Weidmann:** No, not at all. I want to help ensure that the euro remains a stable currency. The framework for this is laid out primarily by the Maastricht Treaty, with its rules and conditions for European financial and monetary policy. I take that as my yardstick.

**SPIEGEL:** But the framework doesn't work anymore.

**Weidmann:** The framework has been stretched and, in some cases, disregarded. **But as long as the political consensus is lacking and a new framework -- such as a genuine political union -- has not been approved, we will have to adhere to what has been agreed.** One of the purposes of the Maastricht rules is to prevent the consequences of poor budgetary policy from being passed on to others. **With 17 countries that insist on their sovereignty in budgetary matters, you need such rules, otherwise there's no incentive for sound management.** Consequently, at least for the time being, we have to make a concerted effort to improve the Maastricht framework and make it valid again.

**SPIEGEL:** The governments of the European Union take a similar view and have approved **the fiscal pact**, which will allow Brussels to more effectively monitor individual national budgets. Is this the right approach?

**Weidmann:** It's definitely a step in the right direction, but that alone **is not enough.** **The causes of the crisis lie in the high level of indebtedness, the lack of competitiveness of some member states and, last but not least, the lost confidence in the architecture of the monetary union.** These fundamental problems must all be tackled rigorously, without hesitation, and with perseverance. This will contribute to the cohesiveness and credibility of the monetary union.

**SPIEGEL:** But that's already happening. Government spending is being reduced and reforms are being introduced across Southern Europe, but **the financial markets don't seem to recognize this progress and are pushing up interest rates on sovereign bonds to dizzying heights.** Why are you opposed to European Central Bank (ECB) President Mario Draghi's plans to purchase large quantities of Southern European sovereign bonds to ease the situation?

**Weidmann:** I was already critical of the sovereign bond purchases that have been made to date -- and I was by no means alone in that respect. **Such a policy is too close to state financing via the money press for me.** The central bank cannot fundamentally solve the problems this way. It runs the risk of creating new problems.

**SPIEGEL:** Isn't it necessary to occasionally break dogma to prevent something worse from happening?

**Weidmann:** It's not about dogma. **It's about reinstating confidence during a crisis of confidence, and it's about key monetary policy lessons from the past.**

**SPIEGEL:** Now you're going to refer to the German hyperinflation of 1923 again.

**Weidmann:** **No, lessons from European postwar history are reflected in the Maastricht Treaty.** During the 1970s, the central banks of many Western industrialized nations were chained to economic and fiscal policies. **The idea was that it's better to have 5 percent inflation than 5 percent unemployment. This resulted in inflation and unemployment rising simultaneously.** Based on such experiences, **the Eurosystem was aimed solely at the objective of achieving monetary stability, in accordance with the traditions of the Bundesbank.**

**SPIEGEL:** Do you mean that if the rest of Europe were to follow the German example then everything would be fine?

**Weidmann:** Not at all, it has to do with successful monetary policy principles, and **it just so happens that the Bundesbank in particular has apparently succeeded in building up an enormous amount of confidence.** It has proved effective for a central bank to remain independent of financial policy and not finance government budgets. These principles are not an end in themselves -- rather, they are designed to prevent the central bank from running the risk of neglecting its key mission: keeping prices stable. **In the 1970s, a number of countries that are now members of the monetary union experienced double-digit inflation.** Remember the story of the **Banca d'Italia:** how hard it had to fight to free itself of the clutches of the Finance Ministry, and how this was then rightly celebrated as a great success.

**SPIEGEL:** The Bundesbank has already purchased sovereign bonds once in the past, when things got tight.

**Weidmann:** That was also during the 1970s. The extent of these purchases was smaller than elsewhere, and the government debt was significantly lower. Nevertheless, the Bundesbank apparently recognized this as a mistake, which it subsequently corrected.

**SPIEGEL:** That may have been the right policy for that point in time. But **there is currently no sign of inflation anywhere in Europe**, and practically every politician in Europe is calling for support from the central bank. Doesn't that give you pause?

**Weidmann:** I also see no immediate threat of inflation. But if monetary policy allows itself to be used as a comprehensive political problem solver, its real objective threatens to recede increasingly into the background. **Stable prices not only ensure that the market economy works better. They also create a foundation that companies looking to invest can use to make reliable calculations. They protect the financial assets of savers. They ensure that people can still live from their income tomorrow. In that respect, a stability-oriented policy is the best social policy.**

**SPIEGEL:** That's no different in the **US**. Nonetheless, to combat the financial and economic crisis, the US Federal Reserve has acquired large quantities of US government bonds without causing much concern. Doesn't that influence your thinking at all?

**Weidmann:** **The comparison is misleading. The Fed is not bailing out a cash-strapped country. It's also not distributing risks among the taxpayers of individual countries.** It's purchasing bonds issued by a central government with an excellent credit rating. It doesn't touch Californian bonds or bonds from other US states. That's completely different from what we have in Europe.

**SPIEGEL:** How so?

**Weidmann:** **When the central banks of the euro zone purchase the sovereign bonds of individual countries, these bonds end up on the Eurosystem's balance sheet. Ultimately the taxpayers of all other countries have to take responsibility for this. In democracies, it's the parliaments that should decide on such a far-reaching collectivization of risks, and not the central banks. Europe is proud of its democratic principles; they characterize the European identity. That's something else that we should bear in mind.**

**SPIEGEL:** Your colleague at the ECB, Jörg Asmussen, with whom you studied at university and worked together for the German government for a long time, says "stability policy" is about not allowing any doubt whatsoever to arise concerning the currency and its continued existence. Would you say he's right?

**Weidmann:** I totally agree with Jörg Asmussen that no doubt can be allowed to arise concerning the character of the euro as a stable currency and its continued existence. This is precisely why we shouldn't act according to the motto "necessity knows no laws." There are good reasons why **we have clearly defined, separate areas of responsibility. The central bank is responsible for monetary stability, while national and European politicians decide on the composition of the monetary union.** It wasn't the central banks that decided which countries are allowed to join the monetary union, but rather the governments.

**SPIEGEL:** Are you implying that some member states would have to leave the euro zone under certain circumstances?

### 'Germany Has Taken on Considerable Risks'

**Weidmann:** If the central bank were obliged to guarantee that member states remain in the euro zone at all costs, it could come into conflict with its key mission of maintaining price stability. I also don't see how it's possible to fundamentally rule out that a sovereign member state might decide to leave the monetary union.

**SPIEGEL:** The European treaties make no provisions, though, for a country to leave the monetary zone. Doesn't that have to change?



**Weidmann:** European politicians have been discussing for quite some time now what would happen if countries don't keep to the terms of their agreements ...

**SPIEGEL:** ... namely, they would receive no more aid money and would thus de facto be forced to leave the monetary union.

**Weidmann:** If it came to that, the central bank would be in no position to do anything to prevent that from happening, for example by plugging the shortfall in financial aid.

**SPIEGEL:** You are asking a great deal of politicians. Isn't it fair if the central bank also makes a contribution and is prepared to purchase sovereign bonds, as ECB President Draghi has proposed? After all, **this is merely intended as a temporary measure.**

**Weidmann:** **That's the hope. But it will be extremely difficult to close that door again, once it's been opened. The bonanza from the central banks would awaken lasting desires and result in a collectivization of risks.**

**SPIEGEL:** Didn't we already reach that stage a long time ago? Former German Foreign Minister Joschka Fischer of the Green Party says that it's long since become reality, and Carsten Schneider, a finance expert for the center-left opposition Social Democrats (SPD), says that **Germany's euro-zone risk has now reached €1 trillion (\$1.25 trillion).**

**Weidmann:** I don't want to comment on individual calculations here. In any case, it's true that Germany, as well as many other countries, has taken on considerable risks in the process of stabilizing the euro zone. In return, the countries in the fiscal bailout programs have committed themselves to painful reforms. **Financial aid in return for reforms** -- Europe's bailout policies are taking the right approach here, at least in principle. **But it only works if the underlying problems are really tackled,** and if the programs are designed and monitored in such a way that people don't lose sight of budgetary discipline.

**SPIEGEL:** Your analysis is based on the assumption that the **financial markets always act rationally** during the euro crisis. But that hasn't been the case. When Spain presented a program to bail out the banks to the tune of €100 billion, interest rates on bonds subsequently rose. But when ECB President Draghi said three cryptic sentences, yields plummeted.

**Weidmann:** That doesn't have to be irrational. No one denies that the central bank has the power to exert short-term influence over the markets. But the central bank is not omnipotent. Remember the euphoric op-eds that were published when the Eurosystem purchased sovereign bonds for the first time? Or how the markets cheered the liquidity assistance provided by the central bank for European banks last winter? But we all know that such actions do not solve the fundamental problems. Our actions are based on trust. Doing more and more does not always engender more trust. **Over the long term, the central bank can only preserve trust if its actions conform to the mandate that it has been entrusted with.**

**SPIEGEL:** You already said some time ago that **the central bank had pushed its mandate to the limit.** Will Draghi's new plans cause it to overstep this limit?

**Weidmann:** At any rate, **I would like to avoid seeing monetary policy fall under the dominance of fiscal policy.**

**SPIEGEL:** Our question is rather whether Draghi's plans are compatible with the current treaties and thus legal.

**Weidmann:** As a central bank president, **I prefer to argue along economic lines. I don't want to comment on legal opinions here.** What's important to me is taking a well-founded position that is sustainable in the long term. Moreover, **we shouldn't underestimate the danger that central bank financing can become addictive like a drug.**

**SPIEGEL:** But Draghi only wants to provide money if a country submits to a strict reform program. Isn't that a way to provide assistance without writing a blank check?

**Weidmann:** At first glance, this of course looks like a good idea. But at second glance, it becomes clear that it leads to coordinated actions between the government rescue funds and the central bank. **This results in a linking of fiscal and monetary policy.**

**SPIEGEL:** According to the plans, the ECB would only intervene if certain interest rate ceilings were exceeded -- independent of what politicians say. That would make the rules clear.

**Weidmann:** I won't report here on ongoing discussions. Determining interest rates for sovereign bonds in the ECB Governing Council would be, at least for me, a controversial idea.

**SPIEGEL:** **You are currently very isolated** with this opinion on the ECB Governing Council, in which the heads of the central banks decide on monetary policy.

**Weidmann:** **I can hardly imagine that I'm the only one who feels uncomfortable with this.**

**SPIEGEL:** Many of your central bank colleagues, though, appear increasingly irritated by the endless objections of the Bundesbank. ECB head Draghi recently publicly named you as an opponent of his plans. Isn't that breaking a taboo?

**Weidmann:** On the contrary, I see transparency as important in the current situation. **We central bankers are now operating in a gray zone** and an increasing number of fundamental issues are coming to the fore. So we have to be prepared to publicly comment on the positions that we take on the council.

**SPIEGEL:** Until now, it was seen as taboo to comment on internal discussions in public.

**Weidmann:** The ECB Governing Council is not a politburo. In the US, the minutes of Federal Reserve sessions are even published.

**SPIEGEL:** Can you at least be certain that the German government stands behind you on this issue?

**Weidmann:** I support the positions that I believe are appropriate as the Bundesbank president and a member of the ECB Governing Council. In doing so, I don't take my cue from the German government's position. That's part of being independent.

**SPIEGEL:** Even members of governments such as Finnish Prime Minister Jyrki Katainen are now publicly questioning whether the monetary union has a chance of being saved this way. **Has the euro rescue failed?**

**Weidmann:** I see no reason for such fears. The heads of government of the euro zone have just recently expressed their clear commitment to the euro, and I am confident that they are aware of their responsibilities and will take appropriate action. **Ireland and Portugal have already made remarkable progress with their reforms.** I also view the initiatives in Spain and Italy as positive. Fiscal rescue mechanisms are available for emergencies, and politicians can decide on their structure and volumes. They can, in the correct order, take additional steps toward integration. All of this is doable. **What I don't agree with is that some people are conveying the impression that in the crisis only the central bank can prevent a supposedly critical increase in interest rates. The best way to reduce interest rates over the long term is to decisively implement promises and agreements.**

**SPIEGEL:** Things are looking rather bleak, though, in the country where the euro crisis started. Next month, the troika of the European Commission, the International Monetary Fund (IMF) and the ECB will decide whether to approve the next tranche of aid for Greece. Does this country still have a chance, in your opinion?

**Weidmann:** Let's wait for the troika's report first.

**SPIEGEL:** What will happen if the inspectors come to the conclusion that Greece has neglected the austerity measures? Will we then have to allow the country to go bankrupt?

**Weidmann:** That is a decision to be taken by the member states that are providing assistance and by Greece itself. It has many facets, not all of which are economic. Indeed, it also certainly plays a role that **there should be no additional loss of confidence in the framework of the monetary union, and that the economic conditions of the rescue programs should retain their credibility.**

**SPIEGEL:** Why is that?

**Weidmann:** Otherwise I doubt that the leader of another country in the program could convince his parliament to support additional austerity measures.

**SPIEGEL:** You appear to be the last representative of German ideas of stability on the ECB Governing Council. Did you know what you were getting yourself into when you assumed your current position last year?

**Weidmann:** I knew the situation that awaited me. But I'm convinced that it's worthwhile speaking out in favor of monetary stability and to keep a focus on the long-term success of the euro.

**SPIEGEL:** At the moment you are really taking it on the chin, though. Will you end up resigning from the ECB, just like Bundesbank officials Axel Weber and Jürgen Stark, who quit in protest over the bond-buying program?

**Weidmann:** I can carry out my duty best if I remain in office. I want to work to make sure the euro stays as strong as the deutsche mark was.

**SPIEGEL:** Mr. Weidmann, thank you for this interview.

*Interview conducted by Georg Mascolo, Michael Sauga and Anne Seith. Translated from the German by Paul Cohen.*

## Hollande veut un gouvernement provisoire pour la Syrie

Isabelle Lasserre

28 août 2012

[Le Figaro](#)

Le président qui a donné sa feuille de route aux **ambassadeurs** entend renforcer les institutions de l'euro.

DIPLOMATIE En ouvrant la X<sup>e</sup> Conférence des **ambassadeurs**, la grand-messe annuelle de la diplomatie française, François **Hollande** s'est attaché lundi, devant les quelque 200 diplomates réunis à Paris, à faire mentir les critiques qui l'ont accusé d'avoir une politique étrangère « molle » et « immobile » .

Après l'interventionnisme de Nicolas Sarkozy, qui avait arrêté les chars russes en Géorgie, codirigé la coalition anti-Kadhafi en Libye, rapproché Paris de ses alliés américain et britannique, l'attitude « passive » ou « attentiste » du nouveau chef de l'État a été dénoncée à droite. Face à la montée des pays émergents, qui modifie les équilibres mondiaux, certains estiment en effet que la France, afin de tenir son rang et de maintenir son influence dans le monde, doit, davantage qu'avant, compenser son recul sur la scène internationale par une volonté et une énergie particulières.

Resté silencieux au début de l'été pendant la bataille d'Alep, exhorté à prendre des initiatives alors que la France assume depuis le 1<sup>er</sup> août la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, le président a remis la main sur le dossier en demandant à l'opposition de former un gouvernement provisoire de la nouvelle Syrie et en assurant que Paris le reconnaîtra. « Bachar el-Assad doit partir. Il n'y a pas de solution politique avec lui... La situation en Syrie est insupportable pour la conscience humaine, inacceptable pour la sécurité et la stabilité de la région », a-t-il affirmé. François **Hollande**, qui a redit hier que la France ne participerait pas à une intervention sans mandat international de l'ONU, a également affirmé qu'il travaillait, avec ses partenaires, sur des « zones tampons » . Il a en revanche prévenu, à l'instar des Américains, que l'utilisation d'armes chimiques en Syrie serait « une cause légitime d'intervention directe » . En attendant que la transition politique s'accélère, le chef de l'État entend continuer à faire pression sur la Chine et la Russie, qui font échec avec leur veto à toute résolution du Conseil de sécurité. « Le blocage du système, a-t-il regretté, conduit soit à son contournement, soit à son impuissance. »

### La bombe iranienne

Deuxième gros défi de l'actualité internationale, l'Europe. Décidé à « réorienter l'Europe », le chef de l'État a annoncé que le traité budgétaire sera soumis au Parlement français début octobre. Estimant que l'euro est « irréversible », il a dit son intention de tout faire pour le défendre. Il a aussi plaidé pour un renforcement du rôle de l'eurogroupe et de son président, ainsi que des sommets européens plus fréquents.

Dans un monde caractérisé selon lui par « l'instabilité » et « l'incertitude », la plus grave des menaces « tient au risque de la prolifération nucléaire et de ses conséquences » ainsi qu'aux « réactions légitimes préventives qu'elle peut provoquer, menaçant directement la paix » . En ligne de mire, la bombe iranienne et les menaces d'intervention israéliennes.

François **Hollande** a également évoqué le Sahel, où l'« entité terroriste » qui s'est installée au nord du Mali constitue « un défi à nos intérêts, à nos valeurs, à nos populations » . Mais là encore, le chef de l'État a rejeté l'idée que la France, pourtant « directement concernée », puisse agir seule. « Les interventions d'hier sont révolues », a-t-il dit, préférant offrir un soutien logistique aux forces régionales et appuyer leur action « dans le

cadre des Nations unies » . Il a annoncé qu'il participera finalement au Sommet de la francophonie qui se déroule en octobre à Kinshasa.

### Légalité internationale


« La France est une puissance mondiale » , a rappelé hier François **Hollande**, et c'est « quand (elle) est silencieuse qu'elle recule » . Dans son discours, le président a voulu redéfinir la place de la France dans le monde : « Ce qu'elle doit faire et ce qu'elle peut faire. » Notamment continuer à défendre les valeurs universelles, la démocratie et les droits de l'homme. Mais en respectant toujours « la légalité internationale » . « Il faut faire de l'ONU l'instance centrale de la gouvernance mondiale. » La France ne fera donc plus cavalier seul. Elle réfléchira toujours à deux fois avant de s'engager militairement sur le terrain.

La politique étrangère avait été la grande absente de la campagne électorale du candidat socialiste. Reste à savoir si ce discours sur les priorités diplomatiques de la France sera suffisant pour faire taire les critiques de « frilosité » proférées par ceux qui pensent que la France doit davantage s'engager dans les affaires du monde si elle veut y conserver son rôle.

172.0.2632120051

Société du Figaro

# Hollande ne convainc pas les Allemands

Par  David Philippot Mis à jour le 24/08/2012 à 14:26 | publié le 23/08/2012 à 19:37 [Réactions](#) (183)

**La presse allemande suit les premiers pas de François Hollande avec circonspection, et s'attend à une politique de rigueur en France dès l'automne.**

«De Merkozy à Merkollande, tu parles!» s'exclamait jeudi la *Süddeutsche Zeitung*. En apparence, rien n'a changé: les sourires, les bises sur les joues, les tapes sur l'épaule. Mais, dans les faits, la relation d'[Angela Merkel](#) avec le président français n'est plus ce qu'elle était du temps de Nicolas Sarkozy.

Dans l'ensemble, les journaux allemands suivent les premiers pas de [François Hollande](#) avec circonspection. Les cent jours du «normaler Präsident» et la venue à Berlin du chef de l'État leur ont donné l'occasion de lui tirer le portrait, rarement sous un jour favorable. Sans forcément verser dans la caricature, la presse d'outre-Rhin le voit plutôt comme un «hypo-président». «[L'antithèse de Nicolas Sarkozy](#), souligne le *Handelsblatt*: il voyage en train et tient à bonne distance la chancelière allemande.»

Le contraste entre le calme olympien du nouveau président et l'hyperactivisme de l'ancien est constamment souligné. Par exemple, dans le journal libéral *Die Welt*: «Tandis que Sarkozy a épuisé les Français pendant cinq ans avec l'impérative nécessité des réformes, sans en avoir mené lui-même une seule efficacement, c'est comme si la priorité pour François Hollande était d'appliquer à tout le pays une lotion après-soleil.» D'ailleurs, remarque ironiquement *Die Zeit*: «Le mot réforme a disparu du vocabulaire élyséen au profit de redressement, comme pour enlever l'amertume de la potion à administrer au malade.» Avant de s'interroger, avec un brin d'impatience: «Dans ce pays où l'économie reste une affaire d'État, quel sera le gouvernant enfin capable de rendre sa compétitivité à la deuxième économie de la [zone euro](#)?»

«C'est un pays narcissique et charmant à la fois, constate, fataliste et acide, le correspondant du *Spiegel* à Paris. Un pays qui se voudrait du Nord mais dont le cœur appartient au Sud. La France ne se conformera aux désirs de personne, elle attend le jour où l'Europe se conformera aux siens. Les médias sont surtout préoccupés par la question de savoir si leur nouveau président “fera plier” la chancelière. De toute évidence, la [France](#) souffre d'un complexe d'infériorité vis-à-vis de l'[Allemagne](#).»

Sur le dossier grec, la presse constate [un écart béant entre les positions des deux partenaires](#). Pour *Die Welt*, le président français serait «prêt à concéder du lest à Athènes, alors que la chancelière allemande souhaite ne lâcher ni sur les réformes ni sur les délais». Le soutien accordé par Paris à Athènes est interprété par les correspondants allemands en France «moins comme une solidarité désintéressée que comme une préparation inconsciente à une potentielle situation de détresse pour la France elle-même». «La crainte existe chez Hollande que la France se retrouve un jour à son tour dans le collimateur des marchés», constate également le quotidien de gauche *Süddeutsche Zeitung*. C'est pour cela que «l'austérité viendra», prophétise le *Financial Times Deutschland*: «Le nouveau président prie les riches et les entreprises de passer à la caisse. Mais ce ne sont là que des préliminaires socialistes pour préparer les Français à un programme sévère, au cours d'un automne qui s'annonce chaud.» L'hebdomadaire *Die Zeit* voit même du Gerhard Schröder en François Hollande: «Arrivé au pouvoir lui aussi avec une “main calme”, ce chancelier de gauche imposa sans faillir un programme de réformes drastiques.»

# En Allemagne, la BCE accusée de "droguer" la zone euro

Le Monde.fr avec AFP | 28.08.2012 à 17h15 • Mis à jour le 28.08.2012 à 18h07



L'hebdomadaire [Der Spiegel](#) consacre cette semaine [sa couverture au patron de la banque centrale allemande \(Bundesbank\), Jens Weidmann](#), qui pose les poings serrés. Et qui livre une attaque en règle contre la Banque centrale européenne (BCE), dont il est, comme ses homologues des autres banques centrales nationales de la zone euro, l'un des gouverneurs.

L'objet de sa préoccupation est l'annonce par le chef de la BCE, [Mario Draghi](#), d'actions de grande ampleur sur le marché de la dette publique, dont le contour reste à préciser. Pour M. Weidmann, cela signifie [financer](#) les Etats "par la planche à billets", un type de [politique](#) qui "peut [rendre](#) accro, comme une drogue".

Ce manifeste a divisé en [Allemagne](#). Le quotidien à grand tirage *Bild* a fait du [patron de la Bundesbank celui qui "fait rempart devant le contribuable allemand"](#), potentiellement menacé par les initiatives de M. Draghi, tandis que l'hebdomadaire *Die Zeit* a [souligné le caractère inoffensif de la diatribe](#) : "La Bundesbank va râler, mais ne rien [faire](#). [...] Weidmann ne va pas démissionner."

Le quotidien des affaires *Handelsblatt* s'est demandé [si le patron de la Bundesbank était "la voix de la raison"](#) ou un "opportuniste" qui n'a "pas de solution alternative à offrir". Sa voix ne pèse en effet pas plus lourd qu'une autre au sein du conseil des gouverneurs, l'organe de décision de la BCE. Il réunit les gouverneurs nationaux et le directoire, l'exécutif permanent de la banque, composé de six membres.

## "FAUX-MONNAYEUR"

Ces propos ont suscité des réactions côté politique également. L'ancien économiste en chef de la BCE, l'Allemand Jürgen Stark, a fustigé "les mesures sentant la panique" de l'institution de Francfort, tandis qu'un responsable du parti conservateur bavarois CSU a assimilé M. Draghi à "un faux-monnayeur".

La chancelière conservatrice [Angela Merkel](#) a été plus mesurée, déclarant dimanche qu'elle trouvait "bien que [Jens Weidmann](#) rappelle sans cesse ce qu'est la politique" de l'Allemagne. Sauf que cela n'est pas si simple.

L'Allemagne est en effet représentée à la BCE par M. Weidmann, mais aussi par Jörg Asmussen, membre du directoire. Or ce dernier se distingue par une ligne plus proche de celle de M. Draghi, déclarant que la BCE agit "dans le cadre de son mandat" et qu'il ne voit "aucun danger pour les épargnants allemands".

"Le jeu joué par Asmussen et Weidmann fonctionne bien, d'un côté le pragmatique, de l'autre celui qui rassure la [population](#) allemande. Au bout du compte cela fait les affaires d'Angela Merkel, qui est elle-même une pragmatique", assure [Ansgar Belke](#), professeur d'économie à l'université de Duisburg-Essen.

Pour M. Belke, le débat en cours marque dans tous les cas une "rupture" avec la tradition de la Bundesbank, "qui menait tout de même une politique très ennuyeuse" que les Allemands, très attachés à cette institution censée [bannir](#) à jamais l'inflation, s'abstenaient de [commenter](#). Il rappelle par ailleurs que contrairement à ses prédécesseurs, Mario Draghi a choisi de révéler publiquement les rapports de force au sein de l'institution, et notamment l'opposition de la Bundesbank aux rachats d'obligations, "ce qui renationalise le débat".

## **Discours de M. le Président de la République**

### **XXème Conférence des Ambassadeurs**

**Palais de l'Élysée - Lundi 27 août 2012**

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Commissaire européen,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs,

Je m'exprime devant vous pour la première fois depuis mon élection à l'occasion de cette Conférence des ambassadeurs, qui est devenue plus qu'un rite, une tradition, un rendez-vous. C'est parce que je sais le rôle qui est le vôtre dans la définition et dans la mise en œuvre de notre diplomatie, que j'entends vous exposer les principes qui guident la politique étrangère de la France dont j'ai confié la charge à Laurent FABIUS et les réponses que j'apporte aux grandes questions de la période.

Ce qui caractérise, à mes yeux, le monde tel qu'il est aujourd'hui, c'est son instabilité, un ordre ancien a disparu, mais aucun autre n'a encore émergé. Des puissances nouvelles se sont affirmées, fortes de leur population, de leur économie, mais encore réticentes à prendre toute leur place et toutes leurs responsabilités. Les blocs ont depuis longtemps disparu, mais de nouveaux ensembles se cherchent, fondés sur la géographie, les intérêts, les proximités culturelles, mais sans cohérence entre eux.

De nouvelles menaces se sont accumulées, le terrorisme qui n'a pas disparu et qui a même gagné d'autres terrains comme en Afrique, la drogue qui devient le fléau majeur de la décennie à venir, les grandes pandémies qui se propagent en ignorant les frontières, le détournement des nouvelles technologies de l'information qui peuvent donner le meilleur, mais aussi le pire par rapport aux libertés individuelles.

Mais l'instabilité, elle est également économique et financière. La crise touche désormais tous les pays, y compris les émergents, qui paraissaient invulnérables, et fragilise encore davantage les plus pauvres. La régulation internationale, tant proclamée depuis tant d'années, révèle ses insuffisances face aux excès de la finance. La croissance du commerce mondial se ralentit et nous voyons ressurgir des pratiques protectionnistes dangereuses.

Les cours des matières premières connaissent une volatilité qui n'obéit plus simplement à des causes naturelles, il en existe, mais à des mouvements spéculatifs, les marchés agricoles sont devenus des marchés financiers. Les considérations géopolitiques sont plus importantes que jamais dans la détermination du prix des carburants. Nous le constatons aujourd'hui, aux dépens même de la croissance mondiale et du pouvoir d'achat des ménages.

A l'instabilité s'ajoute l'incertitude, celle qui pèse sur l'environnement, sur le climat, sur la biodiversité. Convenons, là encore, avec lucidité, qu'après l'échec de Copenhague, le dernier Sommet de Rio sur le développement durable a montré que la mobilisation des Etats restait bien en-deçà des attentes.

Mais la plus grave des incertitudes tient au risque de la prolifération nucléaire et à ses conséquences, et aussi



aux peurs légitimes qu'une telle prolifération peut inspirer et aux réactions préventives qu'elle peut provoquer, menaçant directement la paix. L'incertitude, c'est aussi la permanence des conflits, dont le règlement est chaque jour différé comme au Proche-Orient.

Certes, le monde est aussi porteur d'espoir, il y a la vitalité des peuples, leur aspiration démocratique, les exigences d'une bonne gouvernance et la capacité d'innovation que trouvent toujours les êtres humains. Il y a des lignes qui bougent et des dictateurs qui tombent. En cela, le monde évolue dans un sens qui est celui du progrès.

C'est tout l'enjeu des printemps arabes, dès lors que les formations politiques qui se réclament de l'islam s'engagent à garantir les libertés, notamment celles des femmes, à respecter l'alternance, à protéger les minorités, qu'elles soient culturelles ou religieuses. Il leur appartient, à ces pays qui font œuvre de transition, d'en faire la démonstration et à nous d'encourager le mouvement, sans défiance, mais avec vigilance.

Dans ce monde instable, incertain, mais aussi nouveau, il me revient de déterminer la place de la France, ce qu'elle doit faire et surtout ce qu'elle peut faire.

Je partirai de ce qui fait notre identité historique, géographique, politique, celle qui nous permet d'être écoutés, attendus, espérés et surtout utiles.

Je partirai donc de nos valeurs universelles, dont la France a éclairé le monde et qui doivent continuer à déterminer son action internationale. Ces valeurs sont celles des droits de l'Homme, de la démocratie, de la justice internationale, de la laïcité, de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En défendant ces valeurs partout dans le monde, la France porte une conception des relations avec les Etats et affiche une confiance dans les sociétés. C'est quand la France est frileuse ou silencieuse qu'elle recule. Voilà pourquoi nous servons nos propres intérêts quand nous affirmons notre attachement à la démocratie, à la lutte contre la corruption et au respect du droit.

La France est un pont entre les nations, y compris les émergentes, entre le Nord et le Sud, entre l'Orient et l'Occident. Notre pays est un acteur et un médiateur du dialogue entre les civilisations.

C'est son indépendance qui la rend précieuse au monde.

La France est une puissance mondiale, nous sommes un des rares pays qui dispose encore d'un très large éventail d'actions, doté d'une capacité nucléaire, un pays constamment impliqué dans la vie internationale par sa responsabilité de membre permanent du Conseil de sécurité.

Nous fondons notre démarche sur le droit, en s'inscrivant dans le long mouvement de l'organisation de la société internationale. Je veux continuer, au nom de la France, à faire de l'organisation des Nations unies l'instance centrale de la gouvernance mondiale pour préserver la paix, mais aussi pour protéger les populations. Une organisation capable de prononcer des sanctions et de les faire appliquer en saisissant la justice internationale contre les dictateurs et les crimes les plus graves.

Nous nous inscrivons dans la légalité internationale et je confirme ici que notre pays ne participe à des opérations de maintien de la paix ou de protection des populations qu'en vertu d'un mandat et donc d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Faut-il encore -- c'est la question qui est posée encore aujourd'hui -- que les membres du Conseil de sécurité prennent leurs responsabilités pour lui permettre de prendre des décisions. Car, le blocage du système conduit, soit à son contournement, soit à son impuissance. C'est pourquoi je dis à la Russie et à la Chine que dans la crise syrienne, leur attitude affaiblit notre capacité à accomplir le mandat que la Charte des Nations unies nous a confié.

Je souhaite faire avancer la réforme du Conseil de sécurité pour permettre à de nouveaux membres permanents comme non permanents d'y siéger.

De la même manière, le système des Nations unies doit s'élargir à de nouveaux enjeux comme celui du défi écologique, c'est pourquoi j'ai plaidé à Rio pour la création d'une organisation des Nations unies pour l'environnement basée en Afrique et ce sera la position de la France.

Sous ma présidence, j'entends donc que notre pays porte l'exigence d'une meilleure gouvernance mondiale. La crise financière, économique a montré les limites des institutions actuelles. Le G20, qui avait permis de répondre dans l'urgence à la crise bancaire, doit de nouveau réfléchir sur son rôle, car nous sommes bien loin de la régulation financière indispensable.

Bien des pays d'ailleurs n'ont même pas mis en œuvre les décisions sur les règles prudentielles, pourtant décidées en 2008, alors même que la France et l'Europe ont adopté ces principes, au risque de réduire la distribution du crédit. De même, la lutte contre les paradis fiscaux a été engagée, mais encore trop timidement et les pays qui les abritent devront être plus sévèrement sanctionnés.

Quant à l'ambition, mille fois rappelée, d'adopter une taxation sur les transactions financières, elle se heurte à de fortes résistances. C'est pourquoi j'ai choisi d'aller de l'avant dans le cadre européen d'une coopération renforcée notamment avec l'Allemagne. C'est un acquis du Conseil européen du 28 juin, cette taxe sera définie et mise en œuvre dès le début de 2013. La France continuera de plaider pour son adoption au niveau international, avec l'affectation d'une partie de ses recettes pour le développement et pour la lutte contre le Sida.

La régulation vaut d'ailleurs sur tous les marchés et la volatilité du marché des céréales en ce moment, suite à la sécheresse qui sévit notamment en Amérique, justifie que le G20 puisse rapidement être saisi de cette question et soit doté d'un pouvoir de décision. J'ai demandé au ministre de l'Agriculture de se mobiliser rapidement en ce sens.

Enfin, lorsque j'évoque notre identité, lorsque je parle de nos valeurs, de notre place dans le monde, de notre attachement au droit, je n'oublie pas aussi l'atout de notre langue et de notre culture. La langue, c'est une manière de penser et aussi d'agir. C'est une bataille pour la pluralité et la diversité. C'est la raison qui explique la présence d'une ministre, madame Yamina BENGUIGUI, pour défendre la place du français à travers le monde. Je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, dans votre action quotidienne, de ne jamais oublier que la promotion de la langue, de la création française, c'est l'affirmation d'une vision du monde qui fait place à toutes les cultures.

Tels sont les fondements de la politique étrangère à partir desquels la France doit agir.

Elle le fera avec ses propres forces, avec sa singularité, avec ses atouts, avec son rayonnement. Mais elle n'y parviendra pas seule. Elle le fera avec ses partenaires européens et aussi avec ses alliés et notamment les Etats-Unis.

C'est le sens de mon engagement à la tête de notre pays, un pays pleinement européen.

L'Europe est une force qui souvent s'ignore. Elle est, je le rappelle, la première puissance économique du monde. Je veillerai à ce qu'elle soit plus active et surtout vigilante quant au respect des règles commerciales, à la réciprocité des échanges, à l'ouverture des marchés publics partout.

Nous, les européens, devons aussi renforcer nos positions sur les sujets internationaux majeurs et éviter la dispersion ou la recherche d'intérêts purement nationaux. En matière de défense, nous devons aussi prendre nos responsabilités. J'ai décidé d'approfondir encore les coopérations en matière de défense avec le Royaume-Uni et nous les inscrivons dans le renforcement des capacités européennes. D'autres grands partenaires, notamment allemands, partagent les mêmes besoins. Le nouveau Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, qui est confié à M. Jean-Marie GUEHENNO, ses conclusions s'inscriront dans la perspective de l'Europe de la défense dans le cadre de nos alliances.

Alliance, oui, nous en avons une avec les Etats-Unis d'Amérique et cette relation aujourd'hui est marquée par la confiance. J'ai pu constater, avec le président OBAMA, l'importance de nos convergences sur les grandes

questions internationales, sur la crise économique, sur l'impératif de croissance. Je souhaite que la qualité de la relation entre la France et les Etats-Unis se prolonge encore ces prochaines années.

Lors du Sommet de Chicago, j'ai rappelé l'engagement de la France dans l'Alliance Atlantique. Ce qui ne m'a pas empêché, avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, d'exprimer mes réserves ou de poser des conditions, notamment sur la défense antimissiles. J'ai, par ailleurs, demandé à Hubert VEDRINE de dresser un bilan de ce que la réintégration dans le Commandement militaire intégré a réellement apporté à nos objectifs et à l'Europe de la défense.

Mais la France a des objectifs propres, qui correspondent à sa situation, à son rôle et même à ses intérêts. D'abord, la France porte depuis longtemps une ambition pour la Méditerranée, pour qu'elle soit un espace de coopération et non pas de tension. Les échanges économiques qui doivent se multiplier doivent être enrichis par les échanges humains. Les préoccupations de sécurité doivent toujours aller de pair avec une exigence de dignité. Les idées aussi doivent circuler, c'est nécessaire dans le contexte où les pays arabes de la Méditerranée s'ouvrent et s'engagent dans un changement politique. Je veux que nous prenions en compte ces réalités, il y a des retards qui coûtent. Mais la France ne manquera jamais de rappeler que le respect de l'opposition, la liberté de la presse, les droits des minorités, la capacité pour chacun de participer à la vie publique, quelles que soient ses opinions politiques ou religieuses, sont pour la France autant de principes essentiels.

Ma priorité, c'est de développer ce que j'appelle une « Méditerranée de projets », c'est à cette fin que j'ai demandé au gouvernement de nommer un délégué interministériel à la Méditerranée. Je veux que les compétences du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée soient mieux utilisées, avec l'engagement de l'Union européenne et particulièrement de la Commission, nous devons le faire avec l'Europe. Le partenariat de Deauville, qui est une bonne initiative, peut nous permettre d'accompagner au mieux le développement des pays en transition politique. J'accorde enfin une attention toute particulière à la coopération avec les pays du Maghreb, y compris dans ce qu'on appelle le Groupe 5+5 et qui devra permettre de relancer le dialogue.

Il y a, entre les deux rives de la Méditerranée, de nombreuses complémentarités. De cette manière pragmatique, nous pouvons ainsi envisager une maîtrise efficace de l'immigration, améliorer les échanges professionnels et universitaires, aider l'administration publique de ces pays à se moderniser et puis aussi encourager les échanges entre les milieux d'affaires.

Avec l'Afrique, je veux établir une nouvelle donne. La France maintiendra ses engagements vis-à-vis de ce continent plein de promesses. Toutes les puissances du monde y sont, essayent de développer leur influence et les Africains eux-mêmes ne souhaitent pas que la France se désengage. Mais notre politique doit être différente du passé. Elle doit être fondée sur la transparence dans nos relations commerciales et économiques. Elle doit être fondée sur la vigilance dans l'application des règles démocratiques et le respect aussi des choix souverains. Notre vision de l'Afrique doit refléter ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un continent en forte croissance et qui le sait et qui ne supporte plus le discours larmoyant à son endroit. Un continent où la démocratie progresse, où l'environnement et l'énergie sont autant de sujets majeurs. Un continent avec lequel nous avons une proximité historique, culturelle, linguistique exceptionnelle. En 2050, 80% des francophones seront Africains, 700 millions de femmes et d'hommes, chacun comprend ici l'enjeu.

Je me rendrai dans quelques semaines au Sommet de la Francophonie à Kinshasa. J'y réaffirmerai que la Francophonie, ce n'est pas simplement une langue en partage, c'est aussi une communauté de principes et d'idéaux, dont le rappel à chaque occasion est nécessaire, notamment en République démocratique du Congo. Mais pas seulement là. J'y rencontrerai nos positions politiques, les militants associatifs, la société civile, c'est le sens de la nouvelle politique africaine de la France. Tout dire partout et faire en sorte que ce qui soit dit soit fait. Cette politique sera clairement exposée.

La France doit prendre davantage en compte l'émergence d'un monde multipolaire qu'elle a d'ailleurs tellement de fois réclamé. Les cinq pays composant ce que l'on appelle les BRIC, représentent 40% de la population du monde, plus de 30% du PIB. Raison de plus pour avoir les idées claires sur les rapports que nous comptons avoir avec ces nouvelles puissances.

Avec la Chine, dont l'importance est majeure et pas simplement sur le plan économique. Je veux établir une

relation franche sur tous les sujets y compris politiques, y compris les plus sensibles mais aussi sur les questions commerciales et monétaires. A cet égard, le déséquilibre de nos relations économiques est un défi à relever et donc une occasion d'opportunités. Il y a un immense potentiel et l'Etat, c'est l'enjeu aussi de cette conférence des ambassadeurs, devra prendre toute sa part pour aider les entreprises à agir mais également dire aux Chinois que nous voulons agir toujours sur la base de la réciprocité et notamment par rapport aux marchés publics.

Avec l'Inde, le partenariat stratégique qui nous unit, connaîtra des avancées majeures, en tout cas je l'espère. Il reflète la qualité de nos liens et l'engagement que nous devons avoir avec le deuxième pays le plus peuplé du monde.

Avec la Russie, la France garde un lien historique, singulier, économique aussi, culturel et nous devons nous appuyer sur cette relation pour aussi clarifier ce que nous avons à dire à la Russie, d'autant qu'elle présidera le G20 dès la fin de cette année. Nous devons rechercher ensemble des solutions aux crises internationales sans masquer non plus les désaccords, notamment sur les droits de l'Homme. Mieux vaut les dire que de les regarder de loin.

Avec le Brésil qui s'affirme chaque jour un peu plus comme une puissance active, je souhaite que nous renforçons là encore les échanges et j'accueillerai la présidente du Brésil en France d'ici la fin de l'année. Enfin je considère que le Japon, troisième puissance économique du monde, grand partenaire de la France, n'a pas reçu toute l'attention qu'il méritait ces dernières années et je m'emploierai personnellement à corriger cette situation.

Mais plus généralement, ma conviction est claire : la France pèsera sur l'avenir du monde en renforçant ses liens avec les pays émergents, d'Amérique latine, d'Asie, d'Océanie, d'Afrique, du Golfe arabo-persique. Et plus près de nous avec la Turquie qui connaît une réussite économique indéniable, qui veut s'arrimer à l'Europe et donc la France aura une relation stable et confiante avec ce pays sans ignorer et sans occulter les sujets difficiles.

C'est en travaillant à l'intégration de tous les pays dans le jeu mondial -- c'est la responsabilité de la France -- que nous éviterons la marginalisation de certaines populations qui ne parviennent pas à sortir de la pauvreté. C'est une des missions assignées à notre politique de développement et que conduit le ministre Pascal CANFIN. Le nombre de pays les moins avancés n'a pas diminué depuis ces dernières années. Je souhaite que notre politique de développement puisse être largement débattue et que nos engagements puissent être inscrits dans le temps. Ce n'est pas simplement un enjeu de solidarité, c'est un enjeu de sécurité par rapport à un certain nombre de menaces.

Et parmi ces menaces, la progression de la production et du trafic de drogue est devenue, je l'ai dit, un fléau considérable, déstabilisant certains Etats, voire des régions entières, fragilisant des sociétés y compris la nôtre et entretenant, le trafic d'armes et parfois le terrorisme. Voilà pourquoi je proposerai à nos partenaires du G8 et des Nations unies d'engager une stratégie mondiale pour lutter plus efficacement qu'aujourd'hui contre le fléau de la drogue.

Mais au-delà de ces orientations, je veux traiter sans délai les questions les plus brûlantes.

Le premier défi, c'est la crise qui frappe l'Europe ; trop d'années d'imprévoyance ont multiplié les dettes, affaibli notre industrie, ébranlé la cohésion sociale. L'Europe a sa part de responsabilité elle aussi, elle ne nous a pas protégés autant que nous l'espérions. La défiance se répand au bénéfice des populismes et le risque, c'est que l'austérité ajoute encore à la mise en cause des politiques européennes.

C'est pourquoi j'ai décidé au lendemain de mon élection, de réorienter l'Europe. J'ai contribué avec d'autres à l'adoption d'un pacte de croissance dont toutes les mesures doivent être mises en œuvre rapidement. La France, par la voix de Bernard CAZENEUVE, fera rapidement des propositions pour amplifier ces politiques, pour donner la priorité à l'innovation et aux investissements, pour défendre la production en Europe et je fais confiance à la Commission européenne ici représentée pour faire en sorte que nous ne perdions pas de temps pour mettre en œuvre ces décisions et dépenser les fonds qui ont été ainsi identifiés, 120 milliards d'euros. Mon objectif, je ne suis pas le seul à le poursuivre, est également de mettre un terme aux doutes qui entretiennent la

spéculation. C'est le sens du Conseil européen et des décisions qui ont été prises le 29 juin dernier. Un accord existe pour que le mécanisme européen de stabilité, en coopération avec la Banque centrale européenne, puisse intervenir pour réduire les taux d'intérêt des dettes souveraines lorsqu'ils deviennent prohibitifs. Faut-il encore attendre que le mécanisme européen de stabilité soit enfin en capacité d'agir. Le tribunal de Karlsruhe fournira la réponse. Et pendant ce temps-là, il existe encore le fonds européen, FESF. Donc les mécanismes existent, ils doivent être mis en œuvre et s'ils doivent être encore perfectionnés, la Banque centrale y contribue, je considère que le moment est venu pour que les dispositifs à la disposition des Etats puissent être utilisés si ces dispositifs sont demandés. A la fin du mois de septembre, tout doit être mis en place et le Conseil européen du 18 octobre devra entériner les décisions pour qu'avant la fin de l'année, un compromis soit également trouvé sur l'union bancaire et la supervision au niveau européen, que je souhaite, par la Banque centrale européenne.

C'est dans ce cadre rééquilibré que s'inscrit le traité budgétaire qui sera soumis au Parlement dès le début du mois d'octobre.

Je veux le souligner avec force : la France est totalement déterminée à agir pour l'Europe et pour préserver l'euro. L'euro est irréversible car il s'agit d'un engagement fondamental. Sa défense ne se résume pas, ne se réduit pas à un simple calcul financier, non, elle est la condition de la gouvernance économique.

Elle est aussi ce qui justifie l'union politique. Dès lors la Grèce fait partie de cette communauté politique et la volonté de la France est qu'elle reste dans la zone euro. Elle doit bien sûr prendre des mesures -- je l'ai rappelé au Premier ministre grec lorsqu'il est venu samedi dernier -- elle doit faire la démonstration de sa crédibilité. Mais l'Europe doit également comprendre que les Grecs ont aussi consenti depuis des années des efforts et donc chacun doit faire son devoir, les disciplines doivent être respectées, la crédibilité doit être montrée. Mais nous devons aussi soutenir la croissance dans ce pays.

D'une manière générale, j'ai proposé que l'Union avance autour de l'idée d'une intégration solidaire qui permette qu'à chaque étape, des mécanismes nouveaux soient accompagnés par des avancées démocratiques. C'est l'union politique. Je suis prêt à répondre aux propositions qui ont déjà été faites. Nous pouvons ouvrir cette discussion immédiatement avec les Européens et en premier lieu avec l'Allemagne. La feuille de route pour l'approfondissement de l'union économique et monétaire dont nous allons discuter d'ici la fin de l'année, c'est déjà un premier pas dans cette démarche.

Mais je veux aussi faire des propositions. Le rôle de l'EUROGROUPE et de son président -- et j'en ai saisi le ministre de l'Economie et des Finances -- doit être renforcé. Je propose également que les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent beaucoup plus régulièrement lorsqu'il s'agit de la zone euro ; donc les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro et pas simplement deux fois dans l'année dont on nous avait dit que c'était la preuve de la gouvernance économique. Non. Si nous pensons qu'il y a une monnaie à défendre, une économie à organiser, des politiques de croissance à mener, des disciplines à faire respecter, alors le conseil de la zone euro doit se réunir plus régulièrement.

Cet approfondissement doit aussi nous permettre de mettre en place des instruments de solidarité. A terme, je pense que l'union budgétaire devra évoluer vers une mutualisation des dettes, dans les meilleures conditions pour chacun, de façon à régler les stocks de dettes existantes mais aussi d'emprunter pour l'avenir. Ce sera un élément de discussion. Enfin, l'intégration doit permettre d'avancer vers l'harmonisation fiscale et la convergence sociale et environnementale.

A chaque étape, la France veillera à garantir le contrôle démocratique de ces décisions et de ces mécanismes. A cet égard, la conférence qui permet de réunir Parlements nationaux et Parlement européen est une très bonne initiative.

Je suis conscient que cette démarche ne pourra réunir d'emblée les 27, bientôt les 28 Etats ; alors changeons de méthode. Ceux qui souhaitent s'engager plus vite, doivent pouvoir le faire sans que cela signifie l'exclusion des autres. Certains envisagent de rejoindre l'euro, ils sont les bienvenus, d'autres non, nous devons les considérer comme tels, dans cette position d'être à côté. Je suis favorable à la mise en œuvre de coopérations renforcées qui permettent d'avancer plus vite avec ceux qui décident ensemble de s'engager.

Dans cette réorientation de l'Europe, la relation franco-allemande est bien sûr fondamentale. Le 50<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Elysée offre l'occasion de donner une nouvelle impulsion. Cette amitié, elle est réelle ; elle n'a pas besoin d'être démontrée. Cette amitié, elle doit être prolongée. Elle n'est pas exclusive. C'est la vocation de la France de discuter avec chacun de ses partenaires, tous nécessaires à la vitalité de l'Europe et avec les institutions européennes, qui peuvent être amenées plus qu'aujourd'hui à jouer leur rôle. Voilà ce que je voulais dire sur l'Europe. Montrer que pour nous, elle est à la fois un sujet de préoccupation parce que la croissance y est faible quand elle n'est pas nulle et en même temps un sujet d'espoir et de mobilisation.

Le second défi, c'est la crise syrienne.

Le principe est simple : Bachar EL-ASSAD doit partir. Il n'y a pas de solution politique avec lui. Il constitue une menace, il continue avec une violence inouïe à massacrer la population, à détruire les villes et à provoquer la mort de femmes et d'enfants, nous en avons encore la preuve ces derniers jours. C'est insupportable pour la conscience humaine, inacceptable pour la sécurité et la stabilité de la région. La Cour pénale internationale devrait être saisie pour que les responsables de ces ignominies puissent être un jour jugés.

Je veux être clair : la France assume toutes ses responsabilités et elle ne ménage aucun effort pour que le peuple syrien obtienne sa liberté et sa sécurité.

Pour y parvenir, nous devons surmonter des obstacles au Conseil de sécurité ; le ministre des Affaires étrangères y travaille. Nous y retournerons le moment venu car la crise syrienne est dangereuse pour tout le monde, en premier lieu pour les voisins de la Syrie. Nous continuerons autant que nécessaire le travail de pression et de conviction au Conseil de sécurité pour parvenir à un consensus de la communauté internationale. Mais dans l'immédiat, il faut agir.

D'abord intensifier les efforts pour que la transition politique ait lieu le plus vite possible. Dans cette perspective, la France demande à l'opposition syrienne de constituer un gouvernement provisoire, inclusif et représentatif, qui puisse devenir le représentant légitime de la nouvelle Syrie. Nous engageons nos partenaires arabes à accélérer cette démarche et la France reconnaîtra le gouvernement provisoire de la nouvelle Syrie dès lors qu'il aura été formé.

Ensuite et sans attendre, nous apportons un soutien appuyé à ceux qui œuvrent sur le terrain pour une Syrie libre, démocratique et garantissant la sécurité de toutes ses communautés. Nous aidons notamment ceux qui organisent les zones libérées sur les territoires syriens. C'est l'initiative des zones tampons proposées par la Turquie sur lesquelles nous travaillons. Nous le faisons en concertation avec nos plus proches partenaires. Enfin, et je le dis avec la solennité qui convient, nous restons très vigilants avec nos alliés pour prévenir l'emploi d'armes chimiques par le régime, qui serait pour la communauté internationale une cause légitime d'intervention directe.

Je sais la difficulté de la tâche, je mesure les risques mais l'enjeu dépasse la Syrie ; il concerne toute la sécurité du Moyen-Orient et en particulier l'indépendance et la stabilité du Liban.

La même exigence de sécurité collective inspire mon attitude face à la crise iranienne.

Le programme nucléaire iranien, sans finalité civile crédible, constitue une menace pour tous les pays de la région. C'est d'autant plus inacceptable qu'il est le fait d'un régime qui tient régulièrement des déclarations, encore renouvelées ces derniers jours, appelant directement à la destruction de l'Etat d'Israël.

La position de la France est claire : il serait inacceptable que l'Iran se dote de l'arme nucléaire. Et ce pays doit se conformer à ses obligations internationales au titre du TNP mais aussi des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'AIEA. La voix du dialogue reste ouverte car notre objectif est un règlement diplomatique de la crise mais tant que l'Iran ne répondra pas à toutes les questions en suspens et ne se conformera pas à la légalité internationale, c'est la responsabilité de la France d'accentuer encore les sanctions contre le régime de Téhéran.

C'est dans ce contexte que nous devons aussi agir pour la paix au Proche-Orient.

La France considère -- et ce n'est pas une position nouvelle - que la résolution du conflit israélo-palestinien reste la clef de la stabilité au Proche-Orient et ne peut s'accomplir qu'en reconnaissant aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et en garantissant à Israël sa sécurité. Une solution durable du conflit israélo-palestinien passe par une paix négociée sur toutes les questions. Dans l'immédiat, je recommande aux autorités israéliennes de reprendre le chemin de la négociation dès lors que les Palestiniens ont levé bon nombre de leurs préalables.

Je sais aussi la situation dangereuse dans le Sinaï. Je fais confiance à l'Égypte et à son nouveau président, issu d'un choix démocratique, pour jouer tout le rôle qui doit être le sien dans la région, au service de la paix, mais dans le respect de ses engagements internationaux.

Il est une autre question qui me préoccupe hautement, c'est le Sahel.

Au nord du Mali s'est constituée une entité terroriste assumée et revendiquée comme telle, qui lance un défi à nos intérêts, à nos valeurs, à notre population. Ce défi, nous y répondons. La crise malienne est le reflet ou le résultat de l'affaiblissement de l'État depuis plusieurs années mais aussi des erreurs commises lors de la fin de la crise libyenne, avec des armes qui sont devenues sans contrôle. Aujourd'hui, les groupes terroristes et fondamentalistes occupent le nord Mali mais veulent étendre leur action à l'échelle de l'Afrique de l'ouest.

La France est directement concernée, non pas dans les formes que nous avons pu connaître, , mais en tout cas, nous aurons à agir, non pas par les interventions d'hier -- ce temps-là est révolu -- notre rôle consiste à appuyer nos partenaires africains ; ce sont eux qui doivent prendre l'initiative, la décision, la responsabilité, et les organisations régionales, dans les actions qu'ils souhaitent mener. Mais notre mission sera à ce moment-là d'appuyer leur action dans le cadre des Nations unies et de ce que décidera le Conseil de sécurité.

Nous avons œuvré avec Laurent FABIUS pour que les Maliens retrouvent un gouvernement stable, engagent un travail de réconciliation ; des appels ont été lancés pour envisager une intervention dans le cadre de la CEDA, de l'Union Africaine ; la France et tous les pays qui souhaitent mettre fin à cette crise devront appuyer logistiquement cette intervention si elle est organisée et si elle est mise en œuvre dans le cadre de la légalité internationale.

Enfin, le dernier sujet que je voulais évoquer devant vous, c'est le retrait des forces françaises d'Afghanistan. C'était un engagement que j'avais pris, il s'applique conformément à la décision que j'ai adoptée au lendemain de mon élection.

D'ici la fin de l'année, l'armée afghane va prendre possession des zones encore protégées par notre armée. 650 de nos soldats sont déjà rentrés. 2.000 le seront d'ici la fin 2012. Et tout cela se fait en bonne intelligence avec nos alliés eux-mêmes engagés dans un processus de retrait similaire. Je remercie les ministres, ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères, d'appliquer comme il était convenu, ces décisions, sans faire prendre de risques quelconques à nos soldats.

La France continuera à être présente en Afghanistan mais sous des formes différentes. Nous garderons des formateurs pour accompagner les cadres de l'armée, de la police ; nous conserverons surtout une présence civile pour poursuivre nos coopérations, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'émancipation des femmes. C'est le sens du traité d'amitié qui a été signé entre nos deux gouvernements et qui a été ratifié par le Parlement. C'est ainsi que nous accompagnerons le peuple afghan. C'est ainsi que nous donnerons une suite logique à cet engagement. Et c'est ainsi que nous honorerons la mémoire de nos 88 soldats morts en Afghanistan.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, pour mener la politique étrangère de la France que je viens de présenter, nous avons besoin de disposer d'un outil diplomatique de qualité, j'allais dire de grande qualité. C'est le cas : 163 ambassades, 15.000 personnels, ça n'empêchera pas des évolutions, des modernisations, des adaptations mais j'ai pu constater ces derniers mois votre professionnalisme, votre dévouement et la conviction que vous mettez à défendre en toutes circonstances et dans toutes les enceintes les intérêts de la France. Je tiens ici particulièrement à saluer les agents du ministère qui, dans les pays les plus exposés, font vivre les idées de notre pays, la présence de la France parfois au péril de leur vie. Qu'ils en soient tous ici remerciés.

La France dispose aussi d'un grand réseau culturel ; il nous faut le faire l à encore évoluer, élargir le public touché mais en même temps, je suis particulièrement attentif à ce que ce réseau demeure. De la même façon, pour les établissements scolaires à l'étranger, j'ai souhaité revenir sur la prise en charge telle qu'elle était jusque-là prévue des frais de scolarité, qui créait des injustices et des difficultés d'accès. Mais nous devons trouver la meilleure formule pour que ce soit pour les Français à l'étranger une sécurité que de pouvoir disposer d'établissements de qualité.

Nous devons également régler vite la question de notre audiovisuel public extérieur, ce sera fait.

Enfin je veux insister sur un point : la diplomatie, c'est bien sûr l'Etat, le Président de la République, le gouvernement avec sa propre responsabilité, le ministre des Affaires étrangères, les ministres ; c'est aussi les collectivités locales qui, à travers une coopération décentralisée, font partie aussi de la présence de la France. Et également les régions d'Outre-mer qui demandent à prendre leur part et à qui il faut faire confiance pour être présentes dans les coopérations qui peuvent exister à l'échelle de certains continents. Je souhaite donc que le ministère des Affaires étrangères appuie ces mouvements, ces initiatives et ces efforts.

Le réseau diplomatique est au service des communautés françaises à l'étranger ; c'est la mission de la ministre Hélène CONWAY d'accompagner les Français de l'étranger, de les promouvoir, de les protéger, en liaison avec les parlementaires, sénateurs, députés qui les représentent. Je m'efforcerai pour ma part à chacun de mes déplacements, et je l'ai déjà fait, d'aller à la rencontre de nos compatriotes, pour les écouter, les encourager ; ils participent eux aussi à la diplomatie économique, à la défense de nos entreprises, à la promotion de nos produits et aussi à notre langue.

Laurent FABIUS vous présentera un plan d'action pour ce que nous avons appelé la diplomatie économique. Elle mobilise tout le gouvernement, elle vous mobilisera aussi. L'enjeu, c'est le redressement, c'est-à-dire la capacité d'être plus compétitif, de conquérir des marchés et nous devons chacun y prendre notre part : les entreprises -- ce sont bien sûr, elles, qui sont en cause -- mais nous avons à promouvoir les atouts traditionnels de l'industrie française, le ministre du Redressement productif y est attentif. Et également les nouvelles énergies, l'eau, également le nucléaire civil lorsqu'il est demandé par des pays et lorsque nous disposons de la capacité technique, ou le démantèlement car le démantèlement va être aussi un enjeu industriel pour les prochaines années. Donc ce que vous êtes appelés à faire, c'est bien sûr le travail que vous avez déjà engagé mais que nous devons rendre plus cohérent. Le redressement, c'est partout, pas simplement en France : c'est produire en France, c'est parfois produire à l'étranger pour que nous ayons des retombées dans notre pays en termes d'emplois ou en termes de balance de paiement. Chacun l'a compris -- la ministre du Commerce extérieur est intervenue là-dessus -- nous avons 70 milliards de déficit de notre balance commerciale ; si nous enlevons le pétrole, il reste 35 milliards. Voilà ce que nous avons à faire : conquérir, participer à la recherche de nouveaux produits, développer nos innovations partout à l'étranger, être fiers de nous-mêmes.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, notre devoir est d'œuvrer au redressement de notre pays. Ce redressement passe par l'action que nous menons partout.

Nous le ferons en renforçant notre influence. Nous le ferons en étant fidèles aux principes, aux valeurs qui fondent notre République. Nous le ferons avec notre indépendance mais aussi avec nos alliances. Nous le ferons avec l'Europe, nous le ferons avec les Français qui veulent participer à cet effort.

Nous le ferons en sachant qu'une action lucide, déterminée et cohérente peut changer le cours de l'avenir, en tout cas c'est notre espoir.

Vive la République et vive la France !



**François Hollande**

## „Der Euro ist irreversibel“

FAZ 28.08.2012 · In einer offensiven außenpolitischen Grundsatzrede prescht Frankreichs Staatspräsident François Hollande mit Forderungen zur Euro-Rettung und zur Syrien-Krise voran. Der Sozialist bekräftigt sein Engagement für die Frankophonie.

Von [Michaela Wiegel](#), Paris



Frankreichs Staatspräsident François Hollande: Plädoyer für eine „solidarische Integration“ innerhalb der Eurozone und die Vergemeinschaftung von Schulden

Kritik an seiner außenpolitischen Unentschlossenheit hat François Hollande mit einer offensiven Rede vor der XX. französischen Botschafterkonferenz im Elysée-Palast zu entgegnen versucht. In seiner ersten Rede an die höchsten diplomatischen Repräsentanten seines Landes am Montagabend betonte der Sozialist den weltweiten Geltungsanspruch Frankreichs und preschte mit Forderungen zur Euro-Rettung und zur Syrien-Krise voran.

Als eine Grundlinie seiner Außenpolitik bezeichnete Hollande das Bestreben, den Euro zu erhalten: „Der Euro ist irreversibel, denn es handelt sich um ein grundsätzliches Engagement“. Der Präsident warnte davor, die Debatte über die Bewahrung des Euro auf buchhalterische Rechnungen reduzieren zu wollen.



Der Präsident spricht: Hollande vor der XX. französischen Botschafterkonferenz im Elysée-Palast am Montagabend

Über die Vorschläge der Bundeskanzlerin zu einer vertieften politischen Union wolle er „diskutieren“, so Hollande. **Dem Bestreben der Bundesregierung, den Europäischen Gerichtshof durch einen neuen EU-Vertrag zu bemächtigen, die Haushalte der Mitgliedsländer zu überwachen und Defizitsünder zu bestrafen, setzte der französische Präsident eigene Vorschläge entgegen. Hollande plädierte für regelmäßige Treffen der Staats- und Regierungschefs der Eurogruppe.**

Die beiden bislang üblichen Euro-Gipfeltreffen pro Jahr reichten bei weitem nicht aus, die Wirtschafts- und Steuerpolitik zu harmonisieren. „Wenn wir eine Währung verteidigen, eine Wirtschaftszone organisieren, Wachstumspolitik führen und über die Einhaltung der Haushaltsdisziplin wachen wollen, dann muss der Rat der Euro-Zone viel häufiger zusammenkommen“, sagte der Präsident.

Der Sozialist, der Jacques Delors zu seinen politischen Mentoren zählte, sprach sich für eine „solidarische Integration“ innerhalb der Eurozone aus. Die Vertiefung der politischen Union müsse mit verstärkten Instrumenten der Solidarität einher gehen. „**Letztlich denke ich, dass die Haushaltsunion zu einer Vergemeinschaftung der Schulden führen sollte, zu den besten Bedingungen für alle, um die existierenden Schuldenbestände zu regeln, aber auch, um in Zukunft Schulden aufzunehmen**“, sagte Hollande. ???

Der Präsident hatte bislang vermieden, sich ausdrücklich für eine **Vergemeinschaftung der Schulden** in der Euro-Zone auszusprechen und lieber vom Ziel der Einführung von Eurobonds gesprochen.

## Appell an syrische Opposition

Seine Zurückhaltung ließ Hollande auch bei der Bewertung der Syrien-Krise fallen. Während der Sommerpause hatte ihm unter anderem sein Amtsvorgänger Nicolas Sarkozy Passivität im syrischen Krisenmanagement vorgehalten. [Hollande forderte die syrische Opposition auf, eine repräsentative Übergangsregierung zu bilden](#), welche als „legitime Vertretung des neuen Syriens“ von Frankreich anerkannt werde, sobald sie gebildet sei. Hollande betonte, dass Frankreich „zusammen mit anderen Partnern“ die türkische Initiative der Bildung sogenannter freier Zonen im syrisch-türkischen Grenzgebiet unterstütze.

Der Präsident bemühte sich aufzuzeigen, dass Frankreich unter seiner Führung genauso selbstbewusst agieren wolle wie unter Nicolas Sarkozy.

Hollande betonte, dass sein Land eine „Weltmacht“ („puissance mondiale“) sei, „eines der wenigen Länder, das über ein sehr breites Aktionsspektrum und nukleare Kapazitäten verfügt, ein Land, das als ständiges Mitglied im UN-Sicherheitsrat kontinuierlich im internationalen Geschehen Verantwortung trägt“.

## „Mittelmeer der Projekte“

Frankreich verfolge dabei eigenständige Interessen im Mittelmeerraum. Statt die Belebung der von seinem Vorgänger Sarkozy begründeten Union für das Mittelmeer zu fordern, sprach sich der Präsident für ein „Mittelmeer der Projekte“ aus. Unterstützung der EU sowie des Sekretariats der Union für das Mittelmeer seien willkommen.

Hollande will aber vor allem die Kooperation innerhalb der 5 plus 5 Gruppe verstärken, die sich auf zehn europäische und afrikanische Mittelmeeranrainerstaaten beschränkt. Ein großes Gewicht maß der Präsident der Zusammenarbeit mit der Türkei bei, mit der Frankreich „eine stabile und vertrauensvolle Beziehung“ anstrebe. Anders als sein Vorgänger lehnt Hollande eine EU-Vollmitgliedschaft der Türkei nicht grundsätzlich ab.

## Engagement für die Frankophonie

Der Präsident, der nach eigenem Bekunden besser Englisch als sein Vorgänger spricht, bekräftigte sein Engagement für die Frankophonie. Trotz Kritik am autoritären Regime in der Republik Kongo plant er zum Frankophonie-Gipfel nach Kinshasa zu reisen. „Im Jahr 2050 werden 80 Prozent der Frankophonen Afrikaner sein, 700 Millionen Frauen und Männer. Jeder wird deren Bedeutung verstehen“, sagte Hollande.

Die Frankophonie sei aber nicht nur eine gemeinsame Sprache, sondern auch eine Wertegemeinschaft. Daran, versprach Hollande, wolle er auch den kongolesischen Präsidenten erinnern.

Quelle: F.A.Z.

## La longue attente des chômeurs

28 août 2012

[Les Echos](#)

PAR JEAN-FRANCIS PECRESSE

En trois mois de présidence Hollande, quelque 100.000 Français sont venus allonger la file d'attente des chômeurs en recherche effective d'un emploi. Le compteur étant provisoirement arrêté à fin juillet, il est hélas fort probable que, en ce jour de fin d'août, le sinistre seuil des 3 millions de chômeurs a déjà été franchi en métropole. Voilà douze ans que la courbe du chômage évoluait entre 2 et 3 millions, sans passer ni l'une ni l'autre de ces deux frontières françaises. Si peu de temps après l'alternance, la responsabilité ne saurait en incomber au seul nouveau pouvoir. Les effets d'une politique de l'emploi mettent toujours du temps à se manifester.

Mais la présomption d'innocence dont bénéficie encore l'exécutif n'enlève rien à son ardente obligation d'agir. Or, face à ce mal absolu du chômage, qui porte tant de désespérances individuelles et collectives, le chef de l'Etat et son Premier ministre semblent impuissants, sinon indolents. Depuis le 6 mai, seules deux décisions présumées favorables à l'emploi ont été prises, issues de la vieille pensée de la gauche mitterrandienne, plutôt que puisées au réalisme d'une social-démocratie moderne. L'une est contre-productive : c'est la fiscalisation des heures supplémentaires. Loin de redonner du travail à des chômeurs, cette mesure est de nature à détruire de l'activité, donc des emplois. Car, à rebours de la théorie tenace du partage du travail, les heures supplémentaires des uns créent l'embauche des autres. L'autre décision est aussi coûteuse qu'inutile : présentée demain au Conseil des ministres, c'est la réactivation, promise pour... 2013, de 150.000 emplois subventionnés, improprement dits « d'avenir » car copiés sur les emplois-jeunes de Lionel Jospin, lesquels se sont, la plupart du temps, révélés être des contrats sans lendemain.

Le dépassement de la cote d'alerte du chômage impose au promoteur du « contrat de génération » d'employer les grands moyens pour s'attaquer aux causes structurelles de ce mal, sans attendre que la vague des plans sociaux vienne à son tour gonfler les rangs de Pôle emploi. A défaut de se convertir à la baisse du coût du travail, lui qui a tant décrié la TVA sociale, le chef de l'Etat pourrait sans trop se déjuger et sans engager d'argent public, lancer des réformes structurelles destinées à assouplir le Code et le marché du travail : revoir les seuils sociaux et les délais des procédures collectives, permettre aux entreprises de baisser les salaires en temps de crise pour éviter de licencier, reconsidérer les règles d'indemnisation du chômage pour inciter au retour à l'emploi. Cette fois, la gauche au pouvoir ne sera pas aidée par une croissance venue d'ailleurs.

## Montebourg ravive la querelle du nucléaire dans la majorité

JOEL COSSARDEAUX

28 août 2012

### LES VERTS DÉNONCENT LA « PROVOCATION » DU MINISTRE SUR LA FILIÈRE

Le nucléaire est une filière d'avenir. » En lâchant dimanche cette formule, Arnaud Montebourg a rallumé la querelle qui, l'hiver dernier, avait failli mettre en péril l'alliance passée entre les écologistes et les socialistes. La réaction ne s'est pas fait attendre, se manifestant cependant avec plus ou moins de dureté au sein d'Europe Ecologie Les Verts. Hier, les déclarations du ministre du Redressement productif ont été accueillies comme une « provocation » par Noël Mamère, le député-maire de Bègles. Pour Cécile Duflot, ministre écologiste du Logement, « l'essentiel, ce sont les actes » et de faire baisser la production d'électricité d'origine nucléaire de 75 % à 50 % du total d'ici à 2025. Jean-Marc Ayrault a indiqué hier soir sur France 2 avoir rappelé cette « position du gouvernement » à Arnaud Montebourg.



Im Gespräch: Ökonom Thomas Straubhaar

## „Hartz-Reformen waren für Deutschland ein Segen“

FAZ 27.08.2012 · Die Reformen haben einen großen Teil zu den heutigen Erfolgen am deutschen Arbeitsmarkt beigetragen. Deshalb wäre es ein großer Fehler der Politik, sie wieder zurückzunehmen, findet der Schweizer Ökonom Thomas Straubhaar.



© dapd Thomas Straubhaar: „Zuwanderung löst nicht dauerhaft die demografischen Probleme“

## Zehn Jahre Hartz-Vorschläge. Sind die daraus hervorgegangenen Reformen Fluch oder Segen für Deutschland?

Die Reformen waren für Deutschland insgesamt ein Segen, auch wenn viele Betroffene das sicher anders sehen. Hartz war die größte Arbeitsmarkt- und Sozialreform der Nachkriegszeit und überaus erfolgreich. Dabei geht es nicht um einzelne Bausteine der vier Gesetze, sondern darum, dass Peter Hartz und der damalige Bundeskanzler Gerhard Schröder die ersten waren, die offen gesagt haben, dass es mit dem ausufernden Wohlfahrtsstaat nicht weitergehen kann. Die Hartz-Gesetze bedeuteten das Ende der alten Bundesrepublik.

### Und was begann damals?

Ein neues Deutschland, das zusätzliche Sozialleistungen und Wohltaten nicht mehr selbstverständlich realisieren konnte, weil irgendjemand auch immer dafür zahlen muss. Heute wird stärker abgewogen, weil das, was man den einen ermöglicht, für jene, die es finanzieren müssen, negative Konsequenzen hat. Die Anstrengungen des Einzelnen wurden gefördert und der Staat ein Stück zurückgenommen.

## Die Hartz-Gesetze waren vieles, nur kein Sparprogramm. Die Zahl der Leistungsempfänger und damit die Kosten stiegen zunächst rasant.

Das stimmt, aber das hatte auch mit der neuen Transparenz zu tun. Durch die Zusammenlegung von Arbeitslosen- und Sozialhilfe wurden viel mehr Leute erfasst und die Statistik ein Stück ehrlicher. Viele Komponenten der Hartz-Gesetze haben sich als reine Luftnummern erwiesen und haben viel Geld gekostet. Aber entscheidend war der Mentalitätswechsel, der durch die kürzeren Bezugszeiten von Arbeitslosengeld befördert wurde. Dadurch stieg für viele Menschen der Druck, sich rasch nach einer neuen Arbeit umzuschauen, weil sonst sehr schnell Hartz-IV-Verhältnisse drohen.

**Diese Bezugszeiten wurden mittlerweile für Ältere wieder verlängert. SPD und Grüne haben sich längst von Ihrer Reform distanziert und auch CDU-Arbeitsministerin Ursula von der Leyen spricht von**

## **weiteren Korrekturen. Werden die Reformen scheinweise einkassiert?**

Ich hoffe nicht. Das wäre der größte Fehler, den die Politik machen könnte. Die kürzeren Bezugszeiten haben dazu geführt, dass heute mehr Ältere noch im Berufsleben stehen. Andere Maßnahmen haben die nötige Flexibilität geschaffen, um Arbeitslose und Geringqualifizierte in Beschäftigung zu bringen. Mit dem Ergebnis, dass wir in Deutschland heute so viele Erwerbstätige haben wie nie zuvor.

## **Gewerkschaften bemängeln, diese Arbeit sei häufig atypisch oder prekär.**

Wer maßt sich denn an festzulegen, was ein typischer oder ein untypischer Arbeitsplatz ist? Wir haben doch längst eine neue Normalität am Arbeitsmarkt: Die Menschen sind nicht mehr lebenslang beim selben Arbeitgeber beschäftigt, sondern wechseln häufiger. Vielleicht wird ja Zeitarbeit auch von Menschen in bestimmten Lebensphasen gewünscht, um neue Dinge auszuprobieren? Vielleicht wollen Frauen nach der Elternzeit in Teilzeit zurückkehren, weil sich Beruf und Familie so am besten vereinbaren lassen? Wir wissen, wie unglaublich wichtig es ist, nicht langzeitarbeitslos zu werden. Für viele Menschen sind die sogenannten atypischen Beschäftigungsformen die beste Chance.

## **Steckt in den guten Arbeitsmarktdaten wirklich eine Reformrendite oder sind sie nicht nur Ergebnis des starken Aufschwungs der vergangenen Jahre?**

Da muss man ja schon blind sein, um diese Entwicklung rein auf konjunkturelle Effekte zurückzuführen. Rund um Deutschland herum sind die Arbeitsmärkte zusammengebrochen und im Ausland hat die hohe Arbeitslosigkeit wiederum die Konjunktur negativ beeinflusst. In Deutschland sind wir bislang relativ verschont geblieben, weil durch die gute Beschäftigungslage die Lohnsumme gestiegen ist, was wiederum zu mehr Binnennachfrage geführt und den Staatshaushalt entlastet hat.

## **Das Ausland spricht anerkennend vom „German Jobwunder“, hierzulande ist die Sicht eher negativ. Können Sie als Schweizer erklären, warum sich die Deutschen mit ihren Erfolgen am Arbeitsmarkt so schwer tun?**

Kein anderes Land hat sich in den vergangenen zehn Jahren derart stark verändert wie Deutschland. Bis zum Fall der Mauer war die Bundesrepublik ein abgeschottetes Paradies mit einem Lebensstandard, wie es ihn für lange Zeit nicht mehr geben wird. Wir hatten die 35-Stunden-Woche, nahezu Vollbeschäftigung und enorm hohe Sozialleistungen. Als die Mauer fiel, haben andere Staaten sehr schnell aufgeholt und Millionen gut qualifizierter und dennoch billiger Arbeitskräfte haben den Wettbewerbsdruck enorm erhöht. Plötzlich bekam Deutschland Probleme und die Arbeitslosigkeit stieg. Die heute 50- bis 70-Jährigen haben aber immer noch dieses Paradies in den Köpfen und sie merken, dass es ihnen schlechter geht, als sie es sich damals vorgestellt haben: Die Rente fällt geringer aus, man muss länger arbeiten, Sozialleistungen sind gekürzt worden.

## **Wollen junge Menschen heute etwa nicht mehr ins Paradies?**

Ich sehe an meinen Studierenden zumindest, dass sie nicht gleich in Panik verfallen, wenn nicht sofort die lebenslange Festanstellung winkt. Einige wollen das auch nicht, die engt das eher ein. Zugegeben handelt es sich dabei um Akademiker, die nicht repräsentativ sind für alle.

## **Das mag die Verkäuferin anders sehen, die zu dem Fünftel der Berufstätigen gehört, das weniger als 10 Euro je Stunde verdient und damit im Niedriglohnsektor arbeitet. Warum soll Deutschland nicht wie fast alle Nachbarländer einen allgemeinen Mindestlohn einführen und damit auch den Flickenteppich aus separaten Branchenregelungen auflösen?**

Wenn man sich für das Modell Mindestlohn entscheiden möchte, dann ist ein einheitlicher Mindestlohn für alle Regionen und Branchen in der Tat effizienter. Sonst haben sie Abgrenzungsprobleme und es kommt zu Umgehungstatbeständen. Ich bin aber grundsätzlich nicht für Mindestlöhne. Denn wenn sie so tief sind wie in Amerika, dann schaden sie zwar nicht, bringen aber auch keinen Nutzen. Und je höher man sie setzt, desto mehr helfen sie denen, die Arbeit haben, aber schaden den Arbeitslosen. Deshalb bleibe ich dabei: Staatliche Lohnzuschüsse durch Kombilohnmodelle sind zwar auch nicht ohne Probleme, aber im Vergleich zu Mindestlöhnen der bessere Weg.

## **Immer mehr Südeuropäer wollen der schwierigen Lage in der Heimat entfliehen und entdecken den deutschen Arbeitsmarkt. Steht uns eine neue Zuwanderungswelle bevor?**

Das starke Nord-Süd-Gefälle ähnelt der Situation der sechziger Jahre. Der Süden wird wohl ein Jahrzehnt brauchen, um wieder auf die Beine zu kommen. Aber keine Sorge, wir werden nicht von Griechen und Portugiesen überrannt werden. Und wir werden auch keine amerikanischen Verhältnisse bekommen, dass etwa Spanier auf Generationen hinaus ihren Lebensmittelpunkt hierher verlagern. Bislang sind die Zuwanderungsströme überschaubar und es kommen vor allem besser Qualifizierte, die der deutsche Arbeitsmarkt auch aufnehmen kann. Von einer neuen staatlichen Anwerbepolitik würde ich deshalb dringend abraten.

## **Weil Deutschland damit Arbeitslosigkeit importieren würde? Schließlich sind Ausländer mehr als doppelt so oft arbeitslos wie Deutsche.**

Ja und das sind häufig die Folgen der misslungenen Integrationspolitik in der Vergangenheit. Wir sollten zunächst einmal das Potential der schon in Deutschland lebenden Menschen mit Migrationshintergrund ausschöpfen. Mit der schnelleren Anerkennung von Berufsabschlüssen wurde etwas getan, aber da ist noch viel Spielraum.

## **Brauchen wir ein Punktesystem zur Steuerung für Zuwanderung aus Drittstaaten, wie es Arbeitgeber und die FDP fordern?**

Da habe ich dazu gelernt. Wer hierzulande vom Punktesystem redet, der hat oft nicht viel Ahnung. Denn diese Systeme funktionieren auch in Kanada und Australien nicht richtig und sind dort mehrfach umgebaut worden, weil sie am Ende zwar Leute mit diversen Diplomen bekommen, deren Fähigkeiten aber doch nicht den spezifischen Bedürfnissen entsprechen. Wenn Arbeitgeber solche Modelle fordern, und da sind wir wieder bei Hartz IV und Niedriglöhnen, dann deshalb, weil es dämpfend auf das Lohnniveau wirkt und Anpassungskosten wie das Lernen der Sprache zum Teil auf den Sozialstaat ausgelagert werden.

## **Sie halten nichts von solchen Modellen?**

Wenn ein Staat selektieren muss, und dafür gibt es gute Gründe, dann kann eine solche Steuerung dennoch die beste Lösung sein. Dann würde ich aber für wenige Kriterien plädieren: Qualifikation und Sprache, aber das wars dann auch. Aber niemand sollte erwarten, dass Zuwanderung dauerhaft die demografischen Probleme löst.

**Thomas Straubhaar** ist Direktor des Hamburgischen Weltwirtschaftsinstitut. Das Gespräch mit ihm führte **Sven Astheimer**.

Quelle: F.A.Z.



# Gratwanderung der Bundesbank

FAZ 27.08.2012 · Bundesbank-Präsident Jens Weidmann kämpft gegen den geplanten Kauf von Staatsanleihen durch die Europäische Zentralbank. Die Kanzlerin unterstützt ihn dabei kaum, sie lobt lieber EZB-Präsident Mario Draghi. Das Verbot der Staatsfinanzierung ignoriert auch sie.

Von [Holger Steltzner](#)

Der Präsident der Deutschen Bundesbank kämpft allein. Von der Bundeskanzlerin erhält er keine Unterstützung im Widerstand gegen den geplanten Kauf von Staatsanleihen durch die Europäische Zentralbank. Erst auf Nachfrage hat Angela Merkel in ihrem Sommerinterview gesagt, dass sie Jens Weidmann den Rücken stärke, damit er viel Einfluss in der EZB habe. Um so deutlicher fällt ihr Zuspruch für EZB-Präsident Mario Draghi aus, der Ländern wie Spanien oder Italien beispringen möchte, indem die EZB im großen Stil Anleihen von Staaten kauft, um den Zins für Euro-Schuldner zu drücken. Das Verbot der Staatsfinanzierung in den Statuten der EZB ignoriert auch Merkel, indem sie Draghi eine Art Persilschein ausstellt, dass angeblich jede Maßnahme der EZB durch das Mandat Geldwertstabilität gedeckt sei.

**Es ist schon merkwürdig, dass nur Weidmann die Verletzung grundlegender demokratischer Prinzipien beklagt, wenn in einem an das Politbüro erinnernden intransparenten Verfahren ein paar geldpolitische Spitzenbeamte über eine umfassende Vergemeinschaftung von Risiken aus Staatsschulden entscheiden. Was sagt der Bundestag zur Übernahme von weiteren Milliardenrisiken zu Lasten des deutschen Steuerzahlers? Wollen die Parlamente aus der Eurozone künftig ihr Budgetrecht an EU-Spitzenbeamte abtreten?**

Nur zu gern verstecken sich die „Euro-Retter“ heute hinter der EZB, so zermürbt sind sie von der Erfolglosigkeit ihrer bisherigen Politik. **Der Glaube an die Allmacht der Zentralbank** dürfte erstmal weiter steigen, da im Herbst der Kapitalmarkt die Intervention der EZB feiern dürfte. Doch wenn danach Ernüchterung einkehren wird und die „Retter“ feststellen werden, dass mit Mitteln der Geldpolitik die Krise der Währungsunion nicht gelöst werden kann, dass nur noch mehr Zeit gekauft, aber die Strukturen nicht verändert wurden, dürfte die Suche nach einem Sündenbock einsetzen. Dann wird es heißen, die Käufe von Staatsanleihen hätten nicht gewirkt, weil die Geldpolitik nicht mit einer Stimme gesprochen habe. Bis dahin wird vergessen sein, dass es Draghi war, der Weidmanns Opposition öffentlich machte. Die kommenden Monate werden für die Bundesbank besonders schwierig. Sie muss sich die Zustimmung der Bevölkerung erhalten, zugleich aber aufpassen, nicht in die Rolle einer angeblich fundamentalen Gegnerin der Bundesregierung gedrängt zu werden.

Quelle: F.A.Z.

# The Bundesbank against the World

## German Central Bank Opposes Euro Strategy

By Christian Reiermann, Michael Sauga and [Anne Seith](#)



The European Central Bank plans to resume buying the bonds of crisis-hit countries on a large scale. Jens Weidmann, head of the German central bank, is firmly opposed to the idea, arguing that it will lead to inflation and lessen pressure on governments to carry out reforms. But he is becoming increasingly isolated within the ECB and in the political world.

Volker Bouffier has always portrayed himself as the last true conservative in Germany's center-right Christian Democratic Union (CDU). Bouffier is the governor of Hesse, the western German state where Germany's financial capital Frankfurt is located, and is known for raging against gay marriage, multiculturalism and school reforms. On questions of monetary policy, he has always been a champion of traditional German virtues. "The European Central Bank cannot become an institution that compensates for the failures of individual government budgets, such as Italy's," he said recently. "That isn't part of its mandate."

But on Monday of last week, Bouffier seemed to be a changed man. He had invited Jens Weidmann, 44, president of the German central bank, the Bundesbank, to a meeting at the Hesse state chancellery. For weeks, Weidmann had sharply opposed the ECB's plans to buy up large quantities of Italian and Spanish sovereign debt. In the meeting with Bouffier and his cabinet, Weidmann had just reiterated his position in the ongoing dispute with ECB President Mario Draghi when Bouffier, to the surprise of everyone in attendance, announced his new priorities. Apparently, the values of Southern European bonds on the balance sheets of Frankfurt banks are now more important than his conservative values.

Of course he still supported stable prices, Bouffier said, but noted that the mood in financial markets had become extremely fragile. And despite his characterization of the ECB's debt-buying plans as sinful, he said that there were no longer any alternatives to massive intervention by the central bank. "The political tools have been exhausted," Bouffier said.

The Bundesbank president is becoming increasingly isolated, and not just in provincial German politics.

'Addictive Like a Drug'

A powerful phalanx of key statesmen, from US President Barack Obama to French President François Hollande and British Prime Minister David Cameron, have long called upon Weidmann to finally abandon his resistance to the increased use of the ECB's "big bazooka." Now even some of Weidmann's former allies are turning their backs on him. Recently, Germany's powerful private banks have come out in support of Draghi, as have Weidmann's fellow ECB Governing Council member Jörg Asmussen and a majority of monetary policy experts in Northern Europe.

The head of the Bundesbank has now decided that the best form of defense is attack. In an interview with SPIEGEL, Weidmann explained why he believes the approach taken by European leaders is wrong. "We shouldn't underestimate the danger that central bank financing can become addictive like a drug," he says.

Of course, Bundesbank opposition is not expected to stand in the way of the Draghi plan. **The EU treaties are being violated once again. Two years ago, during the course of the Greek crisis, European governments suspended the principle that no member of the euro zone could guarantee the debts of another member state. Now a similarly fundamental principle is up for renegotiation: the prohibition on national budgets being financed with the help of the ECB.**

The risks are considerable. If Draghi's proposal prevails, **Europe's central bankers could lose control over the money supply in the medium term, which in turn could lead to substantial inflation.** Southern European governments could misinterpret this as a signal that they can obtain cheap money without instituting painful reforms after all. German taxpayers would be saddled with additional billions in risk without having any say in the matter.

### **Feelings of Desperation**

But those European politicians who are determined to rescue the euro have been ignoring democratic principles for a long time. They are feeling desperate because, after 17 monetary summits, they still haven't been able to stop the crisis. And now they are pleased to see Draghi doing the work for them.

**The purchase of government bonds sounds** technical and harmless, and yet the weapon with which Europe's top monetary policy experts are now going into **battle is essentially no different from the euro bonds that German Chancellor Angela Merkel famously said she will oppose as long as she lives.** Not surprisingly, Merkel's take on the Draghi proposal is characterized by her typical doublespeak. At home, her advisers insist that it's a good thing that someone is upholding the principles of the Bundesbank. In Brussels, on the other hand, Merkel indicates that the Draghi plan enjoys her full support.

But the two positions will in reality be incompatible if the euro crisis continues to escalate. **Weidmann wants the monetary union to be able to force crisis-ridden countries to withdraw from the euro zone if there is no other way to ensure monetary stability. Merkel, on the other hand, wants to preserve the monetary union at all costs, even if this means inflation and financial crashes.**

Now Weidmann is even losing the chancellor as an ally, even though he served as Merkel's economic adviser for five years.

### **The Talking Paperclip**

When Merkel appeared before the press at financial summits or to discuss monetary issues, Weidmann, as her adviser, always stood in the background, a thin, youthful-looking man with his brown briefcase wedged under his arm. As an adviser, he was exactly what she wanted: quick-witted, discreet and loyal to the point of self-denial.

Weidmann, who holds a doctorate in economics, spoke only when he was asked. And when he did state his position at length in off-the-record conversations, he had no trouble coming up with even more tedious wording than his boss. Journalists nicknamed him the "talking paperclip."

Given his nature and reputation, observers were convinced that Weidmann would prove to be even more flexible in his new position than his predecessors. Previous Bundesbank chief Axel Weber, for example, had resigned over his opposition to bond purchases, and ECB chief economist Jürgen Stark followed suit shortly after Weidmann came into office.

It was all the more surprising that the new Bundesbank president was soon openly championing Germany's positions even more staunchly than his predecessors. Whereas Weber and Stark tended to keep their criticism to themselves, Weidmann, in speeches, op-ed pieces and interviews, [warned of the dangers of a misguided euro crisis policy](#). He was regularly outvoted in the ECB's Governing Council. Nevertheless, ECB President Draghi soon realized that it would be foolish to ignore Weidmann's most powerful weapon: the deep-seated and well-founded mistrust that always takes hold in the population when politicians push for banks to start printing money.

When Draghi talked of a possible new bond buying program a few weeks ago, Weidmann's resistance was to be predicted. In light of rising interest rates for Spanish and Italian bonds, Draghi felt the need to send a strong signal to the markets. **Without consulting with his colleagues on the ECB Governing Council first, he announced, during a speech in London at the end of July, that the ECB would do everything in its power to save the euro. "And believe me, it will be enough," he added cheerfully.**

## Buying Time

Draghi explained his plans in more detail soon afterwards. Unlike earlier cases, he said, the bond purchases would be tied to conditions. Only those countries that had applied for assistance from the European bailout fund and were prepared to commit to reforms could expect assistance.

This was Draghi's way of accommodating his critics, to the delight of the government in Berlin. According to government insiders in Berlin, Merkel and German Finance Minister Wolfgang Schäuble characterized the Italian economist's plan as "important and valuable" and felt that Draghi's announcement alone had already had an effect. Indeed, since Draghi's London speech the risk premiums on Spanish and Italian government bonds have declined considerably.

With his strategy, the ECB chief is mainly buying time. Members of Merkel's and Schäuble's staffs appear to accept Weidmann's notorious opposition to Draghi with a shrug. At the Chancellery, where the young Bundesbank president used to work, there has even been malicious talk of "fundamentalists." In the Finance Ministry, too, Weidmann is increasingly regarded as a troublemaker. "Some people interpret the ECB's mandate more narrowly. Others interpret it a bit more broadly," says a senior Finance Ministry official, with a trace of fatalism in his voice.

Privately, Chancellor Merkel also has little sympathy for the intransigence of her former adviser. Merkel apparently feels that Weidmann and his staff shouldn't be making such a fuss.

**It's a classic conflict over a cheap money policy.** The government wants to use the medicine as quickly as possible, because it's easy to get. The Bundesbank, on the other hand, sees the risks and side effects and warns against writing the prescription in the first place. **From the Bundesbank's perspective, the most important objective of a central bank is to maintain price stability. By buying up government bonds to force down their yields, they are intervening in fiscal policy, a classic role of government.**

## Fatal Consequences

The consequences can be fatal. With its bond purchases, the ECB is flooding the markets with money. If it doesn't claw back the money elsewhere, it continues to inflate the money supply. Experience and theory have shown that the injection of funds into the markets **could eventually lead to rising prices -- in other words, inflation, which central bankers are required by law to prevent.**

**Weidmann also suspects that the ECB indirectly contributes to funding the national budgets of crisis-ridden countries, which it is prohibited from doing under the European Union treaties.** Although the ECB

is not lending money directly to governments, its policy "is too close to state financing via the money press for me," says Weidmann. With his comment, he is articulating the fear that the crisis-hit countries will exploit the bond-buying program to constantly issue new debt.

In addition, the bond buying reduces pressure on governments to institute reforms. That's something that the ECB's bankers learned a year ago, when they bought large numbers of Italian government bonds, only to look on as the government of then Prime Minister Silvio Berlusconi promptly put its reform efforts on ice.

To prevent this, **Draghi now wants to ensure that future bond purchases are subject to strict conditions. But this makes the ECB even more dependent on the political world, because it prevents it from intervening in the future when it sees fit. Instead, it will have to wait until politicians have created the necessary preconditions.**

This raises new questions. For instance, will the ECB even have the option of refusing assistance? And how will it justify buying one country's bonds at an interest rate of 7 percent while it buys those of another at just 5 percent?

### **Euro Bonds Through the Back Door**

Schäuble's experts have recognized the threat to the central bank's independence, and are searching for solutions. They believe that it's perfectly conceivable that Italy or Spain will not have to commit themselves to reforms under the auspices of the euro-zone bailout fund in the future, but will merely make a voluntary commitment to the European Commission. The advantage of this approach is that the ECB's actions would not be dependent on decisions by the euro-zone finance ministers. The drawback is that a voluntary commitment would not be as binding as a program that formed part of a bailout agreement.

**Whatever form the ECB actions take, the bond purchases are nothing but a back-door way of sharing risk.** While Merkel refuses to enter into a liability union through jointly guaranteed euro bonds, she has nothing against the ECB handling this task. All members of the monetary union are liable, in proportion to their shares of ECB capital, for the risks the central bank accumulates by buying the bonds of ailing countries. Not surprisingly, **Sigmar Gabriel, chairman of Germany's opposition center-left Social Democratic Party (SPD), accuses European politicians of using alternative means to introduce euro bonds.**

### **Sobering Track Record**

Economists and investors also doubt that Draghi's new program will produce the anticipated relief in the long term. The track record to date is sobering. Between May 2010 and early 2012, the ECB intervened in the so-called secondary markets, where bonds are traded after being issued, buying a total of €211 billion in Greek, Italian and Spanish sovereign debt. Its actions brought a brief respite for the ailing countries at the time, but risk premiums soon shot up again.

The new program could be similarly ineffective, warns Clemens Fuest, an Oxford-based economist who advises the Merkel administration. **"If investors are convinced that a country is bankrupt, not even an intervention by the central bank would change this," he says.**

Andrew Bosomworth, managing director of the German office of Pimco, the world's largest investor in government bonds, fears that the new program will mainly attract speculators rather than long-term lenders. **"If interest rates for a particular country go up, they (the speculators) will bet on an ECB intervention," he says.** "Investors oriented toward sustainability will not return until their confidence in the euro-zone project has been renewed." In other words, a measure designed to hinder speculators could in fact be a boon to them.

Experts warn that, in the end, the debt-ridden countries' creditors would simply offload large portions of their bond holdings to the ECB, without the affected countries being helped in the long term.

In a worst case scenario, the debtor countries could see their economies continue to shrink while poor-quality bonds, whose value is no longer linked to the real economy, pile up on the ECB's balance sheet. The possible consequences are well known from monetary history: inflation, currency reform and assets losing value.

## Some Good News

According to some critics, the new ECB program is not even necessary, because key economic indicators are already improving in the crisis-ridden countries.

There is something to this. Economic imbalances in the euro zone have been reduced considerably. The current account deficits of all crisis-ridden countries are shrinking, although this news should still be viewed with caution. Ireland is already showing a surplus, which could approach the level of the German surplus in the next few years. Italy and Spain are about to balance their current accounts. Greece has cut its current account deficit by almost two-thirds.

Unit labor costs, an important barometer of a country's competitiveness, are declining in all countries except Italy, and exports are growing as a result. All of the crisis-hit countries have managed to increase exports in the last two years.

Fiscal policy indicators are also improving, now that austerity measures are taking effect. Italian Prime Minister Mario Monti plans to balance his budget next year, which would put the country on a similar level as Germany. Portugal has cut its budget deficit in half, and Spanish Prime Minister Mariano Rajoy is also making headway. The situation is easing noticeably in Ireland, so much so that the government was recently able to borrow money again on international financial markets.

Optimists say that the good news from the other countries will also have an effect on the market sooner or later. Confidence in the euro zone will then return, and countries, with the possible exception of Greece, will be able to obtain funding without being dependent on the help of the bailout funds. The condition, however, is that reform efforts continue and are not prematurely terminated -- for example because of bond buying that is theoretically supposed to ease the burden on those countries.

## Shopping Without Limits

The debates on the details of the program that Europe's monetary watchdogs are currently engaged in show how great the risks are. Representatives from the south would prefer it if the ECB went shopping for bonds on the secondary markets without any limits. One idea is to establish general upper limits for interest rates on government bonds, or to artificially limit the spread between the bonds of crisis-hit countries and, say, Germany.

Central bankers from the north, however, only want to buy bonds on the markets in extreme situations, in short but energetic campaigns, such as when interest rates suddenly shoot up as they did in the week before Draghi's London announcement. Another idea that has recently been circulated is to pre-announce certain intervals for interventions by the ECB, such as for days when countries issue new bonds.

Which camp will ultimately prevail is still unclear. The proposals by the relevant task forces will be discussed in the ECB Governing Council for the first time in early September, at which point other council members will try to persuade Weidmann once again.

His fellow council members are reacting sharply to Weidmann's fundamental opposition. There is talk of a power struggle within the ECB that ignores the effects on the central bank's reputation. "We must speak to the outside world with one voice," one official says emphatically. The central bankers are faced with a dilemma: They need the confidence of investors to make their crisis management work. But ongoing criticism from within their ranks is partly responsible for the miserable results of the first bond-buying program, say central bankers.

But Germany's chief monetary watchdog refuses to defer to this logic. Weidmann believes that any purchase program is wrong, and he will not let anyone persuade him otherwise -- neither his fellow board members nor the chancellor.

## Temporary Truce

Merkel and Weidmann have talked a lot in recent weeks, sometimes by telephone and sometimes in private at the Chancellery in Berlin. As a result, they have reached a sort of temporary truce.

Weidmann, who doesn't see himself as being isolated, will continue to openly voice his criticism of the Draghi program, but he will not torpedo the effort for the time being. He will implement the ECB decisions and will not file a complaint with the European Court of Justice. In return, Merkel will show an understanding for Weidmann's positions, but she will not support them.

It's a stalemate that benefits both Weidmann and Merkel. Weidmann doesn't want to overdo the conflict, given his ambitions to eventually head the ECB himself. Merkel, on the other hand, has no interest in having a fundamental dispute with the Bundesbank. As a minister in the cabinet of former Chancellor Helmut Kohl, she realized that it didn't pay off for members of the government to tangle with the central bank. When then Finance Minister Theo Waigel wanted to have the Bundesbank's gold revalued in 1997, he faced a storm of protest in the media and was forced to drop the idea.

Merkel knows that many members of the ruling coalition parties are more likely to support Weidmann than her today. "It isn't helpful to add to the problems by printing new money in Frankfurt," warns Rainer Brüderle, the floor leader of the pro-business Free Democratic Party (FDP), the junior partner in Merkel's coalition government. Bavarian Governor Horst Seehofer, leader of the CDU's Bavarian sister party, the Christian Social Union (CSU), believes that it is "fatal to keep buying up new bonds from indebted countries." CDU economic expert Michael Fuchs supports Weidmann "wholeheartedly," saying the ECB cannot become a money press.

Draghi's plan doesn't just upset the traditional division of tasks between fiscal and monetary policy; it also puts a strain on the relationship between the head of the Bundesbank and the chancellor. The conflict is manageable, as long as the euro crisis doesn't escalate and no ECB interventions are necessary. But if the central bank were to buy Southern European sovereign debt for hundreds of billions of euros once again, the truce would quickly end.

To retain his credibility, Weidmann would eventually have to oppose the program. Then Merkel would drop him -- just as she drops everyone who gets in her way.

*Translated from the German by Christopher Sultan*

**URL:**

- <http://www.spiegel.de/international/europe/german-bundesbank-opposes-euro-crisis-strategy-a-852237.html>

## **„Europa zahlt für den Euro mit viel Leid“**

FAS 25.08.2012 · Der Schweizer Felix Zulauf ist der Vermögensberater einer Handvoll Superreicher. Den Euro hält er für ein Unglück. Gold ist ein Trost.



© Mutter, Anna

Vermögensverwalter Felix Zulauf an seinem Urlaubsort Kampen auf Sylt.

## **Herr Zulauf, noch vor der Einführung des Euro warnten Sie, die Währungsunion könnte als eine der kürzesten in die Geschichte eingehen. Sind Sie ein Hellseher?**

Schön wäre es. Aber um diese Prognose zu treffen, waren nun wirklich keine hellseherischen Fähigkeiten vonnöten. Es genügten vielmehr gute Kenntnisse in Wirtschaftsgeschichte.

## **Wozu sollen die nützlich sein?**

Die Politiker haben sich bei Einführung des Euro einer großen Fantasterei hingeeben - dabei hätten sie besser die Geschichte von Währungsunionen studieren sollen. Wirtschaftliche und kulturelle Unterschiede haben in der Vergangenheit noch jede Währungsunion zu Fall gebracht: Sie alle hatten stets nur eine begrenzte Haltezeit. Selbst ein Verbund wie die skandinavische Münzunion, die im 19. Jahrhundert zwischen Dänemark, Norwegen und Schweden geschlossen wurde, hat am Ende nicht standgehalten. Dabei waren sich diese Länder in ihrer Wirtschaftsstruktur und Kultur viel ähnlicher, als es heute die Staaten des Euroraumes sind.

## **Die skandinavische Währungsunion hielt fast 50 Jahre. Da bliebe dem Euro noch viel Zeit.**

So viel Zeit hat der Euro keinesfalls. Ich erwarte, dass der Druck im Euroraum in den nächsten zwei Jahren deutlich zunimmt. Denn Europas Wirtschaft gleitet in eine heftige Rezession ab. Südeuropa konnte sich daraus in den vergangenen Jahren sowieso nie richtig befreien. Die Industrieproduktion Italiens liegt 25 Prozent unter dem Stand von 2007, im Falle von Spanien sind es sogar 30 Prozent - eine katastrophale Situation, zumal sich die Konkurrenzfähigkeit dieser Schuldnerländer kaum verbessert hat. Und derzeit zeigt auch die Konjunktur in starken Ländern wie Deutschland erste Schwächen. Dies ist eine gefährliche Mischung, die zu einer neuen Eskalation der Krise führen kann.

## **Wird der Euro daran zerbrechen?**

Wenn es so käme, wäre das zwar kurzfristig sehr schmerzhaft, aber langfristig ein Segen für Europa. Den Euro künstlich zu erhalten ist nämlich auf Dauer das viel größere Unglück.



## **Sie wollen damit sagen, dass ein Euro-Crash für Europa gar nicht so schlimm wäre?**

Das mag vielleicht intuitiv nicht sofort einleuchten, aber schauen Sie sich nur an, welche Folgen die Gemeinschaftswährung für den Kontinent hatte. Für mich ist die Einführung des Euro die dümmste Entscheidung, die Europa seit den Versailler Verträgen von 1919 getroffen hat. Sicher, die Absicht war nachvollziehbar: Europa wollte sich als regionaler Wirtschaftsraum stärker international positionieren. Erreicht hat man das Gegenteil: Jetzt ist der Kontinent wirtschaftlich geschwächt und wird es bleiben - ein Schuldnerland nach dem anderen gleitet in die Depression ab. Europa ist heute zerstritten und gespalten.

## **Das sind harte Worte. Die Politik beteuert stets das Gegenteil. Scheitert der Euro, scheitert Europa, hat Angela Merkel gesagt.**

Mit Verlaub: Dies ist wirklich Unfug. Die Politik weigert sich bis heute, die Folgen der Währungsunion konsequent zu Ende zu denken. Sie trägt den Euro als Dogma vor sich her wie der Vatikan den Zölibat. Natürlich fürchten die Politiker die Kosten eines Zusammenbruchs, die auf kurze Sicht hoch wären. Aber langfristig am Euro festzuhalten wird am Ende teurer sein - ganz Europa wird dies mit viel Leid bezahlen.

## **Was macht Sie da so sicher?**

In der Währungsunion prallen zwei völlig entgegengesetzte Wirtschaftsphilosophien aufeinander. Da ist zum einen der Ansatz, für den Deutschland beispielhaft steht: Die Deutschen wollen eine starke Währung. Denn dann lohnt es sich zu sparen. Dies führt zu höheren Investitionen, zu mehr Arbeitsplätzen und steigenden Einkommen. Durch die höheren Löhne lässt sich mehr konsumieren, aber auch noch mehr sparen. Länder, die so wirtschaften, erhöhen also den Wohlstand ihrer Bürger. Ist eine Währung aber strukturell schwach, lohnt sich das Sparen nicht, entsprechend sind die Investitionen niedrig und die Wettbewerbsfähigkeit tief. Arbeitsplätze werden vernichtet, die Reallöhne sinken. Dies ist der Weg, auf den die südeuropäischen Länder den Euroraum schicken, wenn sie jetzt nach neuen Rettungsmaßnahmen durch die Europäische Zentralbank (EZB) rufen. Denn diese schwächen den Euro und senken den Wohlstand der Bürger. Hier steht die Zukunft unserer Kinder und Kindeskinde auf dem Spiel.

## **Warum beteuert EZB-Präsident Mario Draghi dann so vehement, dass alles getan werden müsse, um den Euro zu erhalten?**

Was soll Draghi auch anderes machen? Schließlich hat die EZB kein Interesse daran, sich selbst abzuschaffen. Sie kann natürlich noch viele Jahre bankrotte Regierungen und bankrotte Geldinstitute finanzieren - aber das ist nun wirklich nicht die Aufgabe einer Notenbank. Für mich hat die EZB ihre Glaubwürdigkeit verloren.

## **Draghi will weiter Anleihen der angeschlagenen Staaten kaufen und so die Schuldenkrise eindämmen. Ist denn völlig auszuschließen, dass das funktioniert?**

Sehen Sie, in Europa herrscht eine komplette Geldillusion: Die Staaten sind hochverschuldet, viele Regierungen an sich pleite. Die Politiker wollen dies aber nicht eingestehen, weil sie um ihre Wiederwahl fürchten. Nun kommt die Zentralbank und finanziert die Schulden einfach, indem sie Anleihen aufkauft - sie druckt also Geld. Diese Geldillusion jedoch wird sich auf Dauer nicht aufrechterhalten lassen. Die Konsequenz wird sein: Wenn man ihn denn zusammenhalten will, wird der Euro gegenüber anderen Währungen abwerten müssen - er würde zu einer strukturellen Schwachwährung mit all jenen problematischen Folgen, die ich beschrieben habe.

## **Ein schwächerer Euro hat doch nicht nur Nachteile. Die Exportindustrie würde profitieren.**

Sicher, aber bedenken Sie zu welchem Preis. Das Vorgehen der EZB kann schließlich auch zu Inflation führen, das wäre ein weiterer Angriff auf die Kaufkraft der Bürger. Und noch einmal empfehle ich den Blick in die Geschichte: Auch wenn die Exportbranche kurzfristig profitieren mag - es gibt keinen Staat, der auf Grundlage einer schwachen Währung großen Wohlstand aufbauen konnte.

## **Angenommen, Sie hätten recht und der Euro wird wirklich zur Schwachwährung. Wie können sich Anleger darauf einstellen?**

Indem sie sich überlegen, welche Investments profitieren, wenn der Euro an Wert verliert. Weicht eine Währung auf, sind selbst die sogenannten sicheren Staatsanleihen die falsche Wahl. Ihr Zinssatz würde durch Inflation und Kaufkraftverluste aufgeessen. Zudem sind die Renditen von Anleihen 30 Jahre lang nur gesunken, nun zeigt der Trend für die nächsten Jahrzehnte in die entgegengesetzte Richtung. Darum empfehle ich, Anleihen zu verkaufen. Stattdessen sollten Anleger längerfristig auf Sachwerte setzen, also auf Aktien und auf Gold.

## **Aber unter einer schlechteren Wirtschaftslage würden doch auch Firmen und deren Aktien leiden.**

Das ist richtig. Darum halte ich den Moment zum Einstieg auch noch nicht für gekommen. Zunächst gilt es abzuwarten, wie die Firmen die nächsten sechs bis zwölf Monate überstehen werden. So lange sollten Anleger einen Teil ihres Vermögens in Bargeld halten. Aber auf Dauer geht an Aktien kein Weg vorbei: Zum einen erwerben Anleger mit den Papieren einen Anteil an einem Unternehmen - das ist in Zeiten einer schwachen Währung mehr wert als ein Schuldschein vom Staat. Und zum anderen haben viele Großinvestoren wie Versicherungen immer noch sehr niedrige Aktienquoten in ihren Portfolios. Das werden sie sich auf Dauer nicht leisten können. Neben Aktien darf man aber im Falle einer lang andauernden Euro-Schwäche Gold nicht vergessen: Es schützt vor dem Wertverlust einer Währung. Der Goldpreis hat jetzt ein Jahr lang nachgegeben - nun ist der Zeitpunkt nahe, dass Anleger schrittweise wieder aufstocken können.

## **Für den richtigen Zeitpunkt scheinen Sie ein Gespür zu haben: Den Börsencrash 1987 haben Sie ohne Verluste überstanden, auch die Internetblase. Was ist Ihr Trick?**

Da muss ich Sie enttäuschen: Es gibt an der Börse keine Garantie dafür, den richtigen Moment zu treffen. 1987 beispielsweise hatten die meisten Investoren sehr viele Aktien in ihren Portfolios, alle waren positiv gestimmt - gleichzeitig wurde die Geldpolitik der Notenbanken aber deutlich restriktiver. Da war für mich klar: Ein Zusammenbruch war nur eine Frage der Zeit. Und glücklicherweise habe ich dann wenige Wochen vor dem Crash alle Aktien verkauft. Glauben Sie aber nicht, dass dies so einfach war, wie es klingt. Wer unkonventionelle Entscheidungen trifft, hat entweder großen Erfolg oder großen Misserfolg - im Moment der Entscheidung ist man allein, und die Kritik der Kunden wie der Mitarbeiter ist zunächst groß.

## **Den Titel Krisenprophet trägt heute der Ökonom Nouriel Roubini. Dabei hat er erst nach Ihnen Ihre Euro-Kritik aufgegriffen.**

Ach, wissen Sie. Propheten werden in der Regel wenig geliebt. Da ist es mir ganz recht, dass andere diese Rolle für sich beanspruchen.

*Das Gespräch führte Dennis Kremer.*

## Über Vermögensberater Felix Zulauf

Finanzkrisen hat Felix Zulauf, Jahrgang 1950, viele erlebt: Als junger Anlagestratege sah sich der Schweizer 1973 der Ölkrise gegenüber, als Leiter des Portfoliomanagements der Bank UBS umging er den Aktiencrash von 1987. Drei Jahre später gründete er seine eigene Vermögensverwaltung. Zulauf zählt weltweit zu den angesehensten Geldprofis. Schon vor der Euro-Einführung kritisierte er die Idee der Einheitswährung.

Quelle: F.A.S.